

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**27 SEPTEMBRE 2018**

**TOME II/II**

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMBAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## Attributions de subventions Classes de Découverte Rousses - Exercice 2018

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période de septembre à décembre 2018, 14 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 40 055 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - ARMSTRONG	4032 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BALARD	3 744 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	270 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	1 044 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	1 044 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	270 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BOLIVAR	4 176 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - CURIE	3 450 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	576 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	576 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	576 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - DICKENS	2 160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - FERRY	2 875 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES- FREUD	972 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - JAURES	1 008 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MERMOZ	4 032 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MORISOT	650 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - SEVIGNE	5 291 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - TERESA	2 160 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018, chapitre 932, pour un montant total de 40 055 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention spécifique annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

- Modèle convention spécifique OCCE 34 CD ROUSSES 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse et Sports**



**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

**QUARTIER CROIX D'ARGENT  
Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé  
Autorisation de déposer un permis de construire**

Dans le cadre du développement des associations sportives, la Ville de Montpellier souhaite répondre aux besoins exprimés par les clubs de rugby en résidence sur le Stade Sabathé, privés de tente de réception depuis son effondrement, lors du dernier épisode neigeux sur la Ville.

A ce titre, cet équipement devra répondre aux normes imposées en tant qu'établissement recevant du public.

Cette nouvelle structure de 170 m<sup>2</sup> comprendra deux locaux de rangement de matériels et un bar. Construite sur un bardage extérieur en acier, la charpente mixte bois lamellé-collé sera surmontée d'une couverture en membrane composite translucide et acoustique, 100 % recyclable et dimensionnée pour le vent et la neige.

Deux baies vitrées seront insérées pour ouvrir la salle sur le terrain de rugby à côté des anciennes tribunes du stade.

L'enveloppe financière de cette opération, fixée à 180 000 € T.T.C. est inscrite au budget supplémentaire de la ville, chapitre 903.

Un permis de construire sera déposé et les travaux seront alors réalisés sur une durée de trois mois maximum.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter le projet de reconstruction de la tente de réception sur le complexe sportif Sabathé ;
- D'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse et Sports



#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## QUARTIER MOSSON

### Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un street workout, sur les bords du lac des Garrigues, proche des immeubles du quartier de la Mosson, en dessous de l'avenue Guilhem de Poitiers,

Le street workout, littéralement « équipement de rue », sera un lieu de rencontres des jeunes autour d'une pratique sportive à mi-chemin entre la gymnastique et la musculation. Mélangeant figures de force, de souplesse et d'équilibre, c'est un loisir qui se pratique essentiellement en extérieur.

Ce projet est porté par le Conseil de Quartier Mosson et, dans le cadre d'un aménagement plus global de la pratique sportive autour du lac des Garrigues, comprenant notamment la reprise des cheminements utilisés pour la marche ou la course à pied et la rénovation complète du parcours d'orientation.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux et la pose du street workout s'élève à 92 000 €, en raison notamment de terrassements importants nécessaires pour créer une surface suffisamment plane pour mettre en œuvre les mobiliers sportifs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'aménagement d'un street workout sur les bords du lac des Garrigues ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse et Sports



#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN (Hauts de Massane) QUARTIER MOSSON

### Réhabilitation de l'équipement pour son adaptation à plus de pratiques sportives Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier souhaite réhabiliter les équipements sportifs mis à disposition des associations afin de répondre aux nouveaux besoins liés aux normes fédérales en évolution et à la nécessité de proposer des installations de qualité.

La dimension sociale de ce projet est aussi importante et s'inscrit dans le cadre du contrat de ville, sur des approches transversales de soutien à la mixité sociale et à l'optimisation des actions portées par les associations issues du quartier

Dans ce cadre, une opération de réhabilitation du Palais des Sports Pierre de Coubertin sera engagée. En effet, l'aire de jeu actuelle ne peut accueillir que des rencontres sportives de basket-ball et de volley-ball.

Afin de recevoir les disciplines de futsal et de handball, il est nécessaire d'agrandir les dimensions de l'aire de jeu, et en contrepartie de diminuer la jauge des tribunes actuellement à 4 200 places.

Le projet prévoit également un réaménagement de l'aire de jeu. Ainsi, des modifications seront portées sur le revêtement du sol et sur l'éclairage par le remplacement des projecteurs existants par des appareils à LED.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville, fonction 903, est fixée à 5,150 M€.

Le démarrage des travaux est prévu pour la fin de l'année 2020 pour une durée d'environ 12 mois. Cette opération sera réalisée dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre externe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de la réhabilitation du Palais des Sports de Coubertin ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles, notamment les subventions dans le cadre du contrat de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Jeunesse et Sports****Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEUS ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

**Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice  
2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique **SPORTS**:

Code	Structure	Type		Montant
	COMITE D'ORGANISATION	Projet	MATCH OFFICIEL DE QUALIFICATION A LA COUPE DU MONDE	30 000 €



			MASCULINE DE BASKETBALL	
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		3 000 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		7 400 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement		1 800 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement		1 000 €
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	Fonctionnement		141 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		80 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>264 200 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 264 200 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement
- Convention Projet
- Lettre d'engagement
- Convention Exercice 2018 MHB.pdf
- Convention Exercice 2018 MHSC.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Relations aux publics et  
Affaires militaires****Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

**Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique  
COMMEMORATIONS - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

**O Dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS:**

Code	Structure	Type		Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC- ROUSSILLON	Projet	RENOUVELLEMENT DU DRAPEAU	260 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 260 €;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Affaires sociales

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

#### o Dans le cadre de la thématique SOLIDARITE:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	CAFE CITOYEN MENSUEL « NUMERIQUE ET SOCIETE »	540 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	ATELIERS DU NUMERIQUE	900 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	TOI-MÊME TU FILMES	1 680 €
25	LES PETITS	Projet	ATELIER : « CREER	750 €

	DEBROUILLARDS OCCITANIE		UN TUTO YOUTUBE »	
233	MA VIE	Projet	INTER'GAME	3 000 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	ATELIER LIBRE SENIOR	3 210 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	ATELIER LIBRE TOUT PUBLIC	2 150 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	Projet	NOËL DE L'ESPOIR	8 500 €
7044	REPAIR CAFE	Projet	ATELIER DE REPARATION	500 €
<b>TOTAL</b>				<b>21 230 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	25EME EDITION PRIDE DE MONTPELLIER	5 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>11 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	EDUCO WEB	1 350 €
650	GAMMES UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Projet	CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL DE DEMANDEURS D'ASILE	50 000 €
6837	GROUPE SOS SOLIDARITES	Projet	AMENAGEMENT D'ESPACES COLLECTIFS ET PROJET NEXT STEP (COURS DE LANGUE ET INSERTION PROFESIONNELLE) POUR LES DEMANDEURS D'ASILE NOUVELLEMENT ARRIVES	40 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>91 350 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **HANDICAP**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
705	ASSOCIATION GENERALE DES SOURS DE MONTPELLIER	Projet	ORGANISATION DE LA JOURNEE MONDIALE DES SOURDS	600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 124 680 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement
- Convention fonctionnement
- Convention projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Enfance

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## LAEP Pause Gouter Convention d'occupation temporaire du domaine public Ville de Montpellier / Association Pause Gouter

Dans le cadre sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpelliéraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2015-2018.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement soutenu par la Caf et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

Sur son territoire, la Ville participe au fonctionnement de huit LAEP associatifs, parmi lesquels, le LAEP « Pause Goûter » qui perçoit une prestation de service forfaitaire annuelle d'un montant de 6 600 € dans le cadre du CEJ 2015-2018.

Le LAEP « Pause Goûter », géré par l'association du même nom, occupe des locaux situés au 2452 avenue



du Père Soulas. Ces locaux devant être libérés à compter du 1er septembre 2018, l'association est donc à la recherche de nouveaux locaux. Dans l'attente d'une solution de relogement pérenne et afin de ne pas rompre l'activité, la Ville a proposé d'héberger temporairement le LAEP au sein du Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s Saint Clément, situé au 311 avenue Saint Clément. Les locaux seront mis à disposition du lundi au vendredi de 15h à 18h et le samedi de 9h30 à 12h30.

Il est donc proposé, en annexe, une convention d'occupation temporaire du domaine public pour une durée de 6 mois renouvelable une fois qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018. La valeur locative annuelle s'élève à 4 474,8 €. Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance est minorée et limitée à 35 € annuels soit 17,5 € pour la durée initiale de la convention. Cette redevance minorée est donc constitutive d'une subvention en nature annuelle de 4 439,8 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec l'association « Pause Goûter » une convention d'occupation temporaire pour une durée de 6 mois renouvelable une fois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 concernant les locaux situés 311 avenue Saint Clément à Montpellier ;
- d'approuver la redevance annuelle minorée à 35 € et de porter la subvention en nature annuelle d'un montant de 4 439,8 € au compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public de la Ville jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention occupation LAEP Pause Goûter

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ecologie urbaine

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

#### Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la gestion de l'eau - Avis de la Ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son territoire, en application de la législation en vigueur et de ses statuts les compétences obligatoires en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations (GEMAPI) telles que définies à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1) ;
- entretien et aménagement des cours d'eau, canaux, lacs, plan d'eau (item2) ;
- défense contre les inondations et contre la mer (item5) ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (item 8).

La délibération du Conseil de Métropole du 20 décembre 2017 définit les lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du grand cycle de l'eau que la Métropole souhaite établir en concertation avec les structures intercommunales partenaires au niveau des bassins versants:

- transférer ou déléguer globalement, aux Etablissements Publics Territoriaux de Bassins (EPTB) compétents, l'ensemble des études et actions de coordination relevant de la mission 1 « Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique » lorsqu'elle porte sur des périmètres supérieurs à ceux des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI),
- assurer en régie les autres missions mentionnées aux items 1, 2,5, 8 susvisés,
- conclure, le cas échéant, de manière ponctuelle, avec ces syndicats mixtes ouverts, des conventions de

délégations ou de prestations de services relatives à des projets relevant de ces compétences.

En accord avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin labellisés ou en cours de labellisation, ceux-ci continueront à assurer leurs missions de coordination et d'animation dans le domaine de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, au sens de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, notamment pour la mise en place et le suivi des documents de planification et de concertation: Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), du contrat de bassin versant, du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE), de la Stratégie locale de Gestion du Risque Inondation.

Ces missions relèvent notamment de l'article L.211-7 alinéa 12 du Code de l'environnement susvisé « Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique ».

Dans la perspective de la modification des statuts du Syndicat Mixte du Bassin du Lez et du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or, compte-tenu de la nouvelle situation juridique et institutionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2018, et afin d'assurer la cohérence juridique de la nouvelle organisation interterritoriale souhaitée par la Métropole et ses partenaires, il apparaît nécessaire de les intégrer dans le champ de compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, il apparaît opportun de vérifier la cohérence des compétences et actions dans le domaine de l'eau, actuellement portées par la Métropole au regard des autres alinéas de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement.

Ainsi Montpellier Méditerranée Métropole exerce, conformément au décret du 23 décembre 2014 portant sa création et aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, de nombreuses actions en matière d'approvisionnement en eau (article L. 211-7 alinéa 3 du Code de l'environnement), notamment concernant l'eau brute : développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc.

Elle contribue à la lutte contre la pollution des aires d'alimentation et de captage ainsi qu'à la protection et à la conservation des eaux superficielles et souterraines (article L 211-7 du Code de l'environnement alinéas 6 et 7) en mettant en œuvre :

- ses projets d'assainissement ;
- les mesures de protection des captages participant à l'alimentation de sa population en eau potable ;
- des actions avec les producteurs agricoles ;
- la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable via notamment la réalisation d'interconnexion des réseaux.

Elle exerce déjà au titre de ses compétences aménagement de l'espace métropolitain, eau et assainissement et services public de défense extérieure contre l'incendie les missions suivantes :

- maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols (article L 211-7 alinéa 4 du Code de l'environnement) ;
- aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile (article L 211-7 alinéa 9 du Code de l'environnement) en milieux urbains;
- mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource et des milieux aquatique (article L 211-7 alinéa 11 du Code de l'environnement).

L'exploitation, l'entretien, les aménagements d'ouvrages hydraulique existants, hors transferts obligatoires visés aux alinéas 1, 2, 5, 8 de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, hors assainissement et pluvial et hors ouvrages confiés en gestion aux EPTB dont la Métropole est membre, demeurent en dehors du champ d'action métropolitain. Les principales installations et infrastructures concernées sont : les canaux d'irrigation, fossés-canaux et systèmes agricoles d'irrigation, fossés de drainage, barrages anti-sel, barrages

et retenues participant aux systèmes d'irrigation, ouvrages hydrauliques participant uniquement au maintien du niveau des étangs et ne participant pas à la continuité d'un système hydraulique (article L. 211-7 alinéa 10 du code précité).

Au regard de ce constat, afin de donner plus de cohérence et de lisibilité à la politique développée par la Métropole, dans la gestion de l'eau, il est nécessaire qu'elle étende ses compétences à l'intégralité des missions visées aux alinéas 3, 6, 7 et 12 de l'article L. 211-7 du code précité.

Cette extension des compétences est décidée par délibérations concordantes du Conseil de Métropole et des Conseils Municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. (2/3 des conseils municipaux des communes membres représentant 50% de la population ou 50% des conseils municipaux des communes membres représentant 2/3 de la population).

Le Conseil Municipal de chaque Commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la Commune de la délibération de la Métropole, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

A l'issue de cette procédure et après avoir constaté que les conditions de majorité sont acquises, le Préfet publiera un arrêté modifiant l'article 4 du décret 2014-1065 du 23 décembre 2014 relatif à la création de la Métropole et actant le transfert des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Lors de sa séance du 19 juillet dernier, le Conseil de Métropole a donc approuvé la modification de l'article 4 du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 relative à l'extension des compétences non obligatoires exercées par Montpellier Méditerranée Métropole :

- exercice des missions mentionnées aux alinéas 3, 6, 7, 12 de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :
  - Approvisionnement en eau ;
  - Lutte contre la pollution ;
  - Protection et conservation des eaux superficielles ou souterraines ;
  - Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.
- gestion des ouvrages hydrauliques confiés aux ETPB dont la Métropole est membre.

L'ensemble des items de l'article 4 du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 non impactés par cette modification demeurent en vigueur.

Les missions de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations relevant de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, transférées obligatoirement à la Métropole ainsi que les nouvelles missions relevant de cet article, mentionnées ci-dessus, se substitueront, à l'issue de la procédure de modifications aux dispositions actuelles de l'article 4 du décret n°2014-1065 qu'elles intègrent.

Un arrêté préfectoral actera cette substitution.

La délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2018/427 du 19 juillet, objet de la présente a été notifiée à la commune de Montpellier en date du 27 juillet 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver, l'extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole relative aux missions détaillées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Courrier\_Président\_Notification délibération M2018-427 du 19-07-18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Ecologie urbaine**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## **Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature**

Dans le cadre des transferts de compétence à la Métropole et dans un souci d'objectif de continuité des prestations liées aux espaces verts sur le territoire de Montpellier, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole vont être amenées à faire appel à des prestataires pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts.

Afin d'optimiser la qualité des services et des dépenses publiques, il paraît opportun que les deux collectivités groupent leurs commandes en associant leurs besoins pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts.

Tel est l'objet de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération. La Ville de Montpellier, en sa qualité de coordonnateur, se charge de l'ensemble de la procédure de passation.

L'exécution financière ne pouvant relever des missions du coordonnateur, les membres du groupement procéderont, chacun en ce qui les concerne et à hauteur de leurs besoins propres, à l'engagement, à la

liquidation et au mandatement des sommes dues au titulaire du marché.

Néanmoins, chaque membre du groupement conserve la faculté de ne pas participer à la procédure de passation d'un marché ou accord-cadre, ou de se retirer du groupement.

Considérant l'évaluation des besoins de chaque membre du groupement, il est donc proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Méditerranée Métropole en vue de la conclusion de marchés ou accords-cadres.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser la personne compétente à signer la convention afférente, telle que présentée en annexe, ainsi que tout document relatif à la mise en œuvre de celle-ci.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Convention de groupement de commande fournitures et prestations EV version 7.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Affaires économiques, Commerce et Artisanat

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire, Allée Paul Boulet

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/snacking, situé place Allée Paul Boulet, a été lancé par la Ville le 30 juillet 2018 pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 23 août 2018, trois dossiers ont été déposés par M. Raphaël ESCOBAR et M. Michel DOUSSAL.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

#### 1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

#### 2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

#### 3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement



Le projet présenté par M. Raphaël ESCOBAR, gestionnaire confirmé, est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant les critères suivants : gamme de produits et tarifs, viabilité économique et montant des investissements. M. Raphaël ESCOBAR propose également un réaménagement du kiosque afin de moderniser la concession et de mieux répondre aux attentes de la clientèle.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 7 200 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider l'attribution de la convention d'occupation du kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/snacking à M. Raphaël ESCOBAR,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Conv kiosque alimentaire.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Affaires économiques, Commerce et Artisanat

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°2 Esplanade Charles de Gaulle

Par délibération du Conseil Municipal du 20 juin 2011, la Ville a désigné Mme Sylvie Rodriguez, concessionnaire de la convention d'occupation du kiosque n°2 situé Allée Paul Boulet.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de novembre une procédure d'appel à candidature.

A la clôture de l'appel à candidature, le 15 décembre 2017, deux dossiers ont été déposés, par M. Sabau et Deletraz, et par Mme Sylvie Rodriguez.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

#### 1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

#### 2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par Mme Sylvie RODRIGUEZ, gestionnaire confirmée, est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant les critères suivants : gamme de produits et tarifs, cohérence du projet. Mme RODRIGUEZ propose un réaménagement afin de moderniser la concession et de mieux répondre aux attentes de la clientèle.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 33 200 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De renouveler l'attribution de l'occupation du kiosque n°2 à Madame Sylvie Rodriguez pour une durée de 6 ans ;
- D'approuver le projet de convention ci-joint ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMBAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019 Programmation

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs, grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Pour sa 10<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences du mercredi 7 novembre 2018 au mercredi 17 avril 2019. Les conférences se dérouleront au Centre Rabelais, tous les mercredis hors vacances scolaires, de 20h à 22h.

Les conférenciers seront des enseignants et chercheurs de l'Université française ou des Grandes Écoles ayant publié un essai dans les deux années précédentes. Un certain nombre d'entre eux enseigneront à Montpellier, et tous seront présentés par des universitaires montpelliérains, afin de valoriser l'enseignement et la recherche montpelliéraines.

Le programme de la saison 10 de l'Agora des Savoirs sera élaboré tout au long de l'année en écho à l'actualité des parutions autour des Savoirs et des Sciences, en dialogue avec un conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des universités et des centres de recherche de Montpellier.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration des conférenciers dans la limite d'une enveloppe maximale de 13 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 400 € (net/HT) pour une enveloppe totale de 12 000 euros maximum sur l'ensemble de la saison.

Une convention sera établie pour chacun des intervenants. Parmi les conférenciers pressentis : Pierre Rosanvallon, Virginie Maris, Daniel Cohen, Hervé Le Guyader, Jacques Tassin, Jean-Manuel Roubineau...

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencières et conférenciers et leur rémunération pour un montant maximum de 12 000 € (douze mille euros) ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 13 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- modèle conférencier
- modèle conférencière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019 Partenariat avec la Librairie Sauramps

La 10<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences du mercredi 7 novembre 2018 au mercredi 17 avril 2019, au centre Rabelais, le mercredi soir, à 20h, hors vacances scolaires.

La 10<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs poursuit le principe de conférences construites en dialogue avec l'actualité des parutions d'essais, support privilégié de partage des connaissances.

Librairie la plus active à Montpellier pour la valorisation et la diffusion des ouvrages universitaires, de sciences humaines, de sciences dures et de techniques, la librairie Sauramps est un partenaire naturel pour proposer un accompagnement de la manifestation, en consacrant au sein de la librairie un espace dédié à la présentation du programme de la saison 10 et des livres des conférenciers invités, et en annonçant au sein de sa programmation d'animation les conférences des périodes en cours.

La librairie disposera également d'un espace de vente des ouvrages du conférencier au sein du centre Rabelais le mercredi soir.

La convention présentant les engagements réciproques de la librairie et de la Ville de Montpellier est jointe en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Sauramps

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Agora des Savoirs saison 10 Cycle de conférences 2018-2019

### Partenariats Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier

La 10<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences du mercredi 7 novembre 2018 au 17 avril 2019, le mercredi soir, à 20h, hors vacances scolaires, au centre Rabelais.

Pour permettre une diffusion de ces conférences au plus grand nombre, celles-ci seront enregistrées et diffusées (en direct puis en différé) sur la page Youtube dédiée, sur montpellier.fr, sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, et sur les ondes radiophoniques de Divergence FM (93.9 FM).

À cette fin, deux partenariats sont envisagés :

- Avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte de la Communauté d'Universités et d'Établissements du Languedoc Roussillon (COMUE-LR Universités) qui procédera à la captation vidéo, à la diffusion en direct, au montage et à la mise en ligne des 20 conférences qui se dérouleront au Centre Rabelais. Le coût de la co-production est pris en charge, pour la captation et la diffusion, par la Ville de Montpellier. Le devis et la convention sont joints en pièces annexes.



- Avec l'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constituée en association loi 1901, radio montpelliéraine, qui procédera à la diffusion des 20 conférences en direct le mercredi soir et en différé le samedi suivant sur ses ondes. Le coût de cette co-production est pris en charge par la Ville de Montpellier. Les devis et la convention sont joints en pièce annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les partenariats de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 17 230.59 € TTC (dix-sept mille deux cent trente euros et cinquante-neuf cents) pour la captation et le montage, et 7 157.65 € TTC (sept mille cent cinquante-sept euros et soixante-cinq cents) pour la diffusion en direct ;
- D'approuver la convention de partenariat avec Divergence FM pour un montant de 15 535,00 € TTC (quinze mille cinq cent trente-cinq euros) ;
- De prélever ces dépenses sur le budget de la Ville de Montpellier, fonction 933 ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Croqu'oreilles

- convention MSH

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Culture

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

#### Excusés : Gérard LANNELONGUE.

### Cinéma Municipal Nestor Burma

#### **Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma**

Le dispositif « Ecole et cinéma », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans.

Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Depuis l'origine, l'association les Chiens Andaloux est la coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 4 000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des enfants de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 4 216 entrées en 2017-2018.

Le dispositif « Collège au cinéma » est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les séances ont lieu au moins une fois par trimestre.

L'association les Chiens Andalous est la coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN ; il concerne près de 2 000 élèves au sein du département, dont environ 550 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 156 entrées en 2013-2014, 462 en 2016-2017 et 473 en 2017-2018.

Le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » existe dans la région depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination de ce dispositif est assurée par l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 72 entrées en 2013-2014, 414 en 2015-2016, 33 en 2016-2017 et 91 en 2017-2018.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC ainsi que les services municipaux.

Le cinéma Nestor Burma souhaite renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2018-2019. Les conventions et le cahier des charges prévoient un tarif de 2.50 € par élève et un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

**En conséquence, il est ainsi proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les conventions et le cahier des charges joints en annexe ;
- D'entériner le tarif de 2.50€ par élève pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- école et cinéma
- collège et cinéma
- acceptation cahier des charges.pdf
- Cahier des charges Lycéens env.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Contrat d'exposition entre Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste et la Ville de Montpellier Exposition de photographies "les oiseaux du nouveau monde"

La Ville de Montpellier souhaite accueillir au sein du parc de Lunaret l'exposition « Les oiseaux du Nouveau monde », pour la période du 05 septembre au 04 novembre 2018.

Il s'agit d'une exposition qui permettra au public de découvrir en photographies l'incroyable biodiversité que représentent les oiseaux, puisqu'il n'existe pas moins de 10 000 espèces dans le monde, espèces qui ne sont pas toutes présentes sur le continent européen, mais pour certaines uniquement sur celui du « Nouveau monde » américain et dans les forêts tropicales.

Le travail photographique de Monsieur Maxime ALIAGA, photographe biologiste, qui propose cette exposition, a également pour but de sensibiliser le public sur la nécessité impérieuse de lutter contre certaines catastrophes écologiques et lutter contre la disparition d'espèces ; il s'agit d'œuvrer pour cela en faveur de la reforestation, de protéger l'habitat naturel, de réintroduire certaines espèces de manière efficace pour enrayer la perte de la biodiversité à l'échelle de la planète.

Cette exposition fera l'objet également d'animations organisées par son auteur.

A ce titre, dans le cadre d'une convention de partenariat, Monsieur Maxime ALIAGA, domicilié 4 rue Beethoven à Jacou, fournira gratuitement à la Ville les 30 visuels imprimés pour toute la durée de

l'exposition. Il cédera temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier, et l'autorisera à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de la présente exposition.

En contrepartie, la Ville de Montpellier prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (affiches, dossier de presse, cartons d'invitation, flyers, site internet), et s'engage à faire figurer le logo du photographe, Maxime ALIAGA sur ces supports.

Elle prendra également en charge l'installation de l'exposition (visuels et bâches).

Les coûts de réimpressions éventuelles sont évalués à 3500 € TTC pour l'ensemble de l'exposition et à 150 € TTC par bâche.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le contrat d'exposition avec M. Maxime ALIAGA, photographe- biologiste tel que joint en annexe ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville de Montpellier chapitre 933 (fonctionnement)/ 903 (investissement) ;
- D'autoriser la signature du dit contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONTRAT EXPO OISEAUX DU NOUVEAU MONDE 09-2018 LL.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Prévention Santé et Droits des femmes

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Appel à projet "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) de l'Agence Régionale de Santé Occitanie"

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie accompagne les collectivités qui mettent en œuvre une politique de santé dans le domaine de la nutrition.

Aussi, les Plans Régionaux Sport Santé Bien-être, conçus conjointement par l'ARS et la Direction Régionale Jeunesse Sport et Cohésion Sociale (DRJSCS), ont pour ambition la promotion de l'activité physique et sportive comme facteur de santé notamment par l'incitation des collectivités à mettre en place des programmes d'activités physiques et sportives.

Par leur grande proximité, la permanence de leurs services et la nature de leurs missions très diverses, les collectivités sont le lieu privilégié pour expérimenter et diffuser la politique de santé nutritionnelle pour tous.

Membre du Réseau Français des Villes Santé, riche d'une forte tradition médicale, Montpellier, acteur de la prévention et de la promotion santé, s'engage autour de nombreuses problématiques, prioritaires sur son territoire et notamment la nutrition.

Ville active du PNNS depuis 2009, la Ville s'est engagée dans une politique nutritionnelle forte et une dynamique globale a été lancée à l'échelle du territoire (Appel à projets "Ville active du PNNS", Projet "Ma cantine autrement", opération "J'agis pour ma santé", Fête des sports et nombreuses manifestations sportives, démarche "BoCal"). Montpellier s'inscrit donc dans la politique nutritionnelle de l'ARS avec l'objectif de promouvoir une alimentation variée et équilibrée et la pratique d'activité physique à tout âge dans différents

domaines d'interventions. Elle coordonne à ce titre l'appel à projets de l'ARS sur son territoire en lien avec les associations locales.

La Ville de Montpellier a répondu à cet appel à projet en mars 2018 en présentant l'opération « J'agis pour ma santé » et le projet « APASSION » de l'association Ma Vie. Le Conseil d'Administration de l'Agence Régionale de Santé a décidé d'attribuer un soutien financier d'un montant global de 6500 € :

- 3500 € pour le projet « J'agis pour ma santé » de la ville de Montpellier
- 3000 € pour le projet « APASSION » de l'association Ma Vie

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat, précisant l'attribution d'une dotation de 6500 € par l'Agence Régionale de Santé à la Ville de Montpellier ainsi que les engagements réciproques des deux parties ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à faire recette de cette dotation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEUS.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Prévention Santé et Droits des femmes

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Appel à projet ' Arrêt Cardiaque et Premiers secours ' de la fondation CNP Assurances

Depuis 2014, la Ville de Montpellier reçoit les 3 cœurs du label « Ma Commune a du Cœur », lancé par la fondation AJILA. Ce label, qui valorise les bonnes pratiques locales en matière de prévention des accidents cardiaques, a récompensé le travail de la Ville dans la formation du grand public et l'installation de 53 Défibrillateurs Automatisés Externes (DAE) sur son territoire.

C'est dans ce contexte que la Fondation CNP Assurances a lancé un appel à projets dédié aux collectivités territoriales qui s'engagent pour implanter des défibrillateurs cardiaques et former la population à leur utilisation.

La Ville de Montpellier a répondu à cet appel à projet en octobre 2017. Le Conseil d'Administration de la Fondation CNP Assurances, lors de sa délibération du 22 novembre 2017, a décidé d'attribuer un soutien financier d'un montant global de 2200 € :

- 700€ pour l'installation du défibrillateur ;
- 1500€ pour la sensibilisation de la population à l'utilisation des DAE installés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat, précisant l'attribution d'une dotation de 2200 € par la fondation CNP Assurances à la Ville de Montpellier ainsi que les engagements réciproques des deux parties ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à faire recette de cette dotation ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAURÉL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Prévention Santé et Droits des femmes

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

#### Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### o Dans le cadre de la thématique SANTE:

Code	Structure	Type		Montant
2021	ASSOCIATION DES FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS LR	Projet	« MIEUX INFORMER, MIEUX ORIENTER »	500 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	OPERATION « MONTPELLIER SAUVEE DES VIES »	11 250 €
TOTAL				11 750 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 11 750 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention projet

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Relations internationales

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Trois lieux gérés par la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 21 décembre 2017 concernant les tarifs 2018 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations et structures partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King, de manière ponctuelle, pour 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 12 969 euros.

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
Les Amis de l'Histoire	8/06/2018	Réunion /cocktail	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI)	912 €
Association Entreprendre Méditerranéo	16/06/2018	Fête Nationale Italienne	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Festival International du Voyage et de l'aventure de Montpellier	18/06/2018	Conférence, présentation du Wat Festival	Salle de réception de la MRI	912 €
Syndicat National des Radios Libres	27/06/2018	Réunion /cocktail	Salle de réception de la MRI	912 €
Consulat de la République de Pologne	07/09/2018	Conférence « la Révolution Copernicienne »	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier	11/09/2018	Conférence, présentation du Wat Festival	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Coup de Soleil	29/09/2018	Exposition et conférence dans le cadre du 20ème anniversaire de l'association	Espace Martin Luther King	314 €
Association Festival International du Voyage et de l'aventure de Montpellier	24 au 30/09/2018	Exposition « le Voyage »	Salle de réception de la MRI (Tarif à la quinzaine)	1317 €
Consulat Honoraire d'Allemagne	03/10/2018	Célébration de la Fête Nationale Allemande	Salle de réception de la MRI	912 €

Université de Montpellier	15 au 26/10/2018	Exposition « Plantes : nourrir, soigner, protéger »	Salle de réception de la MRI (Tarif à la quinzaine)	1317 €
Consulat de la République de Pologne	12 au 16/11/2018	Exposition dans le cadre du 100 <sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de la Pologne	Salle de réception de la MRI (Tarif à la quinzaine)	1317 €
Association Montpellier Cuba Solidarité	14/11/2018	Conférence-débat	Salle de réception de la MRI	912 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée, à ce titre, dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les bénéficiaires de mise à disposition de salles à titre gratuit, et de porter ces informations au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Mylène CHARDES.

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Relations internationales

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

#### **Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## Participation de la Ville de Montpellier à la Semaine Française organisée à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 10 au 13 octobre 2018

Après plus de 57 ans d'histoire commune, le jumelage entre Montpellier et la Ville de Heidelberg repose aujourd'hui sur des bases solides. Suite à l'invitation de Monsieur le Maire Philippe SAUREL, en 2016, Monsieur Eckart WÜRZNER, Maire de la Ville de Heidelberg était venu à Montpellier, célébrer les 55 ans de jumelage. Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire, s'était alors rendue, réciproquement, au mois de septembre, en Allemagne, afin d'assister aux événements liés à cet anniversaire ainsi qu'aux 30 ans de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Cette année, suite à l'invitation de Monsieur le Maire de Heidelberg, Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Culture, représentera Monsieur Le Maire Philippe SAUREL, du 10 au 13 octobre prochain, à l'ouverture du festival de culture française intitulé « la Semaine Française ». Cet événement regroupera une cinquantaine de manifestations culturelles (conférences, foire aux livres, ateliers de dessin, contes pour enfants...) dont la plupart sont en lien avec la Maison de Montpellier à Heidelberg. La Compagnie de danse Didier Théron de Montpellier, présentera le soir de l'ouverture un spectacle chorégraphique.

Ce déplacement sera également l'occasion, pour Madame Isabelle MARSALA, de rencontrer le Maire Adjoint de la Ville de Heidelberg délégué à la Culture, afin de travailler ensemble sur des coopérations futures.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accorder à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire Déléguée à la Culture, un mandat spécial pour le déplacement à Heidelberg du 10 au 13 octobre 2018 ;
- D'autoriser le déplacement de personnel administratif qualifié en accompagnement de ce déplacement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville, chapitre 936, pour un montant maximum de 1500 euros.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Mylène CHARDES, M. Henri de VERBIZIER.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Relations internationales

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### o Dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL:

Code	Structure	Type		Montant
459	TERRE DES HOMMES FRANCE	Fonctionnement		300 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Projet	COMMEMORATION DU CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE (1918-2018)	3 000 €
6669	ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE	Projet	FESTIVAL « WHAT A TRIP »	2 500 €

	L'AVENTURE DE MONTPELLIER			
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONAL	Fonctionnement		300 €
<b>TOTAL</b>				<b>6 100 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 936

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 6 100 €;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Mylène CHARDES, M. Henri de VERBIZIER.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

### Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Mme Mylène CHARDES, administratrice de TaM, présente le compte rendu des activités 2017 de la société TaM.

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- o Les collectivités locales (Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier)
- o Les autres actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

Actionnaires	Au 31 décembre 2017			
	Capital	%	Nb actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	1 972 250 €	46.02%	15 778	6
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>390 250 €</b>	<b>9.11%</b>	<b>3 122</b>	<b>1</b>
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1

Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.01%	1	1
<b>Total</b>	<b>4 286 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>34 288</b>	<b>13</b>

La Ville de Montpellier détient 9,11% du capital social, après la cession de 6 248 actions à Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 28 janvier 2016 dans le cadre du transfert de la compétence voirie et stationnement. Sa participation s'élève à 390 250 €.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 21 février, 25 avril, 27 juin, 17 octobre et 1<sup>er</sup> décembre 2017. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2016 s'est tenue le 27 juin 2017, celle approuvant les comptes 2017 s'est tenue le 29 juin 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2017 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la CLCV.

## **2. COMPTES ANNUELS**

Toutes activités confondues, le total des produits s'établit à 108 660 K€ (+ 2 460 K€ par rapport à 2016). Le résultat net de l'exercice 2017 s'affiche en bénéfice à hauteur de 1 317 K€ (+120 K€ par rapport à 2016), il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 2 193 K€ au titre de l'exercice 2017 et une charge d'intéressement du personnel pour 330 K€.

Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 16,77 M€, représentent 22% du total du bilan.

## **3. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2017**

En 2017, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

### **Activité Transport**

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise (GME) constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de la Métropole de Montpellier du 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'au 30 juin 2018.

L'année 2017 a été marquée par le lancement de la consultation pour la futur DSP 2018-2024. La SAEML TaM actuellement délégataire sous forme de GME, a candidaté seule. Le Conseil de Métropole du 31 mai 2018 a approuvé le choix de la SAEML TaM comme futur délégataire pour la nouvelle DSP relative à l'exploitation des transports publics urbains de Montpellier Méditerranée Métropole d'une durée de 6 ans (2018-2024).

Le Chiffre d'Affaires HT de l'activité transport s'élève à 55,9 M€ et représente 83,8% du chiffre d'affaires total 2017 de la société.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole (subvention forfaitaire d'exploitation + taxes au réel) pour 2016 dans le cadre de la DSP s'est élevée à 46 206 K€ au bénéfice du GME, dont 32 777 K€ pour TaM.

A cela s'ajoute les compensations sociales, scolaires et les indemnisations des titres du SMTCH versées par la métropole au bénéfice du GME, à hauteur de 14 752 K€ (+ 1,98%), dont 14 273 K€ pour TaM.

Les ventes de titres de l'année 2017 représentent 38 283 K€ et sont en augmentation par rapport à 2016 (+3,9%) en corrélation avec la hausse de la fréquentation (+ 3% de déplacements validés).

TaM a poursuivi son action de lutte contre la fraude, le volume des indemnités PV atteint 1,68 M€, en diminution de 10% par rapport à 2016, malgré un nombre de journées de contrôle assez stable (18 984 journées, -4%), le volume de PV est à la baisse, tout comme le taux de recouvrement.

### **Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage**

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2017 s'établit à 1 083 M€ et présente un résultat qui s'équilibre.

Les mandats en cours en 2017 ont permis à TaM de travailler sur les travaux d'extension du dépôt Jeune Parque (Tour en Fosse notamment) et les aménagements du carrefour Corum, sur les dernières opérations d'achèvement de la L3 et sur les études de l'extension L1 vers la nouvelle gare TGV Sud de France

### **Stationnement (gestion des horodateurs et parkings)**

Concernant les marchés de prestations de services en régie de recettes, le marché de collecte et maintenance des horodateurs sur voirie de la Ville de Montpellier et celui de collecte des horodateurs sur voirie de la ville de Castelnau ont pris fin en décembre 2017 suite aux enjeux de dépenalisation ; le parking Vicarello de la ville de Castelnau, a été réattribué à TaM jusqu'au 31/12/2019.

TaM a remporté fin 2017 la consultation lancée par la Ville de Montpellier pour la gestion du stationnement sur voirie sous forme de délégation de service public pour une période de 7 ans (1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2024). Celle-ci impose la création d'une filiale dédiée, la SASU TaM Voirie, immatriculée le 7 décembre 2017.

Concernant la gestion des parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage avec Montpellier Méditerranée Métropole du parking Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), ainsi qu'en concession pour les parkings Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2009-2018) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

TaM a également un contrat d'affermage pour le parking Nouveau Saint-Roch (2015-2030) exploité par sa filiale, la SAS Saint Roch Stationnement. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 23,7 K€ (33,4 K€ en 2016).

Le résultat des activités en régie de recettes reste négatif et passe de -123 K€ en 2016 à -337 K€ en 2017, en raison des surcoûts de préparation de la réponse à la consultation lancée par la Ville et à la provision concernant le marquage des places restant dû sur le marché en cours.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à 912 K€.

Le résultat de l'activité globale stationnement s'élève à 575 K€.

Les redevances liées aux contrats de DSP versées par TaM sont stables ; elles s'élèvent à 1 655 K€ pour la métropole et à 248 K€ pour Montpellier Events (parking Corum).

### **Autres activités**

Le résultat des activités en propre est composé des six parkings suivants :

- Clinique Millénaire (2011-2026),

- Clinique St Jean (2011-2021),
- CHU Lapeyronie (2014-2024),
- Nouvelle Clinique Saint Roch (2016-2031),
- Ecopole « Liner » (2015-2016 renouvelable 3 fois)
- Mer et Glace (2017-2019).

Les recettes commerciales progressent de 225 K€ pour atteindre 1 458 K€ ; le résultat est bénéficiaire à 445 K€ en 2017 contre 286 K€ en 2016, dû à l'effet année pleine de la clinique Saint Roch et aux impacts des augmentations tarifaires.

Le contrat du parking Gaumont (2017-2026) est associé aux comptes de la DSP Transport, puisque localisé au P+R Circée.

#### **4. PERSONNEL**

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2017 s'établit à 1 124,68 ETP, auxquels s'ajoutent 3,46 ETP mis à disposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société TAM pour l'exercice 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de l'administrateur

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, administratrice de la SOMIMON, présente le compte rendu des activités de la société au cours de l'exercice 2017.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58% détenus par les collectivités locales
- 42% détenus par des organismes divers



Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	100 800 €	42.0%	6 300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	3 600	1
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>19 200 €</b>	<b>8.0%</b>	<b>1 200</b>	<b>1</b>
Conseil Départemental de l'Hérault	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-
<b>Total</b>	<b>240 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>15 000</b>	<b>10</b>

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le 18 mai et le 19 décembre 2017 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2017 s'est tenue le 21 juin 2018.

## 2. COMPTES ANNUELS

Les éléments financiers au 31 décembre 2017 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement de la SOMIMON, avec la poursuite de la participation aux investissements aux côtés des opérateurs ; la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, de la logistique urbaine et des économies d'énergie. Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 937 K€ en légère hausse par rapport à 2016 (soit + 125 K€, soit + 4%), dont 1 280 K€ pour la filière agroalimentaire, en forte progression (+ 110 K€ soit + 10%) et 587 K€ pour la plateforme entreposage, en hausse de + 26 K€ soit +5%, qui représente 20% du chiffre d'affaires.

Les produits totaux représentent 3 225 K€ (en baisse de -28 K€, -1%) pour un total de charges de 3 215 K€ (soit -37 K€), le résultat net de l'exercice s'élève ainsi à 9 K€. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 096 K€.

## 3. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2017

En 2017, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole, créatrice d'emplois sur le territoire.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs..), l'activité horticole et, l'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs en :

- organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour

- valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture,
- communiquant sur son catalogue produits « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (ONODJE, découpe d'ananas).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2017, vingt et un présents sur le site et onze agrandissements. 13 nouveaux opérateurs se sont installés.

En 2017, des travaux ont été réalisés et ont porté essentiellement sur le pôle transformation, avec des opérations permettant de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers cœur d'activité. Le MIN cherche à valoriser les productions locales et créer/maintenir des emplois sur le territoire.

Sur l'année 2017, on notera que la SOMIMON a mis en place un Groupement d'Employeurs dont l'objet est de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole, ils concernent notamment:

- la vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole),
- la vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes)
- l'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits),
- les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

En 2017, le MIN s'est inscrit dans la démarche initiée par la Métropole dans le cadre de sa politique agroalimentaire, au cours notamment d'un séminaire « Agroécologie et Alimentation Durable », réunissant l'ensemble des acteurs de l'agroécologie, (associations, incubateurs entreprises innovantes, gérants ...).

Le MIN a ainsi également participé à la plateforme web collaborative réalisée par la Métropole, mettant en exergue une cartographie des points de vente de produits locaux référencés ; cette plateforme a permis notamment la création du guide de référence "Bon & Local".

#### **4. PERSONNEL**

L'effectif de la société au 31 décembre 2017 s'élève à 17 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET GE.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2017,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de l'administrateur

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leurs mandats, Madame Chantal LEVY-RAMEAU et Monsieur Pascal KRZYZANSKI, administrateurs de MONTPELLIER EVENTS, présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2017.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur deux équipements appartenant à la métropole que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud par délégation de service public, et sur deux équipements appartenant à la Région que sont la Sud de France Aréna et le Parc des expositions. Les quatre sites dédiés au tourisme d'affaires et contribuant à la politique culturelle et sportive de la métropole, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est réparti entre les collectivités locales et les actionnaires privés. Au 31 décembre 2017, il s'élève à 36 869 K€, réparti en 226 189 actions de 163 € chacune. La Ville détient 9,3% du capital social. Sa participation au capital s'élève donc à 3 423 K€ pour 21 002 actions.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Région Occitanie <i>Pyrénées-Méditerranée</i>	13 880 102 €	37.65%	85 154	6
Montpellier Méditerranée Métropole	13 104 059 €	35.54%	80 393	6
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>3 423 326 €</b>	<b>9.29%</b>	<b>21 002</b>	<b>2</b>
Département de l'Hérault	424 289 €	1.15%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>30 831 939 €</b>	<b>83.63%</b>	<b>189 153</b>	<b>15</b>
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.02%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.78%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.50%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.06%	4 650	1
Park and Suites Appart'City Arena	749 963 €	2.03%	4 601	1
Société d'Equipement de la Région Montpellieraine	616 955 €	1.67%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.02%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.68%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.35%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.19%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
<b>TOTAL PRIVES</b>	<b>6 036 868 €</b>	<b>17.07%</b>	<b>37 036</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>36 868 807 €</b>	<b>100.00 %</b>	<b>226 189</b>	<b>22</b>

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 10 février, 5 avril et 27 juin 2017. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 mai 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Le mandat d'administrateur de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon représenté par Jean-François Manlihot et le mandat de censeur de la SERM représenté par Christophe Perez ont été renouvelé pour 6 ans.

## 2. ACTIVITES ET COMPTES ANNUELS 2017

Parmi les faits marquants en 2017, il faut noter l'activation d'un nouveau contrat de naming portant sur l'Arena, avec Sud de France pour un montant de 330 K€ annuel, impactant directement le contrat de DSP avec la Région Occitanie.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 26 700 K€, en baisse de 2% par rapport à 2016. Cette variation n'est pas homogène et varie suivant les sites : le Corum affiche une baisse significative de 17,6%, les marchés des congrès et des conventions ayant subi un net recul d'environ 32%

sur ce site ; le Zénith Sud reste stable ; le Parc des Expositions voit son chiffre d'affaires augmenter de 13% grâce notamment au salon SITEVI absent en 2016 ; la Sud de France Aréna, en hausse de 10% bénéficie également du salon SITEVI et de la création de deux nouveaux événements (Jumping International, salon Art Montpellier).

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 415 manifestations ; 59% ont été réalisées au sein du Corum, 14% au sein du Zénith Sud (soit 73,5% sur les équipements de la métropole), 15,7% au sein du Parc des Expositions et 10,8% au sein de l'Aréna.

La part des manifestations relatives au pôle MICE (« Meetings » (réunions), « Incentive », « Conferences » et « Exhibitions / Events » (événements professionnels)) s'est élevée à hauteur de 52,3% (41% pour les congrès, 27% pour les salons et concours, 18% pour les réunions d'entreprise et 14% pour les manifestations sportives), tandis que 46% des manifestations ont concerné des spectacles ou concerts.

Malgré une baisse du nombre de manifestations de -5%, le nombre de journées participants affiche une hausse de 10%, soient 1 337 228 journées participants.

Au global, le taux d'occupation reste stable à hauteur de 26.2%.

Suite à la conclusion d'un protocole de résiliation du contrat de délégation de service public du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna entre la SAEML Montpellier Events et la Région Occitanie avec prise d'effet au 31 décembre 2018, la société délégataire a constaté les provisions suivantes en résultat exceptionnel : indemnité préjudicielle 3 500 K€, dépréciation du fonds de commerce 1 585 K€ et indemnité de remboursements anticipés des emprunts 2 100 K€.

Du fait notamment de ce résultat exceptionnel fortement négatif (-7.9 M€), le résultat net s'affiche avec un déficit de -9 275 K€, contre -2 220 K€ en 2016.

Le total des produits d'exploitation, en baisse de 0,9% s'élève à 27 616 K€ pour un total de charges à 28 321 K€, en baisse de 2,5%. Le résultat d'exploitation s'établit donc à -705K€ contre -1 180 K€ en 2016. Les redevances versées dans les cadre des délégations de service public, s'élèvent à 1 839 K€ dont 1 227 K€ pour Montpellier Méditerranée Métropole et 612 K€ pour la Région Occitanie.

Les capitaux propres de la société ont diminué en passant de 25 037 K€ en 2016 à 15 762 K€ en 2017, pour un capital de 36 869 K€. Les capitaux propres apparaissent donc désormais à un niveau inférieur à la moitié du capital social.

Au vu du cumul de résultats déficitaires constatés à ce jour à hauteur de 21 M€, il a été proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events soit inscrite au budget de de la Ville en 2017 pour un montant de 1,9 M€.

### **3. PERSONNEL**

L'effectif de la société est de 125 salariés au 31 décembre 2017 dont trois personnes en CDD, 3 apprentis et un mandataire social.

Suite au cumul des résultats déficitaires enregistrés dans la société, les capitaux propres sont inférieurs au capital social initial qui s'élève à 36 868 807 €. Ainsi, il est proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events soit enregistrée dans les comptes de la Ville à hauteur de 1,9 M€, correspondant au prorata des parts détenus par la Ville soit 9,29% de la perte de capital.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2017;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport des administrateurs

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux SAEML et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Max LEVITA, Président de la SERM, présente le compte rendu des activités de la société au cours de l'exercice 2017.

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2017, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>2 439 024 €</b>	<b>41.38%</b>	<b>152 439</b>	<b>5</b>
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>4 160 560 €</b>	<b>70.59%</b>	<b>260 035</b>	<b>10</b>
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1



**Délibération n°V2018-341**

Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Somimon Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
<b>TOTAL PRIVES</b>	<b>1 733 440 €</b>	<b>29.41%</b>	<b>108 340</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>5 894 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>368 375</b>	<b>14</b>

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Somimon Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2017: les 21 mars, 24 mai, et 27 juin et le 28 novembre.

## **2. PERSONNEL**

Au 31 décembre 2017, l'effectif de la société est de 77 ETP.

## **3. COMPTES ANNUELS**

En 2017, le résultat net global à la clôture de l'exercice atteint 668 331 € pour un ensemble de capitaux propres de 30,7 M€.

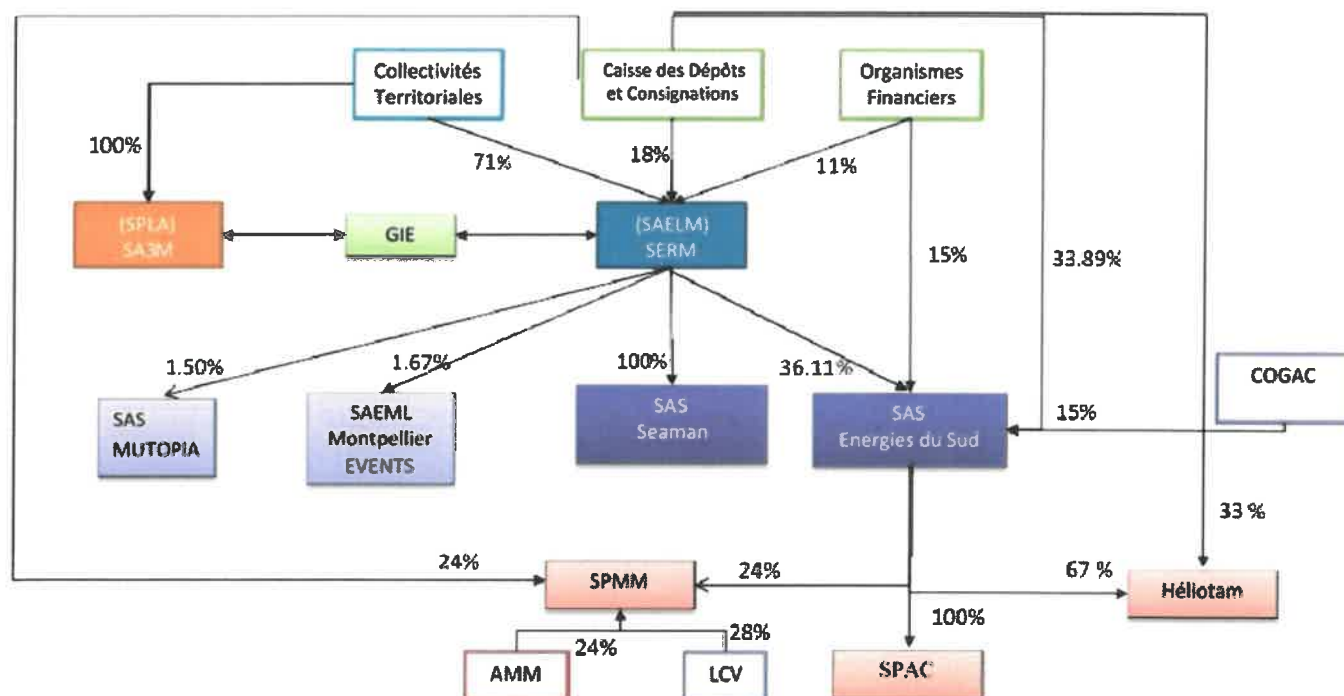
L'activité fonctionnement/aménagement de la SAEML SERM a engendré un déficit de l'ordre de 130 K€ avant IS et épargne salariale et un déficit final de 900 K€.

Le département Energie a dégagé un bénéfice de 1 630 K€ avants IS et épargne salariale et un bénéfice final de 1 568 K€, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 789 K€ (contre 1 389 K€ en 2016).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2017 atteint 66 054 K€ contre 79 632 K€ en 2016, soit une baisse de - 17 %.

## **4. RESULTAT DES FILIALES**

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations présentées ci-dessous :



Au niveau des activités de gestion et filiales d'exploitation, on note une continuité de la Délégation de Service Public du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, et des activités des filiales Energies du Sud, Héliotam.

La filiale SAS Seaman est quant à elle en cours de liquidation ; cette dernière n'ayant pas été retenue dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public relative à l'Aquarium et au Planétarium, contractée avec Montpellier Méditerranée Métropole.

La SERM détient aussi toujours en 2017 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energies du Sud, 99% dans la SCI Odyseum, 100% dans la SAS Seaman, 1,67% dans la SAEML Montpellier Events et 1,50% dans la SAS Mutozia.

De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energies du Sud, la SAEML SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

## 5. ACTIVITES 2017 ET PERSPECTIVES

Les activités du secteur logement se sont notamment poursuivies sur le renouvellement urbain (Grand Cœur et Petit Bard), sur l'opération communale de Saint Brès et sur les opérations de logement Parc Marianne et Consuls de Mer.

Des travaux importants ont été réalisés notamment sur :

- les opérations à « dominante logement » comme Parc Marianne (3,2 M€), Ovalie (2,2 M€), Nouveau Saint Roch (2,2 M€), Rive Gauche (1,4 M€)
- les opérations de Renouvellement Urbain comme Petit Bard (2 M€) et Grand Cœur (1,2 M€)
- les opérations communales (6,8 M€)
- les opérations à « dominante activité économique » comme Eureka (2,7 M€).

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2018 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 48,8 M€ TTC ; celui-ci devrait représenter 90 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société. L'activité préfigure un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandats. Le montant de cessions de charges foncières est prévu à la baisse de 12 M€, par rapport à 2017. Le bon niveau de ces charges foncières en 2017, tant en terrain d'activité qu'en tertiaire, s'explique par la performance de deux opérations en particulier :

- Garosud : 3,3 ha de terrain d'activité et 5 500 m<sup>2</sup> SDP de tertiaire
- Eureka : 1,1 ha de terrain d'activité et 7 600 m<sup>2</sup> SDP de tertiaire

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances, Administration générale, Affaires juridiques, Patrimoine

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

## Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Patrick RIVAS, administrateur de la société présente le compte rendu des activités concernant l'exercice 2017 de la SPL SA3M.

### I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2017, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Membres du Conseil d'Administration				
Montpellier Méditerranée Métropole	899 000 €	50.79%	990	9
Ville de Montpellier	400 000 €	22.60%	400	4
Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée	178 000 €	10.06%	780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000	1.13%	20	1

	€		0	
Ville de Lattes	30 000	1.69%	30	1
	€		0	
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Castries	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Clapiers	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Cournonsec	12 000	0.68%	12	1
	€		0	
Ville de Cournonterral	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Grabels	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Jacou	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Juvignac	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Lavérune	12 000	0.68%	12	1
	€		0	
Ville de Le Crès	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Pérols	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Prades Le Lez	12 000	0.68%	12	1
	€		0	
Ville de St Jean de Vedas	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de St Georges d'Orques	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Sussargues	12 000	0.68%	12	1
	€		0	
Ville de Vendargues	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000	0.85%	15	1
	€		0	
<b>Total</b>	<b>1 770 000</b>	<b>100.00</b>	<b>17</b>	<b>34</b>
	€	%	700	

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100€, soit 400 000 €.

Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 24 mai 2017 et a modifié la forme de la société, son objet social et sa dénomination. La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est devenue SA3M.

Par ailleurs, la société s'est transformée en Société Publique Locale, afin d'ouvrir son activité, à l'origine tournée vers l'aménagement et la construction, vers d'autres prestations et permettre une intervention dans des domaines plus étendus tels que la gestion de services publics industriels et commerciaux.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2017: les 24 mars, 23 mai, 29 novembre.

## **II. PERSONNEL**

Au 31 décembre 2017, l'effectif de la société est de 8 ETP.

## **III. COMPTES ANNUELS**

En 2017, le résultat net à la clôture de l'exercice atteint 942 K€, pour un ensemble de capitaux propres de 3 216 K€.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 1,4 M€ avec une baisse de - 168 K€ par rapport à 2016.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2017 atteint 21 M€ (contre 15,3 M€ en 2016), soit une progression de + 37 %.

Les dépenses d'investissements réalisées sur 2017 se répartissent à :

- 31 M€ TTC sur les concessions, soit 9,6 Millions d'euros HT d'acquisitions (Restanque, la ZAC du Coteau, ODE et Nouveau Grand Cœur), et 12,2 Millions d'euros HT d'études et travaux (Cambacères, EAI et Nouveau Grand Cœur)

- 8,2 M€ TTC sur les mandats d'études portant principalement sur les Halles Laissac, CRR, et les études sur la réalisation des aires d'accueil des gens du voyage, permanent et aires de grands passages.

## **IV. ACTIVITES 2017 ET PERSPECTIVES**

En 2017, les cessions ont très fortement augmenté par rapport à 2016, notamment sur le nombre de logements (717) dont 604 logements accessions. Les cessions de logements ont été principalement réalisées sur l'opération communale ZAC des Saurèdes à Castries, sur la concession d'activité économique Descartes, sur la concession de renouvellement Urbain Restanque et la concession Hippocrate

La SA3M a notamment réalisé les opérations suivantes sur 2017 : CRR, Reconversion de l'EAI, travaux aménagement de la médiathèque Zola, Nouveau Grand Cœur, Halle et Place Laissac ...

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2018 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 87,9 M€ TTC contre 59,9 M€ TTC au budget 2017; celui-ci devrait représenter 67 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société, contre 77 % en 2017.

Pour l'année 2018, les opérations principales portent sur les concessions suivantes : Restanque, Coteau, Nouveau Grand Cœur, Odysseum Est représentant un nombre de logements en croissance (plus de 2000). Le niveau d'études et travaux est en forte hausse (+96%) notamment avec les mandats du Conservatoire à Rayonnement Régional, les Halles Laissac, le mandat Aires d'accueil des gens du voyage. Les travaux se poursuivent sur ODE à la mer, Cambacères, EAI, Nouveau Grand Cœur et Pompignane.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le**

**03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## Modifications d'attributions de subventions - Exercice 2018

Par délibération du 28 avril 2016, la Ville a accordé des subventions à des associations pour la réalisation de projets dans le cadre des temps d'activités périscolaires. Certaines associations n'ayant pu mener leurs projets dans leur intégralité, il y a lieu de modifier l'attribution des subventions comme suit :

Code	Association	Titre projet	Ancien montant	Nouvelle attribution
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LUDOTHEQUE PERGOLA A L'ECOLE	3 450 €	3 200 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LUDOTHEQUE A L'ECOLE	14 000 €	13 300 €
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE	5 000 €	4 400 €
5979	PLATEAU NEUF	ATELIER DANSE THEATRE	2 950 €	2 550 €

Par délibération du 17 décembre 2015, la Ville a accordé une subvention de 10 000 € à l'association française pour les familles de donneurs d'organes – AFFDO pour la réalisation du projet « INSTALLATION DE 20 STELES MEMORIELLES ». L'association n'ayant pu réaliser ce projet, la Ville a modifié l'attribution de subvention par délibération du 29 septembre 2016 pour l'affecter au projet « OEUVRE D'ART EN HOMMAGE AUX DONNEURS



D'ORGANES ET A LEURS FAMILLES ». La structure ne pouvant pas réaliser ce projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

Par délibération du 21 décembre 2017, la Ville a accordé une subvention de 2 300 € à l'association LES FOULEES DU MILLENAIRE pour la réalisation du projet « Les Foulées du Millénaire 2018 ». La structure n'ayant pu réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de la subvention.

Par délibération du 20 juillet 2017, la Ville a accordé une subvention de 1 000 € à l'association COMITE HERAULT CUBA COOPERATION pour la réalisation du projet « ECHANGES AUTOUR DE L'AGRICULTURE BIO ». La structure n'ayant pu réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de la subvention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus;
- D'approuver l'avenant type annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant TAP

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

**Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville  
Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée  
Métropole  
Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone**

Dans le cadre de la politique de redynamisation du centre-ville, la Ville de Montpellier s'est engagée dans un programme ambitieux d'actions destinées à rendre son cœur de ville plus attractif.

Dans ce sens, depuis mai 2018, le Syndicat des copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Parkings Centre Commercial Polygone (SCCCP) à Montpellier, composé notamment de la Ville de Montpellier, a entrepris la réalisation d'importants travaux de rénovation et de mise en conformité du bâtiment.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC Le Polygone sont également copropriétaires au sein du Syndicat de Copropriété de l'Immeuble les Echelles de la Ville (SCIE), immeuble situé place Paul Bec à Montpellier et jouxtant le Centre Commercial le Polygone. La Ville de Montpellier détient 12 275 tantième et Montpellier Méditerranée Métropole 35 948 tantièmes sur 90 734 millièmes.

Une servitude de passage public – dénommée le passage HERMES – traverse l'immeuble les Echelles de la Ville, le centre commercial le Polygone et le lot de copropriété appartenant à la société GMGL (Galeries Lafayette), constituant un axe majeur dans la jonction entre le centre-ville et le quartier d'Antigone. Cette servitude se poursuit sur la dalle dite du Triangle.

Aujourd'hui, face à l'augmentation constante du flux des usagers empruntant ce passage, la Ville de Montpellier et la SCCCCP, ont décidé de l'élargissement du passage HERMES dans l'immeuble des Echelles de la Ville, en vue d'améliorer le flux des passants et son confort. Les travaux relatifs à cette opération s'articuleront autour des escaliers mécaniques et escaliers piétons, mais traiteront également la lumière intérieure et de la façade de l'immeuble.

Pour mener à bien ce projet, la SCCCCP a procédé au dépôt du permis de construire (obtenu en date du 26 février 2018), portant sur la rénovation du hall de l'immeuble Les Echelles de la Ville et la modification de la façade.

Toutefois, compte tenu de la complexité de cette opération de travaux, les copropriétaires de l'immeuble Les Echelles ont décidé de procéder au transfert de ce permis de construire au profit du syndic de copropriété de l'immeuble les Echelles (SCIE). Cette décision a été adoptée en assemblée générale du 2 juillet 2018. Lors de cette séance, il a également été entériné la définition des modalités de financement du projet. Ainsi, les parties se sont accordées sur l'établissement d'une convention, sous la forme d'un protocole d'accord financier, afin de confirmer la consistance du financement incombant à chaque partie et les modalités d'application qui en découlent.

Par conséquent, il a donc été entendu que le SCIE agira en qualité de Maître d'Ouvrage et que le financement du projet sera entièrement assuré par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Société GMGL ainsi que la SNC le Polygone. De même qu'il est stipulé que la Maîtrise d'Ouvrage déléguée sera assurée par la Société SOCRI AB et la Maîtrise d'Ouvrage d'exécution par la Société SOCRI PROMOTIONS.

En ce qui concerne le programme des travaux, ce dernier comprend d'une part, la réalisation des travaux sur les parties communes de l'immeuble Les Echelles et d'autre part, sur la réalisation des travaux dans le lot 8 071, propriété de GMGL.

Le budget prévisionnel du projet, englobant l'ensemble des coûts lié à l'opération, est fixé à la somme de 2 400 000 € HT soit 2 880 000 € TTC.

Ainsi, la contribution de chacune des parties au financement du projet est fixée comme suit :

- La Ville de Montpellier participera à hauteur de 500 000 € TTC ;
- Montpellier Méditerranée Métropole participera à hauteur de 500 000 € TTC ;
- La société GMGL participera à hauteur de 940 000 TTC ;
- Le solde du budget du projet, à savoir la somme de 940 000 € TTC sera financée par la SNC le Polygone.

De plus, il est précisé que la SNC le Polygone fera son affaire personnelle de tout dépassement du budget. Les participations financières de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et de la société GMGL sont forfaitaires et ne sauraient dépasser les montants entérinés dans le protocole d'accord financier.

Il a également été décidé que les versements des sommes s'effectueront sur appels de fonds du SCIE, par le Maître d'Ouvrage délégué et le syndic, en fonction des dépenses à engager, au prorata de la participation de chacune des parties et conformément à l'échéancier prévisionnel.

En outre, il semble important de préciser que chacune des parties se réserve le droit d'effectuer un contrôle technique et financier sur pièce et sur place. Il conviendra également de mettre en place un comité de pilotage (Copil), qui se réunira régulièrement pour s'assurer de l'avancement du projet.

Enfin, ce protocole d'accord financier, prendra effet au jour de la signature par l'ensemble des parties.

**Par conséquent et compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la Ville, en tant que copropriétaire et bénéficiaire de la servitude de passage public, à financer à hauteur de 500 000€ TTC maximum les travaux d'élargissement et d'amélioration du passage Hermès ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le protocole d'accord financier ;
- De dire que la dépense constituant la part de la Ville de Montpellier, sera imputée sur le Budget Primitif, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- protocole financier Echelles de la Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric

### Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

A la suite des importantes pluies de ce printemps, le mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric a été endommagé et des éléments de maçonnerie sont tombés au pied du cheminement piéton à l'entrée côté parking du parc public.

Afin de sécuriser l'accès au parc de Méric pour les piétons, il est nécessaire de reconsolider cette portion de mur et rétablir les ouvrages de canalisation des eaux de pluies côté terrasse.

Pour ce faire, le mur du parc de Méric étant situé en site classé, il convient de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant de ces travaux s'élèvera à 50 000 € H.T.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de reconstruction du mur de soutènement ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le**

**03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Reconstruction de la clôture entre le JAM et le square Ferdinand de Lesseps Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Le mur séparant l'espace extérieur de l'école de musique et salle de concert du JAM (locataire de la Ville), et l'espace vert public contiguë (square Ferdinand de Lesseps), déstabilisé par des arbres poussant trop près de ses fondations s'est partiellement effondré.

Il est donc nécessaire de le reconstruire, après la suppression de la végétation responsable de cette dégradation.

Une végétalisation complémentaire est prévue, réalisée par la Direction Paysage et Biodiversité.

En vue de lancer ces travaux, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux s'élèvera à 45 000 € H.T.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de reconstruction du mur de clôture ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances, Administration générale, Affaires juridiques, Patrimoine

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clarc HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier

### Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'achats de Multifonctions concernant le lot 1 de l'appel d'offres suivant : « Accord-cadre groupement de commandes : Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance ».

La présente convention a pour objet de créer, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement relatif à la passation de deux marchés d'achats de multifonctions au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration de chaque marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances, Administration générale, Affaires juridiques, Patrimoine

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Coopération Ville de Montpellier - Nîmes Métropole - Adhésion à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Approbation - Autorisation de signature

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole a créé en septembre 2017 une centrale d'achat afin de répondre à ses besoins, ceux de ses communes membres et d'autres pouvoirs adjudicateurs partenaires. Elle permet à tous ses adhérents de bénéficier des accords-cadres qu'elle a passés, en contractant directement avec le titulaire par un marché subséquent.

Cette démarche permet d'accélérer les délais d'achats de fournitures :

- procédures de mise en concurrence déjà réalisées par la centrale d'achats
- lien direct avec le fournisseur via le marché subséquent sans recours à une structure intermédiaire.

Les catalogues et prix proposés répondent particulièrement aux attentes des services de notre Ville en matière d'acquisitions de logiciels informatiques.

Les conditions générales de la centrale d'achats dénommée « Mercatura » précisent les missions relevant de cette structure :

- définition du besoin (après recensement des besoins des membres) ;
- rédaction des pièces du dossier de consultation (DCE) ;
- envoi des AAPC (avis de marché, avis d'attribution...) et mise à disposition du DCE ;
- analyse des candidatures et des offres, négociation éventuelle et choix du titulaire ;

- agrément des sous-traitants présentés préalablement à la notification au titulaire de l'accord-cadre et acceptation de leurs conditions de paiement ;
- mise au point éventuelle de l'accord-cadre ;
- attribution de l'accord-cadre ;
- signature et notification de l'accord-cadre ;
- transmission éventuelle des pièces de l'accord-cadre au contrôle de légalité ;
- traitement des contentieux intentés contre la procédure de passation de l'accord-cadre notamment les référés précontractuels, les référés contractuels, les recours en contestation de la validité du contrat, les recours à fin indemnitaire dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs liés à la passation de l'accord-cadre, les référés de l'article L. 521-1 du Code de justice administrative dès lors qu'ils résultent d'un ou plusieurs motifs liés à la passation de l'accord-cadre, les recours prévus à l'article L 2131-6 du CGCT.
- reconduction ou non des accords-cadres en cours d'exécution,
- rédaction, signature et notification des avenants et autres modifications contractuelles
- résiliation des accords-cadres en cours d'exécution.

L'exécution technique, financière et administrative des accords-cadres ainsi conclus relève de chacun des membres en fonction de leurs besoins :

- émission des bons de commande relatifs à leurs propres besoins ;
- dans le respect des dispositions des accords-cadres passés par la centrale, passation, attribution, signature et notification des marchés subséquents ;
- contrôle de la bonne exécution des prestations objets des bons de commande émis ou des marchés subséquents attribués (application des pénalités, décisions d'admission/réception etc.) ;
- application des formules de révision ou d'actualisation des prix prévues par l'accord-cadre et règlement, directement auprès des titulaires, des acomptes, factures et demandes de paiement concernant les bons de commande émis ou les marchés subséquents attribués ;
- délivrance, sur demande, des avances, certificats de cessibilité ou des exemplaires uniques pour les bons de commande émis ou les marchés subséquents attribués ;
- gestion des demandes de sous-traitance relatives aux marchés subséquents attribués (les autres agréments de sous-traitances étant gérés par la centrale) ;
- gestion des contentieux se rapportant à l'exécution des accords-cadres et à la passation ou à l'exécution d'un marché subséquent passé pour leur propre compte.

Le Président de Nîmes Métropole représente cette centrale et les accords-cadres établis par cette structure sont attribués soit par le Président de Nîmes Métropole, soit par sa Commission d'appels d'offres en fonction des montants.

L'utilisation d'un accord-cadre établi par « Mercatura », représente pour la Ville, en application des conditions générales en vigueur, un coût forfaitaire unitaire de 2000€.

L'adhésion à cette plateforme, formalisée par la signature du document mentionné ci-dessus s'inscrit dans la continuité de l'accord-cadre de partenariat conclu le 9 décembre 2016 au château de Castries entre Alès Agglomération, Montpellier Méditerranée Métropole, Nîmes Métropole et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau désormais Sète Agglopôle Méditerranée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à la centrale d'achats de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole dénommée « Mercatura »
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conditions générales de recours à cette centrale d'achats et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conditions générales

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 21 décembre 2017 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 21 décembre 2017 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 82 structures, pour un montant total de subvention en



nature valorisable de 227 669 €.

Date	SALLES	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
09/06/2018	CENTRE RABELAIS	AMHG	1340	52	1288
14/06/2018	CENTRE RABELAIS	ADAGES - ITEP Bourneville	1340	52	1288
du 18 au 22/08/2018	CENTRE RABELAIS	Europa Group	7390	312	7078
24/08/2018	CENTRE RABELAIS	France Télévision	1340	0	1340
19/09/2018	CENTRE RABELAIS	La Comédie des Neurones	1340	52	1288
20/09/2018	CENTRE RABELAIS	France Télévisions	1340	0	1340
du 26 au 30/09/2018	CENTRE RABELAIS	AFIVAM	8971	0	8971
06 et 12/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Jazz à Tous les Etages	4120	104	4016
07/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	2060	52	2008
24/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Centre Culturel et Communautaire Juif de Montpellier	3040	1520	1520
01/07/2018	Salle de réceptions Grammont	Les Ours Méditerranée Occitanie	3040	104	2936
02, 03 et 05/07/2018	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier-Service commun de documentation	6180	156	6024
08/07/2018	Salle de réceptions Grammont	Association Des Z'aïdes	3040	104	2936
24/08/2018	Salle de réceptions Grammont	Club Historique des Supporters du MHR	2060	52	2008
15/09/2018	Salle de réceptions Grammont	ASPTT Montpellier Natation	2060	52	2008
26/09/2018	Salle de réceptions Grammont	Femmes 3000	2060	52	2008
30/09/2018	Salle de réceptions Grammont	Les Ours Méditerranée Occitanie	3040	104	2936
14 et 15/05/2018	SALLE DES RENCONTRES	ASSOCIATION DES INGENIEURS TERRITORIAUX	5570	104	5466
07 et 08/06/2018	SALLE DES RENCONTRES	Union Régionale des Communes forestières d'Occitanie	5570	104	5466
26/06 et 11/09/2018	SALLE DES RENCONTRES	Etablissement Français du Sang	5570	0	5570
28/06/2018	SALLE DES RENCONTRES	Syndicat National des Radios Libres	2785	52	2733
21/09/2018	SALLE DES RENCONTRES	Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur	2785	52	2733
17/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Rencontres Marx	320	31	289
18/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	INSTITUT MAIMONIDE	320	31	289
25/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
28/05 au 02/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Franco-Colombienne Montpellier 2	1920	186	1734
11/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Stop armes nucléaires 34	320	31	289
12/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	320	31	289
16/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	IDRAC	320	160	160
23/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Générale Sourds Montpellier Région	320	31	289
24/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Culturelle de Bienfaisance de Montpellier	620	310	310
02/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Centre Démocratique Kurde de Montpellier	620	62	558
18/09, 22/11/2018, 17/01 et 14/03/2019	Salle Guillaume de Nogaret	SOLIDARITE HOMEOPATHIE	1280	124	1156
19/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	320	31	289
26/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	COMUE-LRU (pôle PEPITE LR)	320	160	160
27/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Le Clos de la Fontaine	320	31	289
28/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	AFREE	320	31	289
29/09/2018	Salle Guillaume de Nogaret	La Cagette de Montpellier	320	31	289
09 et 10/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	ATD Quart-Monde Comité de Montpellier	1368	0	1368
15/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Police Nationale	456	0	456
20/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Nationale le Refuge Délégation Montpellier	456	31	425
30/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association AGN	456	31	425
05/07/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Fédération des Acteurs de la Solidarité Occitanie	456	31	425
07/07/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Identités et Partage	456	31	425



05/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	UFC Que Choisir	456	31	425
21/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Vélocité Grand Montpellier	456	31	425
22/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Choeur Universitaire de Montpellier LR	456	31	425
23/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Casa de Espana	912	62	850
29/09/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Cercle Occitan de Montpellier	456	228	228
07/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AET	1650	825	825
16/05/2018	Salle Jules PAGEZY	ASSOCIATION DES INGENIEURS TERRITORIAUX	1650	52	1598
02/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Etoile Solidaire	1650	52	1598
28/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Calandréta Dau Clapas	1650	52	1598
30/06 et 01/07/2018	Salle Jules PAGEZY	Société Chimique de France - SCF - LR	3680	156	3524
07/07/2018	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1650	52	1598
17 au 21/07/2018	Salle Jules PAGEZY	ECHECS CLUB MONTPELLIER	8250	260	7990
28/08/2018	Salle Jules PAGEZY	Rectorat de Montpellier	1650	52	1598
11/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Kiosc - Unis-Cité	1650	52	1598
13/09/2018	Salle Jules PAGEZY	AMUE	1650	52	1598
15/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AKAMA	1650	52	1598
18 au 20/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Israélite de Montpellier	4950	156	4794
21 au 23/09/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Générale Sourds Montpellier Région	5330	208	5122
04/05/2018	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	620	31	589
14/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	620	31	589
15/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association Chrétiens et Cultures	620	31	589
19/05 et 24/08/2018	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1240	62	1178
05/06, 5/07, 5/09/2018	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	1860	93	1767
06/06/2018	SALLE PETRARQUE	Union Régionale des Communes forestières d'Occitanie	620	31	589
27/06/2018	SALLE PETRARQUE	Syndicat National des Radios Libres	620	31	589
07/07/2018	SALLE PETRARQUE	Fiamme Musicali	620	31	589
19/07/2018	SALLE PETRARQUE	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	620	31	589
08/09/2018	SALLE PETRARQUE	Sérendipité et Spiritualité	620	310	310
18 et 19/09/2018	SALLE PETRARQUE	Association Montpelliéraine Universitaire Culture et Sport	1240	62	1178
21/09/2018	SALLE PETRARQUE	La Comédie des Neurones	620	31	589
le 24/09 et du 1er/10 au 19/12/18 ; du 07/01 au 1er/03 ; du 11/03 au 19/04 ; du 11 au 21/06/19 (week end inclus) (soit un total de 150 jours + 1 dimanche)	SALLE PETRARQUE		94240	4712	89528
du 26 au 30/09/2018	SALLE PETRARQUE	Festival international du Film de voyage et d'aventure de	3720	0	3720
28/05 au 1/06/2018	SALON DU BELVEDERE	Compagnie Minibus	1600	0	1600
01/06/2018	SALON DU BELVEDERE	DIS-LALIE	320	31	289
03/06/2018	SALON DU BELVEDERE	Centre Démocratique Kurde de Montpellier	620	62	558
06/06 et 21/09/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	640	62	578
23/09/2018	SALON DU BELVEDERE	Golf Club des Militaires	620	61	559
29 et 30/09/2018	SALON DU BELVEDERE	Fédération Française contres les Maladies Vectorielles	940	93	847
			240385	12716	227669

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Mylène CHARDES, Mme Clare HART, M. Philippe SAUREL, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEF.

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Modification du tableau des emplois et des effectifs - Création d'un poste d'apprenti- Approbation

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à l'Université de Montpellier, afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant un nouvel apprenti au sein de la Direction des Systèmes d'Information, et en modifiant en conséquence son tableau des effectifs pour y intégrer ce poste.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par la Direction des Systèmes d'Information.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que les textes en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permettent de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des

agents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le recours à un contrat d'apprentissage pour le 1<sup>er</sup> octobre au sein de la Direction des Systèmes d'Information pour une formation d'un an ;
- d'inscrire les dépenses au budget de personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012, n°2014-58 du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Axe fort du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole, la convergence des services entre la Ville de Montpellier et la Métropole est une démarche progressive qui vise, sur la durée du mandat, à rapprocher l'ensemble des services exerçant des missions similaires au sein des deux entités. L'objectif prioritaire à court terme est de renforcer la coordination et la cohérence de l'action publique portée par ces deux entités.

Débutée en novembre 2014 par la mutualisation de la direction générale des services, la Ville et la Métropole de Montpellier ont décidé d'harmoniser, pour plus de transparence, l'ensemble de leurs conventions de services communs selon un modèle défini conjointement.

Ce modèle permet :

- de clarifier les mécanismes financiers,

- d'harmoniser la définition des clés de ventilation comme cela avait été relevé lors du bilan du schéma de mutualisation 2017.

Il est à noter que la composition actuelle des services communs n'est pas modifiée par la présente harmonisation des formes de conventions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à jour des conventions de services communs selon un même modèle ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer les conventions de services communs afférentes telles que présentées en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention SG
- Convention Cabinet
- Convention Chauffeurs
- Convention DCGE
- Convention DDADT
- Convention DOEE
- Convention PRHRS
- Convention Protocole
- Convention RI

- Convention Finances
- Convention DAJCP
- Convention DG

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Recensement de la Population 2019 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1<sup>er</sup> janvier 2015, publié le 1<sup>er</sup> janvier 2018, est de 282 143 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débiteront le jeudi 17 janvier 2019 et se termineront courant mars 2019, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2019 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 70 postes d'agents recenseurs. Ce nombre est en hausse du fait de la hausse du nombre de logements à recenser et du nombre d'agents recenseurs titulaires et remplaçants à former en cas de désistement.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance:

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base, soit:
  - Tarif de la Feuille de Logement : 0,24 €
  - Tarif du Bulletin Individuel : 0,40 €

● La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2019, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,99 €
- Bulletin Individuel : 1,41 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 70 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Liste demandes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.

## Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créé des services communs tels que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, la Direction de la Culture, ou encore le Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal de renouveler la mise à disposition d'un agent municipal de catégorie C auprès du service commun du Département du Développement et de l'Aménagement du Territoire pour une durée de 4 mois.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des



agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930;
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER, Patrick VIGNAL.

## Adoption des procès-verbaux des séances des 28 juin et 17 juillet 2018

Voir procès-verbaux de la séance du 28 juin et du 17 juillet 2018, joints en annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 4 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV CM 28 06 2018.pdf

- PV CM 17 07 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

## Table thématique des décisions 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
<b>I. <u>Patrimoine et domanialité</u></b> <b>1. Propriétés communales</b> <b>4. Louage de choses</b> <b>8. Dons et legs</b> <b>9. Aliénation de biens immobiliers</b>			
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
<b>VD2018-260</b>	Renouvellement convention d'occupation du domaine public - Terrasse Hôtel de Varennes 2 place Pétrarque - Ville de Montpellier / SARL JCL La Diligence	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1796</b>
<b>VD2018-302</b>	Autorisation de signer l'avenant n°1 au contrat de location du 1er Juillet Tome I 1998 - ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier - 85 rue des Passereaux	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1847</b>
<b>VD2018-306</b>	Convention de mise à disposition du site "Le petit bois de la chaumière" au bénéfice de l'association Moovment Event pour l'organisation du festival Family Piknik 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1854</b>
<b>VD2018-316</b>	Mandat de gestion technique - de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente - Avenant n° 3	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1868</b>
<b>VD2018-323</b>	Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, du domaine de la Ville et de logements de fonction - Marché 4D0018 - Avenant n°1	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1876</b>
<b>VD2018-332</b>	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CHORRESPONDANCE les 1er et 2 septembre 2018 et les 1er, 2 et 3 Novembre Tome I 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1886</b>
<b>VD2018-337</b>	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Monsieur Geoffrey Badel du 13 septembre au 7 Octobre Tome I 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1891</b>

<b>VD2018-338</b>	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette Knoll) du 13 Octobre Tome I au 4 Novembre Tome I 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1892</b>
<b>VD2018-339</b>	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Servas Artists du 17 Novembre Tome I au 9 décembre 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1893</b>
<b>VD2018-340</b>	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Ascain (Eno Gounon) du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1894</b>
<b>VD2018-341</b>	Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs d'O le 6 septembre 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1895</b>
<b>VD2018-342</b>	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association LES CHOREGIENS les 8, 9 et 10 Novembre Tome I 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1896</b>
<b>VD2018-353</b>	Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association BA-BACH le 23 septembre 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1911</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>VD2018-354</b>	Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 Octobre Tome I 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1912</b>
<b>VD2018-355</b>	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Art sans frontière le 13 Juillet Tome I 2018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1913</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>II. <u>Urbanisme</u></b> <b>11. Estimations des services fiscaux expropriations</b> <b>13. Reprises d'alignement – document d'urbanisme</b> <b>14 et 20. Droits de préemption</b> <b>17. Avis pour établissement public foncier local</b> <b>18. Participation constructeur pour ZAC</b> <b>21. Droits de priorité</b>			
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>VD2018-256</b>	Convention de mandat de travaux avec la SA3M - Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1792</b>
<b>VD2018-296</b>	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété VILLEDIEU Lots 17 et 19 - 25 rue de Verdun - Exercice du droit de préemption	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1837</b>

<b>VD2018-318</b>	DROIT DE PREEMPTION - Espaces Naturels Sensibles du Département - Propriété CRASSOUS - 1154 avenue de Saint Maur Exercice du droit de préemption	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1872</b>
<b>VD2018-343</b>	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété VICENTE - Lot 7 - 500 rue du Mas Rouge - Exercice du droit de préemption	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1897</b>
<b>VD2018-344</b>	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété VICENTE - Lot 8 - 500 rue du Mas Rouge - Exercice du droit de préemption	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1900</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>

### **III. Finances**

#### **2. Emprunts**

#### **6. Régies comptables**

#### **19. Lignes de trésorerie**

#### **24. Demandes de subventions**

<b>VD2018-263</b>	Direction Sports et Jeunesse - Service Jeunesse Création de la régie de recettes " Stages Sportifs Jeunesse"	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1800</b>
<b>VD2018-294</b>	Direction de l'Education - Modification des sous-régies de recettes pour les ALSH	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1828</b>
<b>VD2018-295</b>	Direction de l'Education - Modification des sous-régies d'avances pour les ALSH	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1833</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>

### **IV. Commande Publique**

<b>VD2018-259</b>	DECISION AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT : Marché à procédure adaptée n°5B0167 portant sur le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1794</b>
<b>VD2018-262</b>	Construction des Halles Alexandre Laissac - Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) Avenant n°1 au marché structure métallique	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1798</b>
<b>VD2018-264</b>	Décision relative à l'accord-cadre de prestations Intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue du réaménagement du quartier des Hauts de la Croix d'Argent - Autorisation de signature	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1802</b>
<b>VD2018-267</b>	Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 1 : Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap de l'accord cadre - Autorisation de signature	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1806</b>

<b>VD2018-268</b>	Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 2 : Périphériques informatiques et matériel divers destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap - Autorisation de signature	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1808</b>
<b>VD2018-272</b>	MARCHE PUBLIC - REFECTION SOL SOUPLE SPORTIF GYMNASE ROGER COUDERC N° 8B0050	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1812</b>
<b>VD2018-275</b>	Marché n°8C0004 "Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en lumières 2018" - Attribution	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1814</b>
<b>VD2018-286</b>	Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1817</b>
<b>VD2018-290</b>	Marché n°8B0052 "Médiation en vidéo mapping et jeux vidéo Cœur de Ville en Lumières" - Attribution	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1821</b>
<b>VD2018-292</b>	Construction de bureaux et de Hangars - Locaux technique du Protocole - Marché public n° 7D0014	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1824</b>
<b>VD2018-297</b>	Extension et Réaménagement partiel de l'Ecole Pape Carpentier Marché Public n° 8D0015	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1840</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>VD2018-300</b>	Construction des Halles Alexandre Laissac - Marchés pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics sur le pourtour des halles Laissac	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1843</b>
<b>VD2018-301</b>	Marché Public - Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier - N°8D0008	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1845</b>
<b>VD2018-304</b>	Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2018-2021 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1849</b>
<b>VD2018-305</b>	Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres ouvert n° 8D0006 Acquisition et location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers pour la Ville de Montpellier - Autorisation à signer le marché	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1852</b>
<b>VD2018-307</b>	Halles et place Alexandre Laissac - Marché de prestation de service pour la réalisation de la signalétique intérieure et extérieure des halles Laissac - Marché numéro 2907 1802	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1855</b>
<b>VD2018-309</b>	Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 N°8B0053 Avenant numéro 1	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1857</b>



<b>VD2018-310</b>	Marché n°8D0040 "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël" - Marché subséquent n°1	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1859</b>
<b>VD2018-311</b>	Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1861</b>
<b>VD2018-312</b>	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville. 8B0031	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1863</b>
<b>VD2018-314</b>	Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Marché public N°8D0015 Relance des lots N°3 "Menuiseries extérieures" N°6 "Menuiseries intérieures" et N°12 "VRD"	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1865</b>
<b>VD2018-326</b>	Acquisition, fourniture et pose de Bâtiments modulaires pour l'école Léo MALET - MARCHE N°8D00226011	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1878</b>
<b>VD2018-329</b>	Avenant N°1 au marché "Nettoyage des espaces verts" N° 4D0031	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1880</b>
<b>VD2018-330</b>	Marché n° 6D0050 - Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit - Lot 11 : Electricité courants forts, courants faibles - Avenant n°1	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1882</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>VD2018-331</b>	Marché n° 8B0020 ' Rénovation et mise en valeur de l'Eglise Sainte-Croix de Celleneuve ' Diagnostic Sanitaire de l'état des pierres	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1884</b>
<b>VD2018-333</b>	Marché 5D0014A - Avenant pour cession de la société SPIE SUD-OUEST à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE Avenant n°1	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1887</b>
<b>VD2018-334</b>	Avenants au marché "Entretien et aménagement des espaces verts " N°4D0041	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1889</b>
<b>VD2018-346</b>	Construction du Groupe Scolaire GerMai Tome I Tome Ine Richier Marché n° 6D0034 - Avenant n°1 - Avenant de prolongation de délai pour les lots n° 1; 4; 7; 12; 14 et 15	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1903</b>
<b>VD2018-347</b>	Construction du Groupe Scolaire GerMai Tome I Tome Ine Richier - Marché n° 6D0034 - Avenant n°1 - Augmentation du montant du marché et prolongation du délai pour les lots n° 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 et 16	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1905</b>
<b>VD2018-350</b>	Réaménagement de la zone technique phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine Lot n°10: Etanchéité N° 8D0018	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1909</b>

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
<b>V. <u>Contentieux</u></b> <b>5. Contrats d'assurance</b> <b>10. Rémunérations frais juridiques</b> <b>15. Contentieux</b> <b>16. Accidents véhicules municipaux</b>			
<b>VD2018-208</b>	Contentieux - MONTPELLIER C/ S.A ALLIANZ IARD DECISION DE DEFENDRE	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1788</b>
<b>VD2018-231</b>	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ VIENNE Jacques - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0046	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1790</b>
<b>VD2018-266</b>	Construction des Halles Alexandre Laissac Souscription d'un contrat d'assurance Dommage Ouvrage	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1804</b>
<b>VD2018-271</b>	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ALATI Robert Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 17V0256	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1810</b>
<b>VD2018-288</b>	EXPERTISE JUDICIAIRE - COMMUNE DE MONTPELLIER / AT ZWEIRAD - DESORDRES VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE - DECISION D'ESTER	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1819</b>
<b>VD2018-317</b>	Décision d'ester - Pourvoi de la commune de Montpellier contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 23 Mai Tome I Tome I 2018 qui a annulé le jugement n° 1503013 du Tribunal administratif de Montpellier du 7 Février Tome I 2017 ainsi que le contrat de projet éducatif territorial	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1870</b>
<b>VD2018-320</b>	Contentieux - Ville c/ Mme Natalie LECHAT - Recours contre le retrait de son autorisation d'étal aux Halles Jacques Cœur Décision de défendre	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1874</b>
<b>VD2018-322</b>	Contentieux - Ville c/ SCI BELLEVAL - Recours contre des titres relatifs à l'occupation du doMai Tome I Tome Ine public - Décision de défendre	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1875</b>
<b>VD2018-356</b>	CONTENTIEUX - SARL SIBL CASA CUBANA - Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018 - Décision de défendre	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1914</b>
<b>VD2018-357</b>	CONTENTIEUX - Madame NICOULEAU - Recours contre la décision du 3 Janvier 2018 refusant l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017 - Décision de défendre	<b>Septembre Tome II</b>	<b>2018/1916</b>

## Conseil municipal du 27 septembre 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités  
Territoriales**

**N° VD2018-208** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**MONTPELLIER C/ S.A ALLIANZ IARD**

**DECISION DE DEFENDRE**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ S.A ALLIANZ IARD

**N° VD2018-231** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Commune de MONTPELLIER c/ VIENNE Jacques**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0046**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VIENNE Jacques

**N° VD2018-256** - Direction du Parc de Lunaret

**Convention de mandat de travaux avec la SA3M**

**Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret**

**Objet :** Convention de mandat de travaux avec la SA3M pour les travaux de mise en sécurité et de réhabilitation du Parc zoologique de Lunaret pour un montant total prévisionnel de travaux de 22 316 246,76€ HT.

La présente convention prévoit également la rémunération à SA3M pour un montant forfaitaire provisoire fixé à 581 792,22 € HT

**N° VD2018-259** - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial

**DECISION AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT:**

**Marché à procédure adaptée n°5B0167 portant sur le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap**

**Objet :** Compte tenu du contexte évolutif important de mutualisation entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole, les deux collectivités procèdent à une mutualisation des achats par groupement de commande.

Il est prévu de relancer un marché transport pour le personnel en situation de handicap, de manière mutualisée pour octobre 2018.

Il est donc nécessaire d'amender le marché initialement passé pour le marché de transport n°5B0167 de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap, initialement conclu avec la société SO LIFES pour une durée d'un an reconductible 1 fois ( soit jusqu'au 30/06/2018), en :

o Le prolongeant jusqu'au 30/09/2018

o L'augmentant de 3000€ H.T.

**N° VD2018-260** - Direction Architecture et Immobilier

**Renouvellement convention d'occupation du domaine public - Terrasse Hôtel de Varennes 2 place Pétrarque - Ville de Montpellier / SARL JCL La Diligence**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'occupation de la terrasse de l'hôtel de Varennes par la SARL JCL La Diligence pour une période de 3 ans, du 1er juillet 2018 jusqu'au 30 juin 2021, moyennant une redevance annuelle de 1 500 €.

N° VD2018-262 - Mission Grand Coeur

**Construction des Halles Alexandre Laissac**

**Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)**

**Avenant n°1 au marché structure métallique**

**Objet :** Un marché de travaux a été passé avec l'entreprise Cabrol pour le lot n°2 Structures Métalliques pour la construction des nouvelles halles Laissac, Que suite à des demandes programmatiques nouvelles et des difficultés matérielles survenues dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter le marché.

N° VD2018-263 - Direction des Finances (VM)

**Direction Sports et Jeunesse**

**Service Jeunesse**

**Création de la régie de recettes " Stages Sportifs Jeunesse"**

**Objet :** Il convient de créer une régie de recettes " stages Sportifs Jeunesse" permettant d'encaisser les recettes des cartes sport.

N° VD2018-264 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Décision relative à l'accord-cadre de prestations Intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue du réaménagement du quartier des Hauts de la Croix d'Argent - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit de signer le marché relatif à l'accord cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur au groupement PASSAGERS DES VILLES (mandataire) / COLOCO PAYSAGISTE / EGIS pour un montant de 421 220 € HT.

N° VD2018-266 - Mission Grand Coeur

**Construction des Halles Alexandre Laissac**

**Souscription d'un contrat d'assurance Dommage Ouvrage**

**Objet :** Halles A. Laissac. Souscription auprès de SIACI ST HONORE / HELVETIA d'un contrat d'assurance Dommage Ouvrage pour un montant de 105 565.86 € TTC et pour une durée de 10 ans à partir de la notification du marché.

N° VD2018-267 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial  
**Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 1 : Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap de l'accord cadre - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.

Il est prévu de relancer un marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap, de manière mutualisée pour janvier 2019.

Il est donc nécessaire d'amender l'accord cadre n° 5C0010815 de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap, initialement conclu pour une durée d'un an reconductible 2 fois (soit jusqu'au 30/09/2018) en le prolongeant jusqu'au 31/12/2018

N° VD2018-268 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial  
**Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 2 : Périphériques informatiques et matériel divers destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.

Il est prévu de relancer un marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap, de manière mutualisée pour janvier 2019.

Il est donc nécessaire d'amender l'accord cadre n° 5C0010815 de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap, initialement conclu pour une durée d'un an reconductible 2 fois (soit jusqu'au 30/09/2018) en le prolongeant jusqu'au 31/12/2018

N° VD2018-271 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Commune de MONTPELLIER c/ ALATI Robert**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 17V0256**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ALATI Robert

N° VD2018-272 - Direction Sports et Jeunesse

**MARCHE PUBLIC**

**REFECTION SOL SOUPLE SPORTIF**

**GYMNASE ROGER COUDERC**

**N° 8B0050**

**Objet :** Qu'il y a lieu de procéder à la réfection du sol souple sportif du Gymnase Roger Couderc et de dire que la Société ST GROUP a été retenue pour réaliser les travaux sur une durée d'un mois et pour un montant de 69 927,00 € HT

N° VD2018-275 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Marché n°8C0004 "Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en lumières 2018"- Attribution**

**Objet :** "Cœur de Ville en lumières" propose six sites de projections "video mapping" 2D/3D sur les façades suivantes : Le château d'eau du Peyrou, l'Arc de Triomphe, la Préfecture, le Musée Fabre, l'église St Roch et l'Arche Jacques Cœur :

- Pour le lot 1, la société Timothé Toury SARL pour un montant de 55 941 € HT
- Pour le lot 2, la société BLACHERE EVENTS pour un montant de 31 870 € HT
- Pour le lot 3, la société ID SCENES pour un montant de 42 000 € HT
- Pour le lot 4, la société BLACHERE EVENTS pour un montant de 45 540 € HT
- Pour le lot 5, la société Groupement HOLYIMAGE SAS (mandataire) / ID SCENES pour un montant de 30 000 € HT
- Pour le lot 6, la société ID SCENES pour un montant de 9 000 € HT

La durée du marché et les délais d'exécution partent de la notification du marché au démontage des installations à partir du samedi 1er décembre 2018 dès 23 heures et la remise en état des lieux si nécessaire dans les 24h suivant la manifestation.

N° VD2018-286 - Direction des Relations aux Publics

**Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**

**Objet :** Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour un montant total maximum de 44221,41 Euros H.T attribué à la société FLASH COPY.

N° VD2018-288 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**EXPERTISE JUDICIAIRE**

**COMMUNE DE MONTPELLIER / AT ZWEIRAD**

**DESORDRES VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE**

**DECISION D'ESTER**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AT ZWEIRAD

N° VD2018-290 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Marché n°8B0052 "Médiation en video mapping et jeux video Cœur de Ville en Lumières" - Attribution**

**Objet :** Accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique auprès des six écoles partenaires (de la conception à la réalisation des projections d'images animées et sonorisées réalisées par les étudiants) ainsi que toute la réalisation et le suivi technique dans le cadre du "Cœur de Ville en Lumières".

- Pour le lot 1, la société ID SCENES pour un montant de 15 000,00 € HT

- Pour le lot 2, la société ID SCENES pour un montant de 15 000,00 € HT
- Pour le lot 3, la société ID SCENES pour un montant de 15 000,00 € HT
- Pour le lot 4, la société ID SCENES pour un montant de 7 500,00 € HT

La durée du marché part de la notification du marché au repliement des installations à la fin de la manifestation, soit le 2 décembre 2018 au plus tard.

**N° VD2018-292** - Direction Evénementiel - Protocole

**Construction de bureaux et de Hangars**

**Locaux technique du Protocole**

**Marché public n° 7D0014**

**Objet :** Construction de bureaux et de Hangars

Locaux technique du Protocole

Marché public n° 7D0014

Les travaux sont répartis en 13 lots.

le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 12 mois

Prestataires :

Lot 1 : Gros œuvre et Structure métallique : DEMATHIEU&BARD/TRINQUIER

Lot 2 : Bardage et Couverture : LANDRAGIN SAS

Lot 3 : Menuiseries extérieures : ATELIER DUCROT SARL

Lot 4 : Cloisons et Doublages et Faux-plafonds : FPI

Lot 5 : Menuiseries intérieures : CARDONNET SARL

Lot 7 : Serrurerie et Portes sectionnelles : ATOLE SA

Lot 8 : Peinture : ATELIER MEDITERRANEEN

Lot 9 : Equipements de Cuisine « Immobiliers » et Cloisons isothermes : SALAGER SERRA

Lot 10 : Ascenseurs : OTIS

Lot 11 : Electricité et Courants forts et faibles : TECH ELEC SUD

Lot 12 : Plomberie - Chauffage - Ventilation - Sanitaires : SANITHERMIC

Lot 13 : VRD : EUROVIA

Montant total : 2 698 681, 51 €

**N° VD2018-294** - Direction des Finances (VM)

**Direction de l'Education**

**Modification des sous-régies de recettes pour les ALSH**

**Objet :** Pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer la sous-régie de recettes ALSH MALRAUX Maternelle et de créer la sous régie de recettes ALSH MICHELET DE L'HOSPITAL Maternelle.

**N° VD2018-295** - Direction des Finances (VM)

**Direction de l'Education**

**Modification des sous-régies d'avances pour les ALSH**

**Objet :** Pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer la sous-régie d'avances ALSH MALRAUX Maternelle et de créer la sous-régie d'avances ALSH MICHEL DE L'OSPITAL Maternelle.

**N° VD2018-296** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Propriété VILLEDIEU**

**Lots 17 et 19 - 25 rue de Verdun**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Jérôme VILLEDIEU, un local commercial avec cave situé 25 rue de Verdun, pour un montant de 144.000 € plus 10.000 € de commission d'agence.

**N° VD2018-297** - Direction de l'Education

**Extension et Réaménagement partiel de l'Ecole Pape Carpentier**

**Marché Public n° 8D0015**

**Objet :** Dans le cadre de l'opération d'extension et réaménagement partiel de l'école Pape Carpentier, un

appel d'offres ouvert a été lancé conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché public. Dans sa séance du 19 juin 2018, la Commission d'Appel d'Offres a choisi les offres économiquement les plus avantageuses.

Il convient donc d'attribuer le marché 8D0015, d'un montant total de 2 184 273,61 € HT, aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Ce marché alloti en 12 lots se décline comme suit :

LOT 1 - Gros-œuvre - SARL LE MARCORY : 1 095 000 € HT

LOT 2 - Couverture - entreprise STRUCTURE BOIS COUVERTURE : 235 659,65 € HT

LOT 3 - Menuiseries extérieures : lot déclaré infructueux sera relancé

LOT 4 - Serrurerie - SARL TECHNICFER : 96 266,02 € HT

LOT 5 - Cloisons-doublages-Faux-Plafonds - entreprise EP3 : 169 000 € HT

LOT 6 - Menuiseries intérieures : offre trop élevée par rapport à l'estimation, le lot sera relancé

LOT 7 - Revêtements sols durs-Faïences - SARL PROCERAM : 109 642,89 € HT

LOT 8 - Peinture-revêtements sols souples - SARL SPC REVETEMENT : 79 944,78 € HT

LOT 9 - Appareil élévateur - CFA division de NSA : 22 800 € HT

LOT10- Chauffage-ventilation-plomberie - SAS V2O ENERGIE : 199 500 € HT

LOT11- Electricité-courants forts et faibles - entreprise TECH ELEC SUD : 176 460,27 € HT

LOT12- VRD : lot déclaré infructueux sera relancé

**N° VD2018-300 - Mission Grand Coeur**

**Construction des Halles Alexandre Laissac**

**Marchés pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics sur le pourtour des halles Laissac**

**Objet :** Halles et place Alexandre Laissac

Attribution des marchés pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics sur le pourtour des halles Laissac, 5 lots.

Lot 1 : Voirie marché n° 2907 T 18.01, de 593 951,70 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 2 : Eclairage public marché n° 2907 T 18.02, de 66 570,36 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 3 : Régulation trafic marché n° 2907 T 18.03, de 127 287,24 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 4 : Espaces verts marché n° 2907 T 18.04, de 7 177,30 € HT pour une durée de 12 mois.

Lot 5 : Protections seuils riverains marché n° 2907 T 18.05, lot infructueux.

**N° VD2018-301 - Direction Paysage et Biodiversité**

**Marché Public - Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier - N°8D0008**

**Objet :** Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Ouverture et fermeture des parcs et square de la Ville de Montpellier " à l'entreprise T2S Gardiennage pour un montant annuel de 400 000€ H.T. et pour une durée de 1 an reconductible 3 ans.

**N° VD2018-302 - Direction Architecture et Immobilier**

**Autorisation de signer l'avenant n°1 au contrat de location du 1er juillet 1998 - ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier - 85 rue des Passereaux**

**Objet :** Il s'agit de signer l'avenant n°1 au contrat de location ACM / Ville du 1er juillet 1998, portant sur la modification de la surface du local mis à disposition.

**N° VD2018-304 - Direction Architecture et Immobilier**

**Accord-cadre de travaux à bons de commande**

**pour la réalisation du programme 2018-2021**

**des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier**

**Objet :** Par délibération n° 2015/390 du 29/09/2015, la Ville a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée des ERP de la Ville, par le biais d'une programmation pluriannuelle. Par décision n° 2016/0283 du 23/08/2016, la Ville a autorisé la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal. Ainsi, pour la mise en accessibilité des 105 ERP de la Ville, s'inscrivant dans le programme 2018-2021 de l'Agenda d'Accessibilité programmée, il a été nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux. Pour ce faire, en date du 23/07/2018, une consultation a été lancée dans le respect des dispositions



de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et du décret n°2016-360 du 25/03/2016, selon la procédure d'appel d'offres (art. 67 et 68 du décret) en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, alloti en 8 lots. Lors de sa séance du 24/07/2018, la commission d'appel d'offres de la Ville a jugé comme économiquement les plus avantageuses les offres des entreprises suivantes : Lot 1A "Ascenseurs" : GUINET ; Lot 2 "Interphonie/Visiophone/Electricité" : ENGIE INEO ; Lot 3 "Maçonnerie, cloisonnement, carrelage, revêtements, peinture, VRD" : SAS DARVER ; Lot 4 "Marquage, signalétique : EO GUIDAGE SAS ; Lot 5 "Menuiserie Serrurerie" : ALVAREZ FRERES/FERNANDEZ ; Lot 6 "Plomberie" : Entreprises CHICHE et ENERSOL. Pour le lot n° 1B "Appareils élévateurs", le lot a été déclaré infructueux et sera relancé. Pour le lot 7 "Multiservices", le lot a été déclaré infructueux et ne sera pas relancé. Il convient donc, d'autoriser la signature du marché n° 2993 T18-01 "Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2018-2021 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier", avec les entreprises susmentionnées.

**N° VD2018-305 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique**

**Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres ouvert n° 8D0006**

**Acquisition et location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers pour la Ville de Montpellier**

**Autorisation à signer le marché**

**Objet :** Attribution de l'appel d'offres ouvert concernant l'acquisition et la location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 600 000,00 euros H.T. à la société BLOCSTOP sise 33610 Cestas sur une durée de 4 ans, reconductions comprises

**N° VD2018-306 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Convention de mise à disposition du site "Le petit bois de la chaumière" au bénéfice de l'association Moovment Event pour l'organisation du festival Family Piknik 2018**

**Objet :** Mise à disposition à titre gracieux du site "Le petit bois de la chaumière" au bénéfice de l'association Moovment Event pour l'organisation du festival Family Piknik 2018

**N°VD2018-307 - Mission Grand Coeur**

**Halles et place Alexandre Laissac**

**Marché de prestation de service pour la réalisation de la signalétique intérieure et extérieure des halles Laissac**

**Marché numéro 2907 1802**

**Objet :** Halles et place Alexandre Laissac

Attribution du marché de prestation de service pour la réalisation de la signalétique intérieure et extérieure des halles Laissac

Marché numéro 2907 1802

L'entreprise UNsens est retenue pour la somme de 15 925.00 € HT et une durée du marché correspondant à 3,5 mois

**N° VD2018-309 - Direction des Relations aux Publics**

**Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 N°8B0053**

**Avenant numéro 1**

**Objet :** Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018 selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour un montant total maximum de 44221,41 Euros H.T attribué à la société FLASH COPY.

**N° VD2018-310 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**

**Marché n°8D0040 "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël" - Marché subséquent n°1**

**Objet :** Le marché a pour objet l'illumination et la mise en lumière de certaines rues et places de la Ville de Montpellier, à l'occasion des fêtes de fin d'année, cet accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification et il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Le montant global et forfaitaire est de 352 245,47 € HT par an.

Le marché est attribué au Groupement BLACHERIE ILLUMINATIONS/CITEOSTRAVESSET.

**N° VD2018-311 - Direction Architecture et Immobilier**

**Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville**

**Objet :** Par décision n° 2016-0041 du 15 février 2016, une convention de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier, a été signée avec la SA3M. Dans cet objectif, il a été nécessaire de désigner une entreprise pour la réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville sis 1 place Francis Ponge. En date du 290 mai 2018, une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015. A la suite de cette première consultation déclarée infructueuse, il a été décidé de procéder à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable en application de l'article 30-I-2° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché intègre une décomposition en tranches, à savoir : une tranche ferme portant sur les travaux du R+2 et du R+4 ; une première tranche optionnelle portant sur les travaux du R+3 ; une seconde tranche optionnelle portant sur les travaux du R+5. La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 24 juillet 2018, a jugé comme étant économiquement la plus avantageuse, l'offre du groupement ENGIE AXIMA/INEO MP LR/FPI. Il convient donc d'autoriser la signature du marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid à l'ancien Hôtel de Ville, pour un montant total, toutes tranches confondues de 426 264,74 € HT.

**N° VD2018-312 - Direction Energie et Moyens Techniques**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville.**

**8B0031**

**Objet :** Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0031 « Achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville » pour les services de la Ville de Montpellier à la société BIKE SHOP CYRPEO pour un montant total estimé de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification.

**N° VD2018-314 - Direction de l'Education**

**Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier**

**Marché public N°8D0015 Relance des lots N°3 "Menuiseries extérieures"**

**N°6 "Menuiseries intérieures" et N°12 "VRD"**

**Objet :** La nécessité d'extension et de réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier a conduit la Ville a lancé un appel d'offres ouvert, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ». Ce marché est alloti en 12 lots.

La Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 19 juin 2018, a choisi les offres économiquement les plus avantageuses, excepté pour les lots 3 « Menuiseries extérieures » et 12 « VRD », déclarés infructueux, ainsi que le lot 6 « Menuiseries intérieures » ayant reçu uniquement des offres inacceptables. Par ailleurs, la seule offre reçue pour le lot 3 est déclarée irrégulière, le lot sera relancé.

Il convient donc d'attribuer les lots relancés du marché n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier », pour un montant total de 301 064,38 € HT, décomposé comme suit : lot 6 Menuiseries Intérieures à l'entreprise DUCROT pour un montant de 189 400,00 € HT et lot N°12 à l'entreprise "VRD ASTRUC" pour un montant de 111 664,38 € HT.

**N° VD2018-316 - Direction Architecture et Immobilier**

**Mandat de gestion technique**

**de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente**

**Avenant n° 3**

**Objet :** par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente. Dans le cadre de ce mandat, 2 avenants ont été signés. le premier concernant les contrats d'assurance du mandataire. Le second concernant le budget d'investissement maximum pour les travaux de l'année 2017. Aujourd'hui, compte tenu de la réalisation des travaux de désamiantage et de la mission confiée au mandataire, il est nécessaire de prendre un avenant n° 3 au mandat précité pour modifier d'une part l'article 3.1 concernant le budget d'investissement

2019 fixée à 130 000 € HT et d'autre part, de procéder à la modification de l'article 7 relatif à la rémunération fixe du mandataire se portant à 2 837,50 € HT pour la mission de suivi des travaux de désamiantage du niveau R-3 de l'ancienne Mairie.

**N° VD2018-317** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'estimer - Pourvoi de la commune de Montpellier contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 23 mai 2018 qui a annulé le jugement n° 1503013 du Tribunal administratif de Montpellier du 7 février 2017 ainsi que le contrat de projet éducatif territorial**

**Objet :** La Ville décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans le cadre de l'affaire Ville / SCHWARZ

**N° VD2018-318** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**DROIT DE PREEMPTION**

**Espaces Naturels Sensibles du Département**

**Propriété CRASSOUS**

**1154 avenue de Saint Maur**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption, par substitution du Département de l'HERAULT, sur la propriété de Monsieur Jean CRASSOUS, un terrain nu situé 1154 avenue de Saint Maur, cadastré CK 484, au prix de 37.953 €.

**N° VD2018-320** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Ville c/ Mme Natalie LECHAT**

**Recours contre le retrait de son autorisation d'étal aux Halles Jacques Cœur**

**Décision de défendre**

**Objet :** La commune décide de défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à Mme LECHAT par l'intermédiaire du cabinet d'avocats VPNG et Associés.

**N° VD2018-322** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Ville c/ SCI BELLEVAL**

**Recours contre des titres relatifs à l'occupation du domaine public**

**Décision de défendre**

**Objet :** La commune décide de défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à la SCI BELLEVAL par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Associés.

**N° VD2018-323** - Direction Architecture et Immobilier

**Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, du domaine de la Ville et de logements de fonction**

**Marché 4D0018**

**Avenant n°1**

**Objet :** Le marché "Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, du domaine de la Ville et de logements de fonction" a été attribué à la société ICADE PROPERTY MANAGEMENT, 45 bd Strasbourg 31000 Toulouse, le 8 septembre 2014, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum sans maximum, pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, pouvant être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Le mandat de gestion pour la maison des syndicats arrive à son terme le 7 septembre 2018.

Les besoins de la maîtrise d'ouvrage ont évolué, et il s'est avéré nécessaire d'adapter les missions du prochain titulaire. Au vu des délais de consultation, le prochain marché ne pourra être notifié avant le 7 septembre 2018.

Il est proposé un avenant de prolongation de 3 mois, du 8 septembre 2018 au 7 décembre 2018, afin de permettre aux équipes d'assurer la transition avec la future organisation interne.

**N° VD2018-326** - Direction Travaux et Maintenance

**Acquisition, fourniture et pose de Bâtiments modulaires pour l'école**

**Léo MALET**

**MARCHE N°8D00226011**

**Objet :** Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert à la société ALGECO pour l'acquisition, fourniture et pose de bâtiments modulaires pour l'école Léo MALET pour un montant global et forfaitaire de 181 800 € HT.

**N° VD2018-329 - Direction Paysage et Biodiversité****Avenant N°1 au marché "Nettoyage des espaces verts" N° 4D0031**

**Objet :** La Ville décide de passer un Avenant avec l'entreprise Sud Service afin de prolonger pour une durée de 4 mois le marché N°4D0031 "nettoyage des espaces verts de la Ville" qui vient à expiration le 14/09/2018, dans l'attente des résultats d'une nouvelle consultation. Ni les termes du contrat, ni le maximum ne sont modifiés.

**N° VD2018-330 - Direction de l'Education****Marché n° 6D0050****Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit****Lot 11 : Electricité courants forts, courants faibles****Avenant n°1**

**Objet :** Le marché 6D0050 Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit, Lot 11 : Electricité courants forts, courants faibles a été attribué le 27 novembre 2017 à la Société SPIE SUD-OUEST .

Dans le cadre de la réorganisation interne du groupe SPIE France, la filiale régionale SPIE SUD OUEST a fait l'objet d'une fusion-absorption au profit d'une seule et même société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE.

A compter du 1er juillet 2018 SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du contrat initial.

**N° VD2018-331 - Direction Architecture et Immobilier****Marché n° 8B0020 ' Rénovation et mise en valeur de l'Eglise Sainte-Croix de Celleneuve '****Diagnostic Sanitaire de l'état des pierres**

**Objet :** Dans le cadre de la rénovation et mise en valeur de l'église Sainte-Croix de Celleneuve, un diagnostic sanitaire de l'état des pierres est nécessaire. Un marché ordinaire a été lancé sous la référence 8B0020. La durée du marché se confond avec le délai d'exécution qui part à compter de sa notification. Le délai d'exécution des prestations est de 3 mois.

**N° VD2018-332 - Direction de la Culture et du Patrimoine****Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CHORRESPONDANCE les 1er et 2 septembre 2018 et les 1er, 2 et 3 novembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CHORRESPONDANCE les 1er et 2 septembre 2018 et les 1er, 2 et 3 novembre 2018 contre redevance de 570 €

**N° VD2018-333 - Direction Energie et Moyens Techniques****Marché 5D0014A - Avenant pour cession de la société SPIE SUD-OUEST à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE****Avenant n°1**

**Objet :** Avenant ayant pour objet la cession du contrat de la société SPIE SUD-OUEST à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE en date du 30 juin 2018, nouveau titulaire du marché 5D0014A-Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations de chauffage ventilation climatisation sur les bâtiments communaux notifié le 10 août 2015

**N° VD2018-334 - Direction Paysage et Biodiversité****Avenants au marché "Entretien et aménagement des espaces verts " N°4D0041**

**Objet :** La Ville décide de passer un Avenant avec l'entreprise Pousse Clanet (pour les lots 1, 2, 6 et 7) et avec l'entreprise UPEE7 ( pour les lots 3, 4, 5 et 8) afin de prolonger pour une durée de 4 mois le marché N°4D0041 "entretien et aménagement des espaces verts" qui vient à expiration le 10/12/2018, dans l'attente des résultats d'une nouvelle consultation. Ni les termes du contrat, ni le maximum ne sont modifiés.

**N° VD2018-337 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Monsieur Geoffrey Badel du 13 septembre au 7 octobre 2018**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Monsieur Geoffrey Badel du 13 septembre au 7 octobre 2018

**N° VD2018-338 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette Knoll) du 13 octobre au 4 novembre 2018**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette Knoll) du 13 octobre au 4 novembre 2018

**N° VD2018-339 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Servas Artists du 17 novembre au 9 décembre 2018**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Servas Artists du 17 novembre au 9 décembre 2018

**N° VD2018-340 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens**

**Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Ascain (Eno Gounon) du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019**

**Objet :** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens

Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Ascain (Eno Gounon) du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019

**N° VD2018-341 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs d'O le 6 septembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs d'O le 6 septembre 2018 contre redevance de 30 €

**N° VD2018-342 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association LES CHOREGIENS les 8, 9 et 10 novembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association LES CHOREGIENS les 8, 9 et 10 novembre 2018 contre redevance de 90 €

**N° VD2018-343 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Propriété VICENTE**

**Lot 7 - 500 rue du Mas Rouge**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Progreso VICENTE, un appartement avec jardin, lot 7 de la copropriété du 500 rue du Mas Rouge, au prix de 120.000 € plus 5.000 € de commission d'agence.

**N° VD2018-344 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Propriété VICENTE**

**Lot 8 - 500 rue du Mas Rouge**

**Exercice du droit de préemption**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Progreso VICENTE, un appartement, lot 8 de la copropriété du 500 rue du Mas Rouge, au prix de 102.000 € plus 9.600 € de

commission d'agence.

**N° VD2018-346 - Direction de l'Education**  
**Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier**  
**Marché n° 6D0034**  
**Avenant n°1**

**Avenant de prolongation de délai pour les lots n° 1; 4; 7; 12; 14 et 15**

**Objet :** La Ville a décidé de procéder à la construction du Groupe Scolaire Germaine Richier. Que pour réaliser ses travaux, un appel d'offres ouvert a été lancé comportant 16 lots.

La durée du marché est de 17 mois de chantier, y compris préparation de chantier, se terminant initialement le 02 août 2018. Que le retard pris par le lot 4 a fait prendre du retard en cascade à l'ensembles des lots. Qu'il est nécessaire de signer un avenant de prolongation de délais allant jusqu'au 02 novembre 2018.

**N° VD2018-347 - Direction de l'Education**  
**Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier**  
**Marché n° 6D0034 -**  
**Avenant n°1**

**Augmentation du montant du marché et prolongation du délai pour les lots n° 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 et 16**

**Objet :** La Ville a décidé de procéder à la construction du Groupe Scolaire Germaine Richier. Que pour réaliser ses travaux, un appel d'offres ouvert a été lancé comportant 16 lots.

Que des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, concernant les lots 2, 3, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 16. Qu'il est donc nécessaire de signer les avenants des lots concernés.

**N° VD2018-350 - Direction du Parc de Lunaret**  
**Réaménagement de la zone technique phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine**  
**Lot n°10: Etanchéité**  
**N° 8D0018**

**Objet :** Réaménagement de la zone technique phase : bâtiments clinique et quarantaine

Lot n°10: Etanchéité

Marché public de travaux n° 8D0010 passé pour une durée de 7 mois conformément au calendrier d'exécution.

Le marché a été attribué à la société AXIMA CONCEPT domiciliée ZAE Font de la Banquière-BP 90109-34874 Lattes Cedex pour un montant HT de 341.500 €

**N° VD2018-353 - Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association BA-BACH le 23 septembre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association BA-BACH le 23 septembre 2018 contre redevance de 30 €

**N° VD2018-354 - Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la NEF de la Maison des Chœurs à l'Association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018 contre redevance de 30 €

**N° VD2018-355 - Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Art sans frontière le 13 juillet 2018**

**Objet :** Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Art sans frontière le 13 juillet 2018 contre redevance de 60 €

**N° VD2018-356 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**CONTENTIEUX**

**SARL SIBL CASA CUBANA**

**Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL SIBL CASA CUBANA

**N° VD2018-357 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**CONTENTIEUX**

**Madame NICOULEAU**

**Recours contre la décision du 3 Janvier 2018 refusant l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame NICOULEAU



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Contentieux**  
**MONTPELLIER C/ S.A ALLIANZ IARD**  
**DECISION DE DEFENDRE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la S.A ALLIANZ IARD a déposé un recours à l'effet de déclarer commune et opposable à la VILLE DE MONTPELLIER l'ordonnance de référé du 11 décembre 2017 ayant désigné Monsieur Fabrice OGER en qualité d'expert judiciaire ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.


**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

.../...



- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA 

Publiée le : 17 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux  
Commune de MONTPELLIER c/ VIENNE  
Jacques  
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de  
permis de construire n° PC 34172 17V0046**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 12/10/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER PARKING CENTRE COMMERCIAL POLYGONE, visant à procéder à la surélévation et rénovation du centre commercial du Polygone ;
- Que M. VIENNE Jacques a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 11/04/18 sous le n°1801744-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 17 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Convention de mandat de travaux avec la SA3M Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR2018-2463 donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

### **Considérant :**

- Que le parc zoologique de Lunaret doit faire l'objet d'une mise en sécurité et qu'à ce titre un programme de travaux de réhabilitation a été lancé ;
- Que ce projet est techniquement complexe, nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé ;
- Que la Ville de Montpellier a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser ce projet en son nom et pour son compte et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage dans le cadre de ce mandat ;
- Que la société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est à même d'assurer la mission de mise en sécurité et de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret dans le cadre d'une convention de mandat de travaux à conclure avec la Ville de Montpellier ;
- Que le statut de SPLA (Société Publique Locale d'Aménagement) de la SA3M autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- Que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part, sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SA3M pour la bonne réalisation de ces travaux et d'autre part, sur les conditions de financement de ces travaux dont le montant prévisionnel est estimé à 22 316 246,76 € HT.

**Décide en conséquence :**

**Décision n° VD2018-256**

**Article 1 :** De conclure une convention de mandat de travaux entre la Ville de Montpellier et la SA3M, tel qu'annexée à la présente décision pour un montant prévisionnel total de travaux 22 316 246,76 € HT et pour une durée de 4 ans à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat ;

**Article 2 :** De dire que la rémunération de la SA3M pour l'exécution de sa mission sera établie sur la base d'un montant forfaitaire provisoire fixé à 581 792,22 € HT ;

**Article 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction parc de Lunaret de la Ville, chapitre 903 (investissement) / 933 (fonctionnement) ;

**Article 4 :** D'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier les marchés d'études relevant de sa mission dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;

**Article 5 :** D'autoriser Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/08/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 06/08/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial**  
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**DECISION AUTORISATION DE SIGNATURE  
D'UN AVENANT:  
Marché à procédure adaptée n°5B0167 portant  
sur le transport de personnes pour les agents de la  
Ville de Montpellier en situation de handicap**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur EL KANDOSSI ;
- Vu la décision N°2016/0210 attribuant le marché n°5B0167 à procédure adaptée portant sur le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap à l'entreprise So'Lifes – 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER - d'un montant maximum de 30 000 € HT pour un an reconductible 1 fois.

**Considérant :**

- Le contexte évolutif important de mutualisation entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole, les deux collectivités procèdent à une mutualisation des achats par groupement de commande. Il est prévu de relancer un marché de transport pour le personnel en situation de handicap, de manière mutualisée pour octobre 2018 ;
- Il est donc nécessaire d'amender le marché initialement passé pour le marché de transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap, initialement conclu avec la société SO'Lifes, pour une durée d'un an reconductible 1 fois (jusqu'à fin juin 2018) en :
  - o Le prolongeant jusqu'au 30/09/2018
  - o L'augmentant de 3000€ H.T.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5B0167 à procédure adaptée portant sur le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap attribué à l'entreprise So'Lifes – 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER, avenant d'un montant de 3000 € H.T (10% du montant initial) prolongeant le marché jusqu'au 30/09/2018 ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire du Service Qualité de Vie au Travail : chapitre 920 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JUIL. 2018  
Monsieur le Conseiller municipal  
Abdi EL KANDOUSSI

**Publiée le :** 09 AOUT 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Renouvellement convention d'occupation du  
domaine public - Terrasse Hôtel de Varennes 2  
place Pétrarque - Ville de Montpellier / SARL  
JCL La Diligence**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Que le 8 août 2015, la Ville a conclu avec la SARL JCL « La Diligence », une convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de la terrasse de l'hôtel de Varennes située 2 place Pétrarque ;
- Que cette convention de mise à disposition, consentie pour une durée de 3 ans, arrive à échéance le 30 juin 2018 ;
- Que la SARL JCL « la Diligence » sollicite le renouvellement de la convention d'occupation du domaine public ;

**Décide en conséquence**

- De conclure avec la SARL JCL « La Diligence » une nouvelle convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de la terrasse d'une superficie de 38 m<sup>2</sup> située au sein de l'hôtel de Varennes 2 place Pétrarque ;
- De dire que cette convention d'occupation du domaine public est consentie pour une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 jusqu'au 30 juin 2021, moyennant une redevance annuelle de 1 500 € payable trimestriellement et d'avance à la Trésorière Principale Municipale ;



**Décision n° VD2018-260**

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

17 SEP. 2018

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Construction des Halles Alexandre Laissac****Mandat de réalisation à la Société  
d'aménagement de la Métropole de Montpellier  
(SA3M)****Avenant n°1 au marché structure métallique**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR2018-2463 donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Commune est maître d'ouvrage de la construction des halles Laissac ;
- Que cette maîtrise d'ouvrage a été délégué par décision n°2016/0448 du 16/12/2016 à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;
- Qu'un marché de travaux a été passé avec l'entreprise CABROL pour le lot numéro 2 structures métalliques, des nouvelles halles ;
- Que suite à des demandes programmatiques nouvelles et des difficultés matérielles survenues dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter celui-ci (avenant n°1) :

**Demandes programmatiques :**

- o Peinture des boulons de la structure métallique afin de conserver un aspect esthétique cohérent ;

**Décision n° VD2018-262**

- o Mise en place d'un maillage supplémentaire pour porter la scénographie commerciale des étaux.

**Difficultés matérielles:**

- o Ajout nécessaire de profils métalliques supplémentaires au regard du calcul des charges ;
- o Suppression du flocage des poutres ;
- o Et montage de la poutre caisson en co-activité suite aux intempéries.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver à cet effet le projet d'avenant n°1 au marché de travaux N° : 2907 T 17.03 pour le lot n° 2 : structure métallique confié à l'entreprise CABROL et joint en annexe à la présente ;
- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer ledit avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905 ;
- De charger de l'exécution de cette décision le Directeur Général de Services et Madame la Trésorière principale municipale pour chacun en ce qui les concerne.

Montpellier, le 08 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

**Publiée le : 09 AOUT 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances (VM)**  
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Direction Sports et Jeunesse  
Service Jeunesse  
Création de la régie de recettes " Stages Sportifs  
Jeunesse"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006/779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-2463 du 28 juin 2018 donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe délégué;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 13 juin 2018 ;

**Considérant :**

**Qu'il convient de créer une régie de recettes « Stage Sportifs Jeunesse » permettant d'encaisser les recettes des cartes sport.**

**Décide en conséquence :**

**Décision n° VD2018-263**

- Que, article 1, il est créé une régie de recettes « Stages Sportifs Jeunesse » auprès du Service Jeunesse ;
- Que, article 2, la régie est installée auprès du Service Jeunesse, 1 place Francis Ponge, 34 000 Montpellier ;
- Que, article 3, la régie encaisse les produits de la carte Sport ;
- Que, article 4, les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
  - Numéraire,
  - Chèques bancaires,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures et/ou quittances ;

- Que, article 5, un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur ;
- Que, article 6, un compte de dépôt de fonds est ouvert, ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes prévues à l'article 3 ;
- Que, article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 € ;
- Que, article 8, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination ;
- Que, article 9, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois ;
- Que, article 10, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que, article 11, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 12, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/08/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/08/2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre de prestations  
Intellectuelles à marchés subséquents pour une  
mission d'architecte urbaniste coordonnateur en  
vue du réaménagement du quartier des Hauts de  
la Croix d'Argent - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0900 en date du 2 mars 2018 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie, délégation de fonctions ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'avenant n°1 au mandat d'études Ville /SA3M sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent en date du 29 janvier 2018 conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

**Considérant :**

- Que dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent entre l'avenue de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur/Boulevard ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste coordonnateur de l'opération ;

- Qu'une procédure concurrentielle avec négociation a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat conformément à l'article 71 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une durée de 10 ans, à compter de sa notification, sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité, pour désigner l'architecte urbaniste coordonnateur de l'opération de réaménagement des Hauts de la Croix d'Argent;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - o Prix des prestations (30%) apprécié au regard du détail quantitatif estimatif DQE ;
  - o Valeur technique de l'offre (70%) appréciée au regard de l'organisation du groupement, de l'appréhension du contexte et des intentions du projet urbain (concept et schéma d'ensemble) ;
- Que la commission d'appel d'offres de la Ville de Montpellier qui s'est réunie le 29 mai 2018 a décidé d'attribuer le marché relatif à la mission d'architecte urbaniste coordonnateur de l'opération des Hauts de la Croix d'Argent au groupement PASSAGERS DES VILLES (mandataire) / COLOCO PAYSAGISTE / EGIS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents, sans montant minimum ni maximum, pour la mission d'architecte urbaniste coordonnateur de l'opération des Hauts de la Croix d'Argent, au groupement PASSAGERS DES VILLES (mandataire) / COLOCO PAYSAGISTE / EGIS ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/17/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Chantal MARION

Publiée le : 24/17/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Construction des Halles Alexandre Laissac  
Souscription d'un contrat d'assurance Dommage  
Ouvrage**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
  - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR2018-2463 donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Commune est maître d'ouvrage et maître d'œuvre de la construction des Halles Laissac.
- Que la maîtrise d'ouvrage a été délégué par décision n°2016/0448 du 16/12/2016 à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat.
- Que le mode constructif des nouvelles halles est relativement complexe et qu'une garantie dommage ouvrage permet au maître d'ouvrage d'être indemnisé très rapidement, sans avoir à prouver la responsabilité des entrepreneurs.
- Qu'une consultation a été passée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur, avec possibilité de négociation.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le choix de l'offre de SIACI ST HONORE / HELVETIA pour la souscription d'un contrat d'assurance Dommage Ouvrage pour la somme de 105 565.86 € TTC en retenant la variante « rachat de la garantie Responsabilité civile décennale de l'architecte ». Le contrat est passé pour une durée de 10 ans à partir de la notification du marché.



**Décision n° VD2018-266**

- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer tous documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB V87000, chapitre 906.
- Le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière principale municipale, pour chacun en ce qui les concerne, sont chargés de l'exécution de cette décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA



**Publiée le :** 09 AOUT 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial**  
**Service qualité de vie au travail**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 1 :  
Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à  
l'aménagement de poste pour le personnel en  
situation de handicap de l'accord cadre -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature Monsieur EL KANDOUSI ;
- Vu la décision N° 2015/0408 attribuant le Lot 1 : Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap de l'accord cadre n° 5C0010815 à l'entreprise SARL DESIGN soit jusqu'à fin septembre 2018.

**Considérant :**

- Que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.
- Qu'il est prévu de relancer un marché de « fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap », de manière mutualisée pour janvier 2019.
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger l'accord cadre n° 5C0010815 de « fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap », jusqu'au 31/12/2018 (sans incidence financière).

**Décide en conséquence :**

**Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au Lot 1 : « Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap » de l'accord cadre n° 5C0010815 prolongeant le marché jusqu'au 31/12/2018 (sans incidence financière).**

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire du Service Qualité de Vie au Travail : chapitre 900.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 SEP. 2018  
Monsieur le Conseiller municipal  
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 18 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial**  
**Service qualité de vie au travail**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Avenant n°1 à l'accord cadre 5C0010815 Lot 2 :  
Périphériques informatiques et matériel divers  
destinés à l'aménagement de poste pour le  
personnel en situation de handicap - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
  - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
  - Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur EL KANDOUSSI ;
- Vu la décision N° 2015/0408 attribuant le lot 2 : « Périphériques informatiques et matériel divers destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap » de l'accord cadre n° 5C0010815 de « fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap » à l'entreprise SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon 83260 LA CRAU pour 1 an reconductible deux fois (soit jusqu'à fin septembre 2018) avec un maximum annuel initial de 8514 € H.T.

**Considérant :**

- Que compte tenu du contexte évolutif important de mutualisation entre la Ville Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, les deux collectivités procèdent à une mutualisation des achats par groupement de commande.
- Que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.
- Qu'il est prévu de relancer un marché de « fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap », de manière mutualisée pour janvier 2019.

- Qu'il est donc nécessaire d'amender l'accord cadre n° 5C0010815 de « fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap », initialement conclu pour une durée d'un an reconductible 2 fois (soit jusqu'au 30/09/2018) en le prolongeant jusqu'au 31/12/2018 (sans incidence financière).

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 2 : « Périphériques informatiques et matériel divers destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap » de l'accord cadre n° 5C0010815 de « fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes de personnes en situation de handicap ».

Avenant prolongeant jusqu'au 31/12/2018, l'accord cadre attribué à l'entreprise SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon 83260 LA CRAU pour 1 an reconductible deux fois (soit jusqu'à fin septembre 2018) avec un maximum annuel initial de 8514 € H.T.

Avenant sans incidence financière.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire du Service Qualité de Vie au Travail: chapitre 900 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 SEP. 2018  
Monsieur le Conseiller municipal  
Abdi EL KANDOUSSI

**Publiée le :** 18 SEP. 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
**Service Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **MARCHE PUBLIC**

### **REFECTION SOL SOUPLE SPORTIF** **GYMNASE ROGER COUDERC**

**N° 8B0050**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Henri DE VERBIZIER en l'absence de Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à la réfection du sol souple du Gymnase Roger Couderc ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément au décret 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'ordonnance n°2015-889 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars sous la forme d'un marché unique ordinaire pour une durée d'un mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres et pour l'ensemble des lots étaient les suivants :
  - Valeur technique au vu du mémoire technique = 60%
  - Prix des prestations = 40%
- qu'après analyse des Offres, l'entreprise ST GROUP, ZAC Pioch Lyon, 34160 BOISSERON, a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

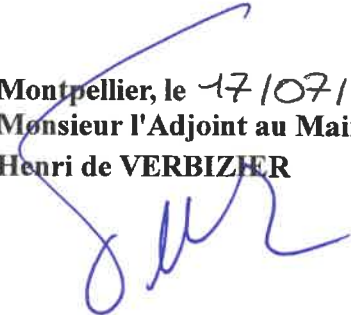
**Article 1** : d'attribuer le marché n°8B0050 « Réfection du sol souple sportif du Gymnase Roger Couderc » à l'entreprise ST GROUP, pour un montant de 69 927.00 € H.T pour une durée d'un mois ;

**Article 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 903 (nature 21318) ;

**Article 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/07/2018  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 18/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ ALATI Robert**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**refus n° PC 34172 17V0256**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 28/11/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a refusé la demande de permis de construire de Monsieur ALATI Robert, visant à procéder à une extension, création de terrasses, de garages, d'une piscine et d'aménagements extérieurs, 425 Chemin du réservoir de Montmaur ;
- Que Monsieur ALATI Robert a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 30/05/2018 sous le n°1802541-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;



**Décision n° VD2018-272**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 17 SEP. 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n°8C0004 "Conception et production  
artistique de la manifestation Cœur de Ville en  
lumières 2018"- Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **VU** le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

- Que le « Cœur de Ville en lumières », connaît depuis plus de quatre ans un succès toujours croissant tant par l'affluence record de spectateurs en ville, que par son impact médiatique et que la Ville a donc décidé de reconduire cette année encore, l'organisation de cet évènement très attendu du public mais aussi des professionnels du tourisme et de la restauration ;
- Que le projet consiste cette année en la mise en place de différents parcours originaux, touristiques, culturels et ludiques autour de nombreux sites, sur l'ensemble du centre-ville piéton de Montpellier et qu'il se déroulera durant 3 jours consécutifs : les 29-30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2018 (projections diffusées entre 18h30 et 22h30) ;
- Que « Cœur de Ville en lumières » 2018 reste une fête gratuite qui propose des œuvres urbaines éphémères sur de nombreux sites dans le centre-ville, ouverte à tout public pour un moment magique où la poésie, l'étonnement et l'émotion seront présent ;
- Que les propositions contenues permettront de toucher un public varié avec l'ambition d'utiliser des techniques de la lumière de haut niveau ;

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire réparti en 6 lots pour une durée de 6 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour l'ensemble des lots : la qualité artistique et esthétique pour 40%, la valeur technique pour 30% et le prix des prestations pour 30% ;
- Qu'après analyse de l'ensemble des offres, il est attribué :
  - le lot 1 du marché à l'entreprise Timothé Toury SARL, 70 rue Pouchet 75017 Paris, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - le lot 2 et 4 du marché à l'entreprise BLACHERE EVENTS, 520 chemin de Bassan 13360 Roquevaire, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - le lot 3 et 6 du marché à l'entreprise ID SCENES, 5 rue Saint Barthélemy 34000 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
  - le lot 5 du marché au Groupement d'entreprises HOLYMAGE SAS, 31 rue de Vincennes 93100 Montreuil / ID SCENES, 5 rue Saint Barthélemy 34000 Montpellier présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature du marché 8C0004 à l'entreprise :

- Timothé Toury SARL, pour un montant de 55 941 euros HT pour le lot 1
- BLACHERE EVENTS, pour un montant de 31 870 euros HT pour le lot 2 et 45 540 euros HT pour le lot 4
- ID SCENES, pour un montant de 42 000 euros HT pour le lot 3 et 9 000 euros HT pour le lot 6
- Groupement d'entreprises HOLYMAGE / ID SCENES, pour un montant de 30 000 euros HT pour le lot 5

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/07/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 02/08/2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
**Service Etat Civil**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018**  
**selon articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360**  
**du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, adjointe déléguée à la Sécurité Publique, Relations aux Publics et aux Affaires Militaires ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier souhaite indexer des actes de naissance du 01 Janvier 1989 au 07 Avril 2009 ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en date du 05 Juin 2018 conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics à compter de la notification du marché ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que le seuil maximum est de 44221,41 Euros H.T. sur la durée;
- Que la société FLASH COPY sise 2, rue Frédéric Bartholdi – 67 310 Wasselonne a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
- Montant des prestations : 40 %

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à procédure adaptée, non reconductible, sous la forme d'accord cadre à bons de commande à la société FLASH COPY sise 2, rue Frédéric Bartholdi – 67 310 Wasselonne pour un montant total maximum de 44221,41 Euros H.T.;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018, chapitre 930, de la Direction de la Relation aux Publics.
- D'autoriser Madame l'adjointe au Maire déléguée à la Sécurité Publique à signer les marchés avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire

Montpellier, le  
Madame l'Adjointe au Maire  
Lorraine ACQUIER

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**EXPERTISE JUDICIAIRE**  
**COMMUNE DE MONTPELLIER / AT**  
**ZWEIRAD**  
**DESORDRES VELO A ASSISTANCE**  
**ELECTRIQUE**  
**DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la Ville a conclu un marché avec l'entreprise AT ZWEIRAD portant sur la fourniture de vélos à assistance électrique (VAE) ;
- Qu'à la suite de la rupture de cadre de deux VAE, deux agents de la ville ont été victimes d'accidents ;
- Que la ville souhaite la désignation d'un expert judiciaire en vue de déterminer les causes et origines de la rupture du cadre des VAE ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 17 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n°8B0052 "Médiation en video mapping  
et jeux video Cœur de Ville en Lumières" -  
Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  - VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
  - VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA

**Considérant :**

- Que dans le cadre de l'édition 2018 de Cœur de Ville en Lumières, la ville souhaite, comme en 2017, faire participer les écoles professionnelles volontaires. Il est donc nécessaire de rechercher un accompagnement sous la forme d'une supervision des projets artistiques auprès des six écoles partenaires ainsi que toute la réalisation et le suivi technique des réalisations des étudiants.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire en 4 lots pour une durée de 6 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des 4 lots étaient les suivants :

**Projet Pédagogique : 30 points**

- Description du projet dans laquelle il faudra notamment préciser :
  - o Nombre de demi-journées d'intervention prévues dans les écoles
  - o Documents et supports pédagogiques mis à disposition

**Valeur Technique : 30 points**

- 1-Qualité des moyens techniques mis-en œuvre (Tour de projection, vidéoprojecteurs et audio, etc.) : 10 pts

- 2-Qualité d'intégration esthétique des matériels dans le paysage urbain : 3 pts
- 3-Moyens humains affectés au projet : 6 pts
- 4-Planning de conception et de mise en œuvre : 5 pts
- 6-Moyens proposés pour la prise en compte des aléas climatiques : 2 pts
- 7-Moyens prévus pour la sécurité du public : 2 pts
- 8-Moyens mis en œuvre Compensation carbone : 2 pts

**Prix : 40 points**

- Qu'après analyse :

- Pour le lot 1, l'entreprise ID SCENES, 5 rue Barthelemy 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.
- Pour le lot 2, l'entreprise ID SCENES, 5 rue Barthelemy 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.
- Pour le lot 3, l'entreprise ID SCENES, 5 rue Barthelemy 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.
- Pour le lot 4, l'entreprise ID SCENES, 5 rue Barthelemy 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché Médiation en video mapping et jeux video « Cœur de Ville en Lumières » à :

- Pour le lot 1, l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 15 000 euros HT
- Pour le lot 2, l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 15 000 euros HT
- Pour le lot 3, l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 15 000 euros HT
- Pour le lot 4, l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 7 500 euros HT

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/07/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Brigitte ROUSSEL-GALLANA

Publiée le : 02/08/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Événementiel - Protocole**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Construction de bureaux et de Hangars  
Locaux technique du Protocole  
Marché public n° 7D0014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire, Délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de construire des bureaux et hangars pour y accueillir les locaux techniques du Protocole ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 7D0014 « Locaux Techniques du Protocole – Construction de bureaux et hangars ».

Le marché est alloti en 13 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Gros oeuvre - Structure métallique
2	Bardage - Couverture
3	Menuiseries extérieures
4	Cloisons - Doublages - Faux-plafonds
5	Menuiseries intérieures
6	Revêtements de sols

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
7	Serrurerie - Portes sectionnelles
8	Peinture
9	Equipements de Cuisine « Immobiliers » et Cloisons isothermes
10	Ascenseurs
11	Electricité - Courants forts et faibles
12	Plomberie - Chauffage - Ventilation - Sanitaires
13	VRD

- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 12 mois) ;
- Qu'aucune offre n'a été reçue pour le lot 6 « Revêtements de sols », le lot est déclaré infructueux et sera relancé ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 15 mai 2018, a choisi les offres économiquement les plus avantageuses de :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>adresse de l'entreprise</i>
1	Gros oeuvre - Structure métallique	DEMATHEU&BARD/TRINQUIER	Parc Club du Millénaire, 1025 rue Henri Becquerel 34000 Montpellier
2	Bardage - Couverture	LANDRAGIN SAS	ZI du Grézan, 97 rue Charles Tellier 30034 Nîmes cedex 1
3	Menuiseries extérieures	ATELIER DUCROT SARL	630 rue des Fournels 34 400 Lunel
4	Cloisons - Doublages - Faux-plafonds	FPI	PAE la Tour 264 rue Denis Papin 34570 Montarnaud
5	Menuiseries intérieures	CARDONNET SARL	405 Rue des Avants 34270 Saint Mathieu de Trévières
7	Serrurerie - Portes sectionnelles	ATOLE SA	136 avenue des Razeteurs 34160 Castries
8	Peinture	ATELIER MEDITERRANEEN	374 rue Charles Nungesser Zone Fréjorgues Ouest 34130 Mauguio
9	Equipements de Cuisine « Immobiliers » et Cloisons isothermes	SALAGER SERRA	8 ZA les Baronnès 34730 Prades le Lez
10	Ascenseurs	OTIS	ZAC de Tournezy, 164 rue Maurice le Boucher 34070 Montpellier
11	Electricité - Courants forts et faibles	TECH ELEC SUD	51 chemin de la Rasimiere 34 380 Saint Martin de Londres

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>adresse de l'entreprise</i>
12	Plomberie - Chauffage - Ventilation - Sanitaires	SANITHERMIC	Parc D'activites Via Domitia 70 Avenue Des Cocardieres 34160 Castries
13	VRD	EUROVIA	Route de Lodève 34990 Juvignac

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer les lots du marché n° 7D0014 « Locaux Techniques du Protocole – Construction de bureaux et hangars » ainsi :

<i>Lo t</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>Montant € HT</i>
1	Gros oeuvre - Structure métallique	DEMATHEU&BARD/TRINQUIER	1.100.002,81
2	Bardage - Couverture	LANDRAGIN SAS	321.332,00
3	Menuiseries extérieures	ATELIER DUCROT SARL	77.734,00
4	Cloisons - Doublages - Faux-plafonds	FPI	80.989,00
5	Menuiseries intérieures	CARDONNET SARL	33.605,00
7	Serrurerie - Portes sectionnelles	ATOLE SA	130.333,20
8	Peinture	ATELIER MEDITERRANEEN	32.835,20
9	Equipements de Cuisine « Immobiliers » et Cloisons isothermes	SALAGER SERRA	107 089, 80
10	Ascenseurs	OTIS	25.250,00
11	Electricité - Courants forts et faibles	TECH ELEC SUD	112.144,78
12	Plomberie - Chauffage - Ventilation - Sanitaires	SANITHERMIC	192 228,72
13	VRD	EUROVIA	485 137,00
<b>TOTAL</b>			<b>2 698 681,51 €</b>

**Article 2 :** D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier 2018 Chapitre 900 - Fonction 020- Nature 23138.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/7/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le 24/7/2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances (VM)**  
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Direction de l'Education**  
**Modification des sous-régies de recettes pour les  
ALSH**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes des ALSH ;
- Vu la Décision du 29 mars 2012 relative à la Clôture des sous régie d'avances et de recettes des ALSH ;
- Vu la décision du 12 avril 2012 relative à la création d'une régie de recettes pour les ALSH ;
- Vu la décision n°2012/0214 du 26 avril 2012 relative à l'institution des sous-régies de recettes pour les « ALSH » ;
- Vu la décision n°2015/00331 du 10 août 2015 relative à la clôture et à la création de deux sous- régies de recettes pour les ALSH ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 5 juillet 2018 ;
- Vu l'arrêté n°VAR2018-0880 donnant délégation à Monsieur Max Levita ;

**Considérant :**



## Décision n° VD2018-294

- Que pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer la sous-régie de recettes ALSH MALRAUX Maternelle et de créer la sous-régie de recettes ALSH MICHEL de L'HOSPITAL Maternelle.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, à compter du 31/08/2018, Il est mis fin à la sous-régie signalée dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEUIL.	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE VALMORE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater : ROUX	96 rue du fb de figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
CENTRE ASTERIX	Centre Astérix Grammont	27733,avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elém : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
<b><u>MALRAUX</u></b>	<b><u>Mater: A.MALRAUX</u></b>	<b><u>Rue Joan Miro</u></b> <b><u>34000 Montpellier</u></b>
MALRAUX-CHARPAK	Elém: A.Malraux	Rue Joan Miro 34000 Montpellier

- Que, article 2, à compter du 01/09/2018, il est créé une sous-régie signalée dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEIL	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE VALMORE	Mater : M. DESBORDES Elém : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater: ROUX	96 rue du fb de figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier

## Décision n° VD2018-294

Centre Astérix	Centre Astérix Grammont	2733, Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
<u>MICHEL DE L'HOSPITAL</u>	<u>Mater: M.DE L'HOSPITAL</u>	<u>100 Rue Louis Lépine</u> <u>34000 Montpellier</u>
MALRAUX CHARPAK	Elem: A.MALRAUX	Rue Joan Miro 34000 Montpellier

- Que, article 3, les sous-régies encaissent les produits suivants :
  - La participation des familles et des organismes sociaux aux centres de loisirs sans hébergement, y compris les frais de cantine.
  - Que, article 4, les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
  - Numéraire,
  - Chèques bancaires,
  - Carte bancaire,
  - Internet,
  - Chèques vacances,
  - COSC
- Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures.
- Que, article 5, le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.
  - Que, article 6, le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
  - Que, article 7, le sous-régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.
  - Que, article 8, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27/7/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 20/7/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois

adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances (VM)**  
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Direction de l'Education Modification des sous-régies d'avances pour les ALSH**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes des ALSH ;
- Vu la Décision du 29 mars 2012 relative à la Clôture des sous régie d'avances et de recettes des ALSH ;
- Vu la décision du 12 avril 2012 relative à la création d'une régie de recettes pour les ALSH ;
- Vu la décision n°2012/0232 du 21 mai 2012 relative à l'institution des sous-régies d'avances pour les « ALSH » ;
- Vu la décision n°2015/00331 du 10 août 2015 relative à la clôture et à la création de deux sous- régies d'avances pour les ALSH ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 5 juillet 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 donnant délégation à Monsieur Max Levita ;

**Considérant :**

## Décision n° VD2018-295

- Que pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer la sous-régie d'avances ALSH MALRAUX Maternelle et de créer la sous-régie d'avances ALSH MICHEL de L'HOSPITAL Maternelle.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, à compter du 31/08/2018, il est mis fin à la sous-régie signalée dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEIL	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater : ROUX	96 rue du faubourg de Figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier

SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
CENTRE ASTERIX	Centre Astérix Grammont	Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
<b>MALRAUX</b>	<b>Mater: A.MALRAUX</b>	<b>Rue Joan Miro 34000 Montpellier</b>
MALRAUX-CHARPAK	Elém: A.Malraux	Rue Joan Miro 34000 Montpellier

- Que, article 2, à compter du 01/09/2018, il est créé une sous-régie signalée dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEIL	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater : ROUX	96 rue du faubourg de Figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier

## Décision n° VD2018-295

LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
CENTRE ASTERIX	Centre Astérix Grammont	Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
<b><u>MICHEL DE L'HOSPITAL</u></b>	<b><u>Mater: M.DE L'HOSPITAL</u></b>	<b><u>100 Rue Louis Lépine 34000 Montpellier</u></b>
MALRAUX CHARPAK	Elem: A.MALRAUX CHARPAK	Rue Joan Miro 34000 Montpellier

- Que article 3, les sous-régies paient les dépenses suivantes :
  - Dépenses liées aux sorties ponctuelles organisées par les animateurs pour le divertissement des enfants,
  - Achat de fournitures et petits matériels nécessaires pour les activités,
  - Achat alimentaires pour les enfants.
- Que article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :
  - Numéraire,
- Que article 5, le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives d'avances tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que article 6, le sous-régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.
- Que article 7, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/7/2018  
 Monsieur le Premier Adjoint  
 Max LEVITA

Publiée le : 30/7/2018  
 Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété VILLEDIEU**  
**Lots 17 et 19 - 25 rue de Verdun**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Montpellier approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 20 juin 2018.

**Considérant :**

**Décision n° VD2018-296**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 25 avril 2018, Monsieur Jérôme VILLEDIEU a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial avec une cave, formant les lots 17 et 19 de la copropriété située 25 rue Verdun, cadastrée section HM 274, au prix de 160.000 € plus 10.000 € de commission d'agence ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, pour faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance ;
- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Jérôme VILLEDIEU, située 25 rue de Verdun, cadastrée section HM 274, au prix de 144.000 € plus 10.000 € de commission d'agence ;

## Décision n° VD2018-296

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le  
Madame l'Adjointe au Maire  
Chantal MARION

12 JUL. 2018

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Extension et Réaménagement partiel  
de l'Ecole Pape Carpentier  
Marché Public n° 8D0015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ».

Le marché est alloté en 12 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Gros œuvre
2	Couverture
3	Menuiseries extérieures
4	Serrurerie
5	Cloisons - doublages - faux plafonds
6	menuiseries intérieures
7	Revêtement de sols durs - faïences
8	Peinture - revêtement de sols souples
9	Appareil élévateur
10	Chauffage - ventilation - plomberie

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
11	Electricité - courants forts et faibles
12	VRD

- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 14 mois dont 11 mois de chantier pour la construction neuve, y compris la période de préparation de 1 mois.) ;
- Qu'aucune offre n'a été reçue pour le lot 3 « Menuiseries extérieures », ainsi que pour le lot 12 « VRD », les lots sont déclarés infructueux et seront relancés ;
- Que pour le lot 6 « Menuiseries intérieures » les offres reçues sont bien plus élevées que l'estimation de la maîtrise d'œuvre, le lot sera relancé ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 19 juin 2018, a retenu les offres économiquement les plus avantageuses de :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>adresse de l'entreprise</i>
1	Gros oeuvre -	SARL LE MARCORY	1 avenue de Montpellier 34800 Clermont l'Hérault
2	Couverture	STRUCTURE BOIS COUVERTURE/ INEO MIDI PYRENEES LR	Rue du Puits du Marin 34920 Le Crès
4	Serrurerie	SARL TECHNICFER	150 rue du Mas de Bringaud BP 95592 34071 Montpellier cedex 3
5	Cloisons - doublages - faux plafonds	EP3	1373 chemin des Près 34590 Marsillargues
7	Revêtement de sols durs - faïences	SARL Revêtement du Sud PROCERAM	14 rue du Libron ZAE Bonne Source BP 9 34450 Vias
8	Peinture - revêtement de sols souples	SARL SPC REVETEMENT	83 rue Yves Montand Parc 2000 34080 Montpellier
9	Appareil élévateur	NSA	ZE du Grand Large 6 rue de la Goélette 86280 Saint Benoit
10	Chauffage - ventilation - plomberie	SAS V2O ENERGIE	31 impasse Jacquard 34170 Castelnau le Lez
11	Electricité - Courants forts et faibles	TEC ELEC SUD	51 chemin de la Rasimière 34380 Saint Martin de Londres

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer les lots du marché n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier », pour un montant total de 2 184 273,61 € HT, décomposé comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>Montant EUROS HT</i>
1	Gros œuvre -	SARL LE MARCORY	1 095 000, 00

**Décision n° VD2018-297**

<i>Lo t</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>Montant EUROS HT</i>
2	Couverture	STRUCTURE BOIS COUVERTURE/ INEO MIDI PYRENEES LR	235 659, 65
4	Serrurerie	TECHNICFER	96 266, 02
5	Cloisons - doublages - faux plafonds	EP3	169 000, 00
7	Revêtement de sols durs - faïences	REVETEMENT DU SUD PROCERAM	109 642, 89
8	Peinture - revêtement de sols souples	SPC REVETEMENT	79 944, 78
9	Appareil élévateur	NSA	22 800, 00
10	Chauffage - ventilation - plomberie	SAS V2O ENERGIE	199 500, 00
11	Electricité - Courants forts et faibles	TEC ELEC SUD	176 460, 27

**Article 2 :** D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 AOUT 2018  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Sonia KERANGUEVEN**



**Publiée le :** 21 AOUT 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Construction des Halles Alexandre Laissac****Marchés pour la réalisation des travaux  
d'aménagement des espaces publics sur le  
pourtour des halles Laissac**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
  - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR2018-2463 donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Commune est maitre d'ouvrage de l'opération halles et place Laissac ;
- Que la maîtrise d'ouvrage a été délégué par décision n°2016/0448 du 16/12/2016 à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;
- Qu'outre la construction des halles, cette opération comprend l'aménagement des espaces publics afférents ;
- Que pour ceux-ci, a été lancé un appel d'offres ouvert, dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (art.67 et 68 du décret) ;
- Qu'après analyse des offres suivant les critères de valeur technique (60%) et du prix (40%), la commission d'attribution qui s'est réunie le 17 juillet 2018 a retenu les offres de : l'entreprise EIFFAGE pour le lot n°1, du groupement ELIT RESEAUX / REEL MEDITERRANEE pour le lot n° 2, l'entreprise SNEF pour le lot n° 3, l'entreprise POUSSE CLANET pour le lot n°4.

**Décision n° VD2018-300****Décide en conséquence :**

- D'approuver les choix suivant :

- Lot n°1, Voirie ; l'offre de l'entreprise EIFFAGE, pour le marché n° 2907 T 18.01 et la somme de 593 951.70 € HT
- Lot n°2, Eclairage public ; l'offre du groupement ELIT RESEAUX / REEL MEDITERRANEE pour le marché n° 2907 T 18.02 et la somme de 66 570.36 € HT
- Lot n°3, Régulation trafic ; l'offre de l'entreprise SNEF, pour le marché 2907 T 18.03 et la somme de 127 287.24 € HT
- Lot n°4, Espaces verts ; l'offre de l'entreprise POUSSE CLANET, pour le marché 2907 T 18.04 et la somme de 7 177.30 € HT

- Que la durée globale, tous lots confondus, est de 12 mois.
- De déclarer le lot 5 (Protections seuils riverains) infructueux en l'absence d'offre et ainsi de mettre en œuvre une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable (art 30 I 2° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016).
- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer tous documents relatifs à cette affaire,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB V87000, chapitre 905.
- De charger de l'exécution de cette décision, le Directeur Général de Services et Mme la Trésorière pour chacun en ce qui les concerne

Montpellier, le 23 Aout 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

**Publiée le :** 24 Aout 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Paysage et Biodiversité**  
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Marché Public - Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier - N°8D0008**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'ouverture et la fermeture des parcs et squares de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ainsi que l'article 78 du même décret relatif aux accords-cadres sous la forme d'un marché à bons de commandes, non alloti, avec un opérateur économique, pour une durée d'un an avec une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%)
  - prix des prestations (40%)
- Que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 17/07/2018 a attribué le marché à l'entreprise T2S GARDIENNAGE, sise 145 rue Joe Dassin 34080 Montpellier présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché « ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier » à l'entreprise T2S GARDIENNAGE, pour un montant de 1 600 000 euros HT.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 935, section de fonctionnement.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 AOUT 2018  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER

**Publiée le :** 22 AOUT 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Autorisation de signer l'avenant n°1 au contrat de  
location du 1er juillet 1998 - ACM Habitat -  
Office Public de l'Habitat de Montpellier  
Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier -  
85 rue des Passereaux**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances.

**Considérant :**

- Que lors de la rédaction du contrat de location en date du 1<sup>er</sup> juillet 1998 par ACM, pour la mise à disposition d'un local situé 85 rue des Passereaux, ce local se composait de deux parties (de 51 m<sup>2</sup> et 61 m<sup>2</sup>) sous un même numéro d'enregistrement de bien chez ACM. La deuxième partie (61 m<sup>2</sup>) est occupée par la Ville depuis le début du contrat de location, la première partie ayant été rétrocédée à ACM. Aujourd'hui, ACM Habitat souhaite attribuer un nouveau numéro d'enregistrement à la première partie du local (51 m<sup>2</sup>) afin de le remettre en location ;
- 
- Qu'afin d'attribuer ce nouveau numéro d'enregistrement correspondant à la première partie du local, ACM propose de signer un avenant au contrat d'origine datant du 1<sup>er</sup> juillet 1998, sans changer les autres articles du contrat d'origine.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de location ci-dessus désigné ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 17 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2018-2021 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VAR21018-2463 du 28 juin 2018, donnant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage mandatant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

**Considérant :**

- Que par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en accessibilité 105 ERP de la Ville pour la période 2018 -2021;
- Que pour la mise en accessibilité des ERP du programme 2018-2021, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Qu'une consultation a été lancée, dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon la procédure d'appel d'offres ouvert (art 67 et 68 du décret) en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum en valeur, alloti en 8 lots ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix : 40 % ;
- Que la commission d'appel d'offres de la Ville, lors de sa séance du 24 juillet 2018, a jugé comme économiquement les plus avantageuses les offres des entreprises ci-dessous désignées :

- **Lot n°1 A Ascenseurs** : L'entreprise GUINET.
- **Lot 1 B Elévateurs** :  
Le lot a été déclaré infructueux. Le lot sera relancé.
- **Lot n°2 Interphonie / visiophone / électricité** :  
L'entreprise ENGIE INEO
- **Lot n°3 Maçonnerie, cloisonnement, carrelage, revêtement, peinture, VRD** :  
L'entreprise S.A.S. DARVER (mandataire).
- **Lot n°4 Marquage Signalétique** :  
L'entreprise EO GUIDAGE.
- **Lot n°5 Menuiserie Serrurerie** :  
L'entreprise ALVAREZ FRERES (mandataire).
- **Lot n°6 Plomberie** :  
Les entreprises CHICHE et ENERSOL.
- **Lot n°7 Multi Services** :  
Le lot a été déclaré infructueux et ne sera pas relancé.

#### Décide en conséquence :

**Article 1 :** D'autoriser la signature des marchés n° 2993 T18-01 « Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2018 -2021 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier » avec les entreprises :

- **GUINET** - Jardin des Entreprises - BtA 290 - chemin de Saint Dionisy - 30 980 LANGLADE - *pour le lot 1 A Ascenseurs*, accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- **ENGIE INEO** - ZA Font de la Banquière - Le Météor - BP 20032 - 34872 LATTES Cedex - *pour le lot 2 Interphonie / visiophone / électricité*, accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- **S.A.S. DARVER / FPI** - 445, Avenue des Razeteurs - 34 160 CASTRIES - *pour le lot 3 Maçonnerie, cloisonnement, carrelage, revêtement, peinture, VRD*, accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- **EO GUIDAGE SAS** - 6 rue des Aulnes - 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR - *pour le lot 4 Marquage Signalétique*, accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- **ALVAREZ FRERES/FERNANDEZ** - Espace commercial Fréjorgues ouest - 481 rue Hélène Boucher 34 130 MAUGUIO et FERNANDEZ Cédric - Ecoparc de Bel Air - 278 rue Andromède - 34 570 VAILHAUQUES - *pour le lot 5 Menuiserie Serrurerie*, accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- **Les entreprises CHICHE Garosud** - 9 rue Patrice Lumumba - 34070 MONTPELLIER **et ENERSOL** - Parc d'activités VIA DOMITIA - 70 avenue des Cocardières - 34 160 CASTRIES - *pour le lot 6 Plomberie*, accords-cadres à bons de commande sans minimum ni maximum.

D'autoriser la SA3M à relancer une procédure d'appel d'offres ouvert pour le lot N° 1 B Appareil élévateurs.

De déclarer le lot 7 Multiservices infructueux.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif de la Ville, chapitre 900 à 909.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 09 AOUT 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres  
ouvert n° 8D0006  
Acquisition et location de protections en béton  
anti intrusion aux véhicules béliers pour la Ville  
de Montpellier  
Autorisation à signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR 2018-0890 du 02 mars 2018 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR2018-2821 du 24 juillet 2018 donnant délégation de signature de suppléance à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier souhaite acquérir et louer des protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers pour la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée en date du 26 mars 2018 conformément aux dispositions des articles 25-I – 1° alinéa et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un seuil annuel maximum de 150 000,00 Euros H.T., passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que l'accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification et peut faire l'objet de trois reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an ;
- Que la valeur estimée de l'accord cadre est de 600 000,00 Euros H.T. sur la durée totale de quatre ans ;



**Décision n° VD2018-305**

- Que les critères de jugement des offres sont les suivants :
  - o Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
  - o Montant des prestations : 40 %
- Que la société BLOCSTOP sise 7 impasse du Bidaou – 33610 Cestas a présenté une offre économiquement avantageuse selon les critères de jugement.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'appel d'offres ouvert sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel de 150 000,00 Euros H.T. à la société BLOCSTOP sise 7 impasse du Bidaou 33610 Cestas sur une période initiale d'un an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville - Chapitres : 901 et 931 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint au Maire délégué, à signer les marchés avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 02/08/2018  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Gérard CASTRE



Publiée le : 02/08/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition du site "Le petit  
bois de la chaumière" au bénéfice de l'association  
Moovment Event pour l'organisation du festival  
Family Pikinik 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association Moovment Event a sollicité la mise à disposition du site du « petit bois de la chaumière », à Montpellier, en vue d'y organiser le festival Family Pikinik, du 3 au 5 août 2018 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations sur le site ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation du site du « petit bois de la chaumière », jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/08/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 06/08/2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Halles et place Alexandre Laissac**

**Marché de prestation de service pour la  
réalisation de la signalétique intérieure et  
extérieure des halles Laissac  
Marché numéro 2907 1802**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
  - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR2018-2463 donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Commune est maitre d'ouvrage et maitre d'œuvre de la construction des halles Laissac ;
- Que la maîtrise d'ouvrage a été délégué par décision n°2016/0448 du 16/12/2016 à la Société d'Aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;
- Qu'outre la construction des halles et l'aménagement des espaces publics afférents, cette opération comprend la signalétique à l'intérieur et à l'extérieur des halles ;
- Qu'au terme d'une consultation passée en procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur, dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de celles du décret n°2016, selon la procédure suivante : procédure adaptée directe avec possibilité de négociation, il est proposé de retenir l'offre de de l'entreprise UNsens.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver à cet effet le rapport de présentation d'analyse des offres permettant de retenir l'offre de l'entreprise UNsens pour la somme de 15 925.00 € HT ;

- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer tous documents relatifs à cette affaire ;
- Que la durée du marché correspondant à 3,5 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905 ;
- De charger de l'exécution de cette décision, Monsieur le Directeur Général de Services et Madame la Trésorière pour chacun en ce qui les concerne

Montpellier, le 08 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 09 AOUT 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Etat Civil

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché à procédure adaptée du 05 juin 2018  
N°8B0053  
Avenant numéro 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux Publics et aux Affaires militaires ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier souhaite indexer des actes de naissance dans le cadre de la mise en œuvre de COMEDec à partir du 01 Novembre 2018 ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en date du 05 Juin 2018 conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que le seuil maximum est de 44 221,41 Euros H.T. sur la durée;
- Que la société FLASH COPY sise 2, rue Frédéric Bartholdi – 67310 Wasselonne a été désigné attributeur du marché N° 8B0053 par décision N° VD2018-286.
- Que suite à une erreur matérielle, le présent avenant a pour objet de modifier la période d'indexation des actes de naissances du lot 1 et du lot 2

**Décide en conséquence :**

- De modifier la décision N° VD2018-286 par la présente décision et son avenant N°1 ;
- D'indiquant que les lots seront découpés comme tels :
  - o Lot 1 : Du 01/01/1973 au 31/12/1988 soit 82 510 actes ;
  - o Lot 2 : Du 01/01/1955 au 31/12/1972 soit 67 376 actes ;
- D'autoriser toutes personnes ayant reçu délégation à signer les marchés avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **13 AOUT 2018**  
Madame l'Adjointe au Maire  
Lorraine ACQUIER

Publiée le : **13 AOUT 2018**  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n°8D0040 "Location, pose et dépose de  
décorations lumineuses et illuminations de Noël"  
- Marché subséquent n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'installer sur le domaine public, à l'occasion des fêtes de fin d'année, des décorations lumineuses et illuminations de Noël sur certains sites de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée initiale d'un an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique 70 %
  - Prix des prestations 30 %
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 juillet 2018 a :
  - attribué le marché au Groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS-TRAVESSET.

Le Groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS-TRAVESSET, Zone Industrielle, 84400 APT, présentant une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'autoriser la signature du marché « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël » au Groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS-TRAVESSET, pour un montant de 352 245,47 €HT euros HT ;

**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936 ;

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 SEP. 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

**Publiée le :** 12 SEP. 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché de travaux de réalisation d'un système  
de production et de distribution de chaud et froid  
pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5  
de l'ancien Hôtel de Ville**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° 2016-0041 du 15 février 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-2463 du 28 juin 2018, donnant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire Déléguée ;

**Considérant :**

- Que par décision n° 2016-0041 du 15 février 2016, une convention de mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier, a été signée avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à des travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et de froid pour les plateaux de bureaux de R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville situé 1 place Francis Ponge à Montpellier ;
- Que dans ce cadre, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Qu'en conséquence une procédure adaptée ouverte a été lancée le 29 mai 2018, conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ;
- Que le marché se décompose en tranches, à savoir 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles définies comme suit :
  - o tranche ferme portant sur les travaux du R+2 et du R+4 ;
  - o tranche optionnelle 1 portant sur les travaux du R+3 ;
  - o tranche optionnelle 2 portant sur les travaux du R+5 ;

- Qu'aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits ;
- Que par conséquent, il a été décidé de déclarer la consultation infructueuse ;
- Qu'en application de l'article 30-I-2° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il a été décidé de recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable ;
- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (délai d'exécution 4 mois) ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement de l'offre étaient les suivants : valeur technique 60 % et prix 40 % ;
- Qu'après analyse de l'offre, selon les critères techniques et financiers, tels que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport du 16 juillet 2018, de retenir l'offre du groupement ENGIE AXIMA/INEO MP LR/FPI, comme économiquement la plus avantageuse ;
- Que la Commission d'Appel d'offres, lors de sa séance du 24 juillet 2018, a jugé l'offre du groupement ENGIE AXIMA/INEO MP LR/FPI, comme économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** d'autoriser la signature du marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et de froid pour les plateaux de bureaux de R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville, avec le groupement désigné comme suit :

- Mandataire : ENGIE AXIMA – 1 place des Degrès – Tour Voltaire  
92 059 PARIS LA DEFENSE CEDEX
- 2<sup>ème</sup> cotraitant : INEO MP LR – 16 rue Claude Marie Perroud - BP 34749-31047  
TOULOUSE CEDEX 01
- 3<sup>ème</sup> cotraitant : F.P.I. – PAE La Tour – 264 rue Denis Papin  
34570 MONTARNAUD

Pour un montant total, toutes tranches confondues, de **426 264,74 € HT**.

**Article 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville – chapitre 900.

**Article 3 :** d'autoriser toutes personnes ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 AOUT 2018**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**

**Publiée le :** 09 AOUT 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une  
procédure adaptée pour l'achat de pièces  
détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville.  
8B0031**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;


**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville répondant aux besoins et manifestations proposés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0031) a été lancée, en date du 4 juin 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 % pour le prix, 25 % pour l'exhaustivité du tarif pièces distributeur public dans l'objet du marché, 10 % pour la mémoire de l'assistance technique et 5% le délai réduit de livraison / mise à disposition ;
- Qu'après analyse, la société BIKE SHOP CYRPEO, 427 rue Hélène BOUCHER, 34130 MAUGUIO, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

**Décision n° VD2018-312****Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de pièces détachées pour VTT, VAE et Vélos Ville 8B0031 » à l'entreprise BIKE SHOP CYRPEO, pour un montant total maximum de commandes de 80 000.00 € H.T., pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/09/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 03/09/2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Extension et réaménagement partiel de l'école  
maternelle Pape Carpentier  
Marché public N°8D0015 Relance des lots N°3  
"Menuiseries extérieures"  
N°6 "Menuiseries intérieures" et N°12 "VRD"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de prévoir l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier ».

Le marché est alloté en 12 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Gros œuvre
2	Couverture
3	Menuiseries extérieures
4	Serrurerie
5	Cloisons - doublages - faux plafonds
6	Menuiseries intérieures
7	Revêtement de sols durs - faïences
8	Peinture - revêtement de sols souples
9	Appareil élévateur
10	Chauffage - ventilation - plomberie

**Décision n° VD2018-314**

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
11	Electricité - courants forts et faibles
12	VRD

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 9 juillet 2018, a choisi les offres économiquement les plus avantageuses, excepté pour les lots 3 « Menuiseries extérieures » et 12 « VRD », déclarés infructueux, ainsi que le lot 6 « Menuiseries intérieures » ayant reçu uniquement des offres inacceptables ;
- Que suite à la relance des lots précités, la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 17 juillet 2018, a choisi les offres économiquement les plus avantageuses de :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>adresse de l'entreprise</i>
6	Menuiseries Intérieures	DUCROT	CHEM Quintigny 39210 Arlay
12	VRD	ASTRUC	ZAE des Trois Ponts 300, rue des Creisses 34090 Fabrègues

- Que la seule offre reçue pour le lot 3 est déclarée irrégulière, le lot sera relancé ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% ;
- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 14 mois dont 11 mois de chantier pour la construction neuve, y compris la période de préparation de 1 mois.) ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer les lots relancés du marché n° 8D0015 « Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier », pour un montant total de 301 064,38 € HT, décomposé comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nom</i>	<i>Montant EUROS HT</i>
6	Menuiseries Intérieures	DUCROT	189 400,00
12	VRD	ASTRUC	111 664,38

**Article 2 :** D'imputer la dépense sur le budget Primitif de la Ville de Montpellier, Chapitre 902 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 21 AOUT 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Mandat de gestion technique  
de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente  
Avenant n° 3**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature du mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Vu la décision n° 2017/0058 du 14 février 2017 autorisant la signature d'un avenant n° 1 portant modification de l'article 3.1 alinéa 3 et l'article 9.2 du mandat de gestion de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Vu la décision n° VD/2017/115 du 30 juin 2017 autorisant la signature d'un avenant n° 2 portant modification de l'article 3.1 alinéa 2 du mandat susmentionné ;
- Vu l'arrêté n°VAR2018 du 28 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe au Maire ;
- Vu le projet d'avenant n° 3 relatif à ce mandat ;

**Considérant :**

- Que par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Que par décision n° 2017/0058 du 14 février 2017, un avenant n° 1 à ce mandat a été signé afin qu'il appartienne au mandataire et non au mandant de souscrire tous les contrats d'assurance relatifs au mandat ;
- Que par décision n° VD/2017/115 du 30 juin 2017, un avenant n° 2 à ce mandat a été signé précisant le budget d'investissement maximum de travaux de 50 000 € TTC pour l'année 2017 ;
- Qu'un avenant n°3 est nécessaire à ce mandat car il convient de préciser d'une part, la modification de l'article 3.1 concernant le budget d'investissement 2019 fixée à 130 000 € HT. D'autre part, la modification de l'article 7, auquel est ajouté l'article « 7-1-3 Désamiantage » entraînant une rémunération fixe du mandataire d'un montant de 2 837,50 € HT, pour la mission de suivi des travaux de désamiantage du niveau R-3 de l'ancien Hôtel de Ville ;



**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente signé avec la SA3M ;

**Article 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 3 :** de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AOÛT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA



**Publiée le :** 22 AOÛT 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester - Pourvoi de la commune de  
Montpellier contre l'arrêt de la Cour  
administrative d'appel de Marseille du 23 mai  
2018 qui a annulé le jugement n° 1503013 du  
Tribunal administratif de Montpellier du 7  
février 2017 ainsi que le contrat de projet éducatif  
territorial**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que l'arrêté préfectoral n°2015/0049 du 11 mars 2015 fixe la liste des communes et des EPCI signataires d'un projet éducatif territorial (PEDT);
- Que la Ville de Montpellier a signé le contrat de PEDT ;
- Que par un arrêt n° 17MA01506 du 23 mai 2018, la Cour administrative d'appel de Marseille a annulé d'une part, le jugement n° 1503013 du Tribunal administratif de Montpellier du 7 février 2017 et, d'autre part, le contrat de projet éducatif territorial ;
- Que la commune a introduit un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 23 mai 2018 ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

## Décision n° VD2018-317

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP LYON-CAEN & THIRIEZ devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 930.

Montpellier, le 17/08/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 21/08/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION**  
**Espaces Naturels Sensibles du Département**  
**Propriété CRASSOUS**  
**1154 avenue de Saint Maur**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  - Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2122-22 et L 2122-23 ;
  - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu les articles L 215-1 à L 215-24 et R 215-1 à R 215-19 du code de l'urbanisme ;
- Vu l'arrêté du Conseil Général de l'Hérault du 16 juin 1983 portant création d'une zone de préemption dans le cadre du Périmètre Sensible Départemental ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux ;
- Vu la décision du Conseil départemental du 25 juin 2018.

**Considérant :**

- que le 15 juin 2018, Monsieur Jean CRASSOUS a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner auprès du Département de l'HERAULT au titre des Espaces Naturels Sensibles du Département, concernant un terrain nu de 4.217 m<sup>2</sup> à détacher d'un plus grand corps, situé 1154 avenue de Saint Maur, cadastré section CK 484, au prix de 37.953 € ;
- que le Département de l'HERAULT a renoncé à exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur CRASSOUS ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption par substitution au Département de l'HERAULT, conformément à l'article L 215-7 du Code l'urbanisme, sur ce bien afin d'aménager et ouvrir au public cet espace naturel ;

- que ce terrain situé en bordure du Lez a été classé par le Département de l'HERAULT dans les Espaces Naturels Sensibles et que le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de MONTPELLIER le classe en zone naturelle N-2 couvrant des secteurs naturels à usage de loisirs urbains (secteurs naturels aménagés ou à aménager) ;

- que cette parcelle est également impactée par deux emplacements réservés inscrits au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de MONTPELLIER, l'un, portant le n° C 13, destiné à la création d'un cheminement piéton le long du Lez, l'autre, portant le n° R 8 concernant l'aménagement de terrains de sports et équipements annexes ;

- que l'acquisition de ce terrain permettra à terme d'aménager l'espace naturel qui borde cette rive du Lez par la réalisation d'équipements légers compatibles avec son caractère naturel en vue de son ouverture au public. La Ville est déjà propriétaire des parcelles voisines CK 98 et 99 déjà aménagées en partie.

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption, par substitution du Département de l'HERAULT, sur la propriété de Monsieur Jean CRASSOUS, située 1154 avenue de Saint Maur, cadastrée section CK 484p, au prix de 37.953 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27, ligne de crédit 22869 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le **23** AOUT 2018  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Publiée le : 23 AOUT 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Ville c/ Mme Natalie LECHAT**  
**Recours contre le retrait de son autorisation**  
**d'étal aux Halles Jacques Cœur**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Mme Isabelle MARSALA, Adjoint Déléguée ;

**Considérant :**

- Que Mme Natalie LECHAT a introduit un recours (instance n°1803817-4) contre la décision de retrait de son étal n°14 aux Halles Jacques Cœur ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Paliès – Noy – Gauer et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/08/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

**Publiée le : 21/08/2018**  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Contentieux**  
**Ville c/ SCI BELLEVAL**  
**Recours contre des titres relatifs à l'occupation**  
**du domaine public**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Mme Isabelle MARSALA, Adjoint Déléguée ;

**Considérant :**

- Que la SCI BELLEVAL a introduit un recours (instance n°1803403-4) contre les titres de recettes émis le 26/04/2018 en raison de l'occupation du domaine public qui lui a été consentie ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Paliès – Noy – Gauer et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

**Publiée le :** 21/08/2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, du**  
**domaine de la Ville et de logements de fonction**  
**Marché 4D0018**  
**Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-2463 du 28 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire;
- Vu la décision n° 2014/0245 du 30 juillet 2014 autorisant la signature du marché n° 4D0018 « Mandat de gestion de la Maison des syndicats, de divers locaux du domaine de la Ville et de logements à usage de logements de fonction ».
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché 4D0018 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

**Considérant :**

- Qu'un marché n°4D0018 « Mandat de gestion de la Maison des syndicats, de divers locaux du domaine de la Ville et de logements à usage de logements de fonction » a été lancé ;
- Que par décision du 30 juillet 2014, le marché a été attribué à la Société ICADE PROPERTY MANAGEMENT – 45 bd Strasbourg – 31000 Toulouse ;
- Que ce marché a été conclu, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour un an renouvelable trois fois, et se terminant au maximum le 7 septembre 2018 ;
- Que les besoins de la maîtrise d'ouvrage ont évolué, et qu'il s'avère nécessaire d'adapter les missions du prochain titulaire ;



- Qu'il convient de permettre aux équipes d'assurer la transition avec la future organisation interne ;
- Qu'au vu des délais de consultation, le prochain marché ne pourra être notifié avant le 7 septembre 2018 ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de prolonger la durée de ce marché de trois mois, soit jusqu'au 8 décembre 2018 ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'approuver l'avenant n°1 ayant pour objet une prolongation de trois mois du marché 4D0018 « Mandat de gestion de la Maison des syndicats, de divers locaux du domaine de la Ville et de logements à usage de logements de fonction » ;

**Article 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 28 AOUT 2018

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Travaux et Maintenance**  
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Acquisition, fourniture et pose de Bâtiments  
modulaires pour l'école  
Léo MALET  
MARCHE N°8D00226011**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder à l'acquisition et la pose de bâtiments modulaires pour l'école Léo Malet sise 5, allée Pierre Carabasse à Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public en Appel d'Offres Ouvert ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% évaluée d'après le mémoire technique, prix des prestations 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 juillet 2018 a attribué le marché à l'entreprise ALGECO, ZI Les Estroublans, 21 avenue de Rome, 13742 Vitrolles cedex, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'autoriser la signature du marché : Acquisition, fourniture et pose de bâtiments modulaires pour l'école Léo MALET à l'entreprise ALGECO pour un montant de 181 800 euros HT (solution de base) ;

**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 902 ;

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31/08/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 03/09/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité**  
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Avenant N°1 au marché "Nettoyage des espaces verts" N° 4D0031**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts ;
- Vu la décision N°2014/0276 attribuant le marché n° 4D0031 « Nettoyement des espaces verts » à l'entreprise SUD SERVICE, pour un montant de 3 040 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;

### **Considérant :**

- Que le marché de nettoyage n°4D0031 attribué à l'entreprise Sud Service prend fin le 14/09/2018 ;
- Que la procédure actuelle ne permet pas de désigner un titulaire à l'issue du marché en cours ;
- Qu'il convient d'assurer la continuité du service public avant le début d'exécution du prochain marché issu d'une consultation ;

### **Décide en conséquence :**

- De prolonger la durée du marché en cours d'exécution, pour une période de 4 mois, sans modification des termes du contrat et sans modification du montant maximum initial ;
- D'autoriser la signature de l'avenant au marché « nettoyage des espaces verts » à l'entreprise SUD SERVICE ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 935 ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le** 29 Août 2018  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Henri de VERBIZIER**

**Publiée le :** 30 Août 2018  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n° 6D0050**  
**Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix**  
**de Lavit**  
**Lot 11 : Electricité courants forts, courants**  
**faibles**  
**Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n° 6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit ».
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché 6D0050 concernant le lot 11 : Electricité courants forts, courants faibles ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

**Considérant :**

- Qu'un marché n° 6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit » a été lancé ;
- Que par décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017, le lot 11 « Electricité, courants forts, courants faibles » du marché n° 6D0050 a été attribué à la société SPIE SUD-OUEST  
Adresse de l'établissement qui exécute le marché : PA Marcel Dassault – 170 rue Henri Farman – BP 70339 – 34435 Saint Jean de Védas cedex ;
- Que SPIE SUD-OUEST a fait l'objet d'une fusion-absorption au profit d'une seule et même société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE en date du 30/06/2018.

**Décision n° VD2018-330**

- Qu'un avenant n° 1 au marché n° 6D0050 lot 11« Electricité, courants forts, courants faibles » est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de SPIE SUD-OUEST à SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE ;
- Que SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial à compter du 01/07/2018;

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 6D0050 lot 11« Electricité, courants forts, courants faibles » ayant pour objet le transfert du contrat de la société SPIS SUD OUEST à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE en date du 01/07/2018 ;

Adresse de l'établissement qui exécute le marché : BP 19 – 4 avenue Jean Jaurès – 69320 SEYZIN.

**Article 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 SEP. 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 12 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n° 8B0020 ' Rénovation et mise en valeur**  
**de l'Eglise Sainte-Croix de Celleneuve '**  
**Diagnostic Sanitaire de l'état des pierres**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la connaissance et la mise en valeur de son patrimoine, la Ville de Montpellier, souhaite réaliser un diagnostic de l'église Sainte Croix de Celleneuve pour en connaître l'état sanitaire, ainsi que pour assurer la sécurité des personnes sur la voie publique suites à des chutes de pierres, il est donc nécessaire de réaliser un diagnostic sanitaire de l'état des pierres ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 3 mois à compter de la date de notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60 %
  - Prix : 40 %
- Qu'après analyse, l'entreprise STUDIOLO (6 rue des Haudriettes, 75003 PARIS) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**



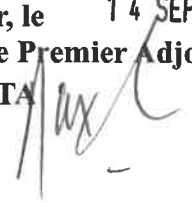
**Article 1 :** D'attribuer le marché n° 8B0020 : « Rénovation et mise en valeur de l'Eglise Sainte-Croix de Celleneuve-Diagnostic Sanitaire de l'état des pierres » à l'entreprise STUDIOLO, pour un montant de 33 909 € HT ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 900 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 17 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des  
Chœurs à l'association CHORRESPONDANCE  
les 1er et 2 septembre 2018 et les 1er, 2 et 3  
novembre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'Association CHORRESPONDANCE a fait une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs et la Maison des Chœurs complète le 1er septembre de 10h à 14h, le 2 septembre de 10h à 18h, le 1<sup>er</sup> novembre de 14h à 20h, le 2 novembre de 9h à 19h et le 3 novembre de 10h à 22h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 570 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 30 AOUT 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

**Publiée le :** 31.08.2018  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Energie

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché 5D0014A - Avenant pour cession de la  
société SPIE SUD-OUEST à la société SPIE  
INDUSTRIE ET TERTIAIRE  
Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances;
- Vu la décision N°2015/0262 attribuant le marché n° 5D0014A du marché « Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations de chauffage ventilation climatisation sur les bâtiments communaux » à l'entreprise SPIE SUD OUEST, pour un montant de 4 000 000 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de quatre années (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de réaliser des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations de chauffage ventilation climatisation sur les bâtiments communaux ;
- Qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande (N° 5D0014A) , en date du 22 avril 2015, l'entreprise SPIE SUD OUEST domiciliée PA Marcel Dassault, 170 rue Henri Farman, BP 70339 à Saint Jean-de-Vedas a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que par décision, en date du 7 juillet 2015, notifié le 10 août 2015, Monsieur le Premier Adjoint au Maire de Montpellier Max LEVITA a attribué ce marché N° 5D0014 à la société SPIE SUD OUEST

pour une période allant de la notification au 31 décembre 2015, reconductible par période successive de un an avec une durée maximale de reconduction de trois ans, et un montant maximum par période de 1 000 000 euros HT ;

- Que par courrier, nous avons été informés dans le cadre de la réorganisation interne du groupe SPIE en France du changement de dénomination sociale de la société SPIE SUD OUEST en SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE en date du 30 juin 2018 ;

- Qu'il convient d'établir un avenant autorisant le transfert du contrat du titulaire actuel de ce marché au nouveau titulaire SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE, sous réserves que les conditions de ce marché soient identiques et que le nouvel adjudicataire n'y apporte aucune modification.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché N° 5D0014A « Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations de chauffage ventilation climatisation sur les bâtiments communaux » à la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, aux chapitres 900, 902 et 930 pour un montant maximum de 1 000 000 euros HT ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 12 SEP. 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité**  
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Avenants au marché "Entretien et aménagement des espaces verts " N°4D0041**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts ;
- Vu la décision N°2014-0448 attribuant le marché n°4D0041 « entretien et aménagements des espaces verts »

### **Considérant :**

- Que le marché « Entretien et aménagement des espaces verts » n° 4D0041 a été attribué aux entreprises suivantes :
  - o Pousse Clanet pour les lots :
    - Lot 1 : quartier Centre, pour un montant de 1 600 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
    - Lot 2 : quartier Port Marianne, pour un montant de 2 400 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
    - Lot 6 : quartier Mosson, pour un montant de 1 600 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
    - Lot 7 : quartier Hôpitaux Facultés, pour un montant de 1 600 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
  - o UPEE7 pour les lots :
    - Lot 3 : quartier Prés d'Arènes, pour un montant de 1 600 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
    - Lot 4 : quartier Croix d'Argent, pour un montant de 1 600 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
    - Lot 5 : quartier Cévennes, pour un montant de 2 000 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
    - Lot 8 : Cimetières, pour un montant de 1 600 000 euros HT et pour une durée de 4 ans ;
- Que ce marché prend fin le 10/12/2018 ;
- Que la procédure actuelle ne permet pas de désigner un titulaire à l'issue du marché en cours ;

- Qu'il convient d'assurer la continuité du service public avant le début d'exécution du prochain marché issu d'une consultation ;

**Décide en conséquence :**

- De prolonger la durée du marché en cours d'exécution, pour une période de 4 mois, sans modification des termes du contrat et sans modification du montant maximum initial pour chacun des lots ;
- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché « Aménagement et entretien des espaces verts » pour les lots 1, 2, 6 et 7 à l'entreprise Pousse Clanet ; et pour les lots 3, 4, 5 pour l'entreprise UPEE7 ;
- D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché « Aménagement et entretien des espaces verts » pour le lot 8 Cimetières à l'entreprise UPEE7 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 935 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 (pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7) et l'avenant n°2 pour le lot 8 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 13 SEP. 2018**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Henri de VERBIZIER**



**Publiée le : 17 SEP. 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à  
Monsieur Geoffrey Badel du 13 septembre au 7  
octobre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Geoffrey Badel, 3 rue de Moissac, 34090 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 13 septembre au 7 octobre 2018 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Monsieur Geoffrey Badel à exposer à l'Espace Saint Ravy du 13 septembre au 7 octobre 2018 (installation à partir du 5 septembre et démontage jusqu'au 8 octobre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/09/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 05/09/2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au  
collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette  
Knoll) du 13 octobre au 4 novembre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que le collectif Salah+Knoll (Elena Salah et Charlette Knoll), 12 rue de Bercy, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 13 octobre au 4 novembre 2018 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser le collectif Salah+Knoll à exposer à l'Espace Saint Ravy du 13 octobre au 4 novembre 2018 (installation à partir du 8 octobre et démontage jusqu'au 5 novembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'elles s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/09/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 05/09/2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au  
collectif Servas Artists du 17 novembre au 9  
décembre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que le collectif Servas Artists, 42 avenue Saint-Lazare, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 17 novembre au 9 décembre 2018 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser le collectif Servas Artists à exposer à l'Espace Saint Ravy du 17 novembre au 9 décembre 2018 (installation à partir du 12 novembre et démontage jusqu'au 10 décembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/09/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 05/09/2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Ascaïn  
(Eno Gounon) du 15 décembre 2018 au 6 janvier  
2019**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que Ascaïn (Eno Gounon), Domaine de Fitzgerald, chemin du Mas rouge, 34970 Lattes a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Ascaïn (Eno Gounon) à exposer à l'Espace Saint Ravy du 15 décembre 2018 au 6 janvier 2019 (installation à partir du 10 décembre et démontage jusqu'au 7 janvier) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 03/09/2018**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**

**Publiée le : 05/09/2018**  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la NEF de la**  
**Maison des Chœurs à l'association Chœurs d'O le**  
**6 septembre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'Association CHŒURS d'O a fait une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 6 septembre 2018 de 19h30 à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 07 SEP. 2018**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**

**Publiée le : 12 SEP. 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des  
Chœurs à l'association LES CHOREGIENS les 8,  
9 et 10 novembre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;


**Considérant :**

- Que l'Association LES CHOREGIENS a fait une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 8 novembre de 19h à 23h, le 9 novembre de 19h30 à 23h30 et le 10 novembre de 19h30 à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 12 SEP. 2018**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**



**Publiée le : 12 SEP. 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété VICENTE**  
**Lot 7 - 500 rue du Mas Rouge**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser le délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du conseil municipal du 22 décembre 2008 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - République ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2015 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - République ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne – République ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 24 août 2018.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 18 juin 2018, Monsieur Progreso VICENTE a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un appartement avec jardin et 1/6<sup>ème</sup> d'un chemin d'accès, constituant le lot 7 de la copropriété située 500 rue du Mas Rouge et cadastrée section SE 83-141-218, au prix de 125.000 € plus 5.000 € de commission d'agence ;
- que la propriété VICENTE est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne – République qui prévoit, dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat ;
- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur Progreso VICENTE, lot 7 de la copropriété située 500 rue du Mas Rouge, cadastrée section SE 83-141-218, au prix de 120.000 € plus 5.000 € pour la commission d'agence ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC Port Marianne – République et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



14 SEP. 2018  
Montpellier, le  
Madame l'Adjointe au Maire  
Chantal MARION

**Publiée le : 18 SEP. 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété VICENTE**  
**Lot 8 - 500 rue du Mas Rouge**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  - Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
    - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser le délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
  - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 22 décembre 2008 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - République ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2015 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - République ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne – République ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 24 août 2018.

**Considérant :**



- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 18 juin 2018, Monsieur Progreso VICENTE a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un appartement et 1/6<sup>ème</sup> d'un chemin d'accès, constituant le lot 8 de la copropriété située 500 rue du Mas Rouge et cadastrée section SE 83-141-218, au prix de 128.000 € plus 9.600 € de commission d'agence ;
- que la propriété VICENTE est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne – République qui prévoit, dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat ;
- que le prix proposé paraît excessif.

#### Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur Progreso VICENTE, lot 7 de la copropriété située 500 rue du Mas Rouge, cadastrée section SE 83-141-218, au prix de 102.000 € plus 9.600 € pour la commission d'agence ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC Port Marianne – République et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



14 SEP. 2018  
Montpellier, le  
Madame l'Adjointe au Maire  
Chantal MARION

Publiée le : 18 SEP. 2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Construction du Groupe Scolaire Germaine  
Richier  
Marché n° 6D0034  
Avenant n°1  
Avenant de prolongation de délai pour les lots n°  
1; 4; 7; 12; 14 et 15**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° 2017/0059 du 16 février 2017, attribuant les marchés de travaux n° 6D0034 pour la construction du groupe scolaire Germaine Richier ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la réussite éducative ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1, relatif au marché 6D0034 ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 correspondant ;

**Considérant :**

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction du Groupe Scolaire Germaine Richier ;
- Que pour réaliser ses travaux, un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément aux articles 25-I-1°, 58 et 67 à 68 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, comportant 16 lots ;
- Que le lot 4 « Menuiserie extérieure » a été attribué à la société Alliage (Chemin de Sauvecanne – Impasse des Oliviers – 320 Bouc de Bel Air);

- Que l'entreprise Alliage a pris du retard concernant le lot 4, entraînant un retard en cascade à tous les autres lots devant intervenir après elle ;
- Que ces éléments précités entraînent une prolongation de délai à tous les lots, portant la date de fin du marché au 02 novembre 2018 au lieu du 02 août 2018 ;


**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 6D0034 portant prolongation du délai pour les lots n° 1 ; 4 ; 7 ; 12 ; 14 et 15. Le nouveau délai d'exécution du contrat est porté au 02 novembre 2018 ;

**Article 2 :** de dire que les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;

**Article 3 :** de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 SEP. 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN



**Publiée le :** 19 SEP. 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Construction du Groupe Scolaire Germaine  
Richier  
Marché n° 6D0034 -  
Avenant n°1  
Augmentation du montant du marché et  
prolongation du délai pour les lots n° 2 ; 3 ; 5 ; 6 ;  
8 ; 9 ; 10 ; 11 et 16**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° 2017/0059 du 16 février 2017, attribuant les marchés de travaux n° 6D0034 pour la construction du groupe scolaire Germaine Richier ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la réussite éducative ;
- Vu les rapports d'avenant n° 1, relatif au marché 6D0034 – Lots 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 et 16 ;
- Vu les projets d'avenant n° 1 correspondant ;
- Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 24 juillet 2018, favorable à la passation d'un avenant n° 1 pour le lot 10 « Electricité – Courants forts et faibles »;

**Considérant :**

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction du Groupe Scolaire Germaine Richier ;
- Que pour réaliser ses travaux, un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément aux articles 25-I-1°, 58 et 67 à 68 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, comportant 16 lots ;

**Décision n° VD2018-347**

- Que le lot 2 « **Étanchéité** » a été attribué à la société SOPREMA (ZONE ECOPARC – 70 Rue de la Farigoulette – 34130 Saint-Aunes), pour un montant de 415 726,28 € HT ;
- Que le bureau de contrôle estime que l'étanchéité de la toiture terrasse ouest de type « étanchéité légère » n'est pas faite pour supporter un flux de passage important. Afin de faciliter la maintenance des agents et la pérennité de l'étanchéité, le bureau de contrôle demande d'y intégrer une protection « dalle sur plot » ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 8 963,00 € HT portant ainsi le montant du marché à 424 689,28 € HT ;
- Que le lot 3 « **Isolation thermique par l'extérieur - Bardage** » a été attribué à la société SCOP CABROL (Zone Industrielle Bonnecombe – 6 rue de la Ferronnerie – 81200 MAZAMET), pour un montant de 550 309,16 € HT ;
- Que le bureau de contrôle fait savoir que le bardage aluminium en partie basse du RDC et R+1 représente un risque de coupure important pour les enfants. Il demande donc la création d'une pièce permettant de recouvrir les parties saillantes ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 7 499,00 € HT portant ainsi le montant du marché à 557 808,16 € HT ;
- Que le lot 5 « **Métallerie** » a été attribué à la société TECHNICFER (150 Rue du Mas de Bringaud – BP 95592 – 34071 Montpellier), pour un montant de 423 900,00 € HT ;
- Qu'afin d'améliorer la sécurité des enfants, il convient de rallonger la maille inox sur l'escalier de l'atrium faisant office de garde-corps et de créer une pièce métallique sur les parties saillantes de part et d'autre du garde-corps pour éviter les risques de coupure ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 8 627,49 € HT portant ainsi le montant du marché à 432 527,49 € HT ;
- Que le lot 6 « **Cloisons – Doublages – Faux Plafonds** » a été attribué à la société SODAC (ZAC du Mijoulan – 34680 Saint-Georges d'Orques), pour un montant de 214 549,40 € HT ;
- Que lors des études, les portes donnant sur l'escalier central étaient prévues fermées, mais pour le bon fonctionnement et la sécurité incendie du bâtiment, celles-ci devront être maintenues ouvertes. Or les descentes EP se situant dans cette cage d'escalier nécessitent un encoffrement acoustique pour limiter la propagation du bruit entre l'escalier et les classes avoisinantes permettant ainsi d'être conforme à la réglementation ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 6 559,50 € HT portant ainsi le montant du marché à 221 108,90 € HT ;
- Que le lot 8 « **Revêtements de sols - Faïences** » a été attribué à la société CANTANTE (251 Route de Clermont – 34725 Saint Felix de Lodez), pour un montant de 223 910,50 € HT ;
- Que compte tenu que depuis janvier 2018, les sols souples en cuisine font l'objet d'un communiqué de mise en observation de la Commission Prévention Produits mandatée par le Ministre en charge du logement. Il a été constaté que le PVC en cuisine est source de sinistralité accrue, et recommande la pose d'un sol dur, type carrelage ;

**Décision n° VD2018-347**

- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 10 834,95 € HT portant ainsi le montant du marché à 234 745,45 € HT ;
- Que le lot 9 « Peinture » a été attribué à la société LANGUEDOC CHANTIER (ZAE Les grandes basses – Rue de la Tramontane – 34550 Bessan), pour un montant de 88 453,51 € HT ;
- Que compte tenu de la proposition d'avenant du lot 6 (cloisons faux-plafonds) relative à l'encoffrement acoustique des EP, il est nécessaire de peindre ces ouvrages ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 4 100,00 € HT portant ainsi le montant du marché à 92 553,51 € HT ;
- Que le lot 10 « Electricité – Courants forts et faibles » a été attribué à la société ENERGYS SAS (Campus du Golf BAT 11/8 Rue des Vergers – 34130 Mudaison), pour un montant de 407 432,72 € HT ;
- Que compte tenu du niveau Vigipirate « sécurité renforcée-risque attentat » et les demandes du ministère d'améliorer le niveau de sécurité par la mise en place de moyens d'alertes spécifiques ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 22 371,14 € HT portant ainsi le montant du marché à 429 803,86 € HT ;
- Que le lot 11 « Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaire » a été attribué à la société ROGER RENARD ENTREPRISE S.A.R.L (2549 chemin des Mailloles – CS 72072 – 66011 Perpignan), pour un montant de 427 802,38 € HT ;
- Que compte tenu de la demande du bureau de contrôle, la chaufferie des conduits de ventilations hautes et basses intégreront des clapets coupe-feu reliés à la centrale SSI ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 13 791,62 € HT portant ainsi le montant du marché à 441 594,00 € HT ;
- Que le lot 16 « Espaces verts » a été attribué à la société PPJ PISCINES PARCS ET JARDINS, pour un montant de 15 275,44 € HT ;
- Que compte tenu des intempéries survenues en février, la plantation des arbres prévus en « motte » a été annulée. Le système racinaire ne se développant pas en période estivale, il est donc nécessaire de procéder à la plantation d'arbres en « container » avec un système racinaire déjà développé ;
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du montant initial du marché de 727,30 € HT portant ainsi le montant du marché à 16 002,74 € HT ;
- Que l'entreprise Alliage a pris du retard concernant le lot n°4, entraînant un retard en cascade à tous les autres lots devant intervenir après elle.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'autoriser la signature des avenants n° 1 au marché 6D0034 portant prolongation du délai et augmentation des montants des lots n° 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 et 16 comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Noms et adresses de l'entreprise</i>	<i>Montant de l'avenant</i>	<i>Pourcentage d'augmentation du contrat initial</i>
2	<b>SOPREMA</b> (ZONE ECOPARC – 70 Rue de la Farigoulette – 34130 Saint-Aunes)	<b>8 963,00 € HT</b>	<b>2,16 %</b>
3	<b>SCOP CABROL</b> (Zone Industrielle Bonnetcombe – 6 rue de la Ferronnerie – 81200 MAZAMET)	<b>7 499,00 € HT</b>	<b>1,36 %</b>
5	<b>TECHNICFER</b> (150 Rue du Mas de Bringaud – BP 95592 – 34071 Montpellier)	<b>8 627,49 € HT</b>	<b>2,04 %</b>
6	<b>SODAC</b> (ZAC du Mijoulan – 34680 Saint-Georges d'Orques)	<b>6 559,50 € HT</b>	<b>3,06 %</b>
8	<b>CANTANTE</b> (251 Route de Clermont – 34725 Saint Felix de Lodez)	<b>10 834,95 € HT</b>	<b>4,84 %</b>
9	<b>LANGUEDOC CHANTIER</b> (ZAE Les grandes basses – Rue de la Tramontane – 34550 Bessan)	<b>4 100,00 € HT</b>	<b>4,63 %</b>
10	<b>ENERGYS SAS</b> (Campus du Golf BAT 11/8 Rue des Vergers – 34130 Mudaison)	<b>22 371,14 € HT</b>	<b>5,49 %</b>
11	<b>ROGER RENARD ENTREPRISE S.A.R.L</b> (2549 chemin des Mailloles – CS 72072 – 66011 Perpignan)	<b>13 791,62 € HT</b>	<b>3,22 %</b>
16	<b>PPJ PISCINES PARCS ET JARDINS</b> (Route de Villeneuve-les-Maguelone, Mas PONS, 34970 Lattes)	<b>727,30 € HT</b>	<b>4,76 %</b>

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif de la Ville, chapitre 902 ;

**Article 3 :** De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 SEP. 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 19 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Réaménagement de la zone technique phase 2 :  
bâtiments clinique et quarantaine  
Lot n°10: Etanchéité  
N° 8D0018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri de VERBIZIER aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

**Considérant :**

- Que dans le cadre du réaménagement de la zone technique – phase 2, le lot n°10-chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire- du marché 6D0020 a été résilié par décision en date du 10 mars 2018 ;
- Que le chantier pour ce lot a dû être interrompu jusqu'à l'attribution du dit lot à une entreprise désignée à l'issue d'une nouvelle procédure de mise en concurrence ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 7 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix : 40% / valeur technique : 60%.
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 juillet 2018 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise AXIMA CONCEPT domiciliée ZAE Pont de la Blanquière-BP90109- 34874 LATTES CEDEX pour le marché n°8D0018- chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire- pour un montant HT global et forfaitaire de **341 500 euros**.

L'entreprise AXIMA CONCEPT domiciliée ZAE Font de la Blanquière-BP90109- 34874 LATTES CEDEX présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature du marché n°8D0018-chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire à l'entreprise AXIMA CONCEPT domiciliée ZAE Pont de la Blanquière-BP 90109- 34874 LATTES CEDEX pour un montant global été forfaitaire de **341 500** euros HT pour une durée d'exécution de 7 mois ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction du parc de Lunaret de la Ville, chapitre 903 (investissement)/ chapitre 933 (fonctionnement) ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 SEP. 2018**  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER



Publiée le : **19 SEP. 2018**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la NEF de la  
Maison des Chœurs à l'association BA-BACH le  
23 septembre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'Association BA BACH a fait une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 28 Septembre de 14h à 18h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA

**Publiée le : 17 SEP. 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la NEF de la**  
**Maison des Chœurs à l'association Chœurs**  
**Universitaire Montpellier Méditerranée le 6**  
**octobre 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'Association Chœur Universitaire Montpellier Méditerranée a fait une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 6 octobre de 9h30h à 12h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 13 SEP. 2018**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**

**Publiée le : 17 SEP. 2018**  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des  
Chœurs à l'association Art sans frontière le 13  
juillet 2018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'Association Art sans frontière a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 juillet de 17h à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 13 SEP. 2018**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**

**Publiée le : 17 SEP. 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **CONTENTIEUX**

### **SARL SIBL CASA CUBANA**

#### **Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018**

#### **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

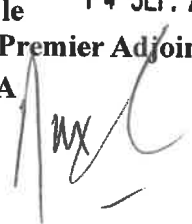
- Que la SARL SIBL CASA CUBANA conteste (recours n°1801843-4) l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2018 lui octroyant 40 m<sup>2</sup> de terrasse au lieu des 67 m<sup>2</sup> demandés ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 17 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **CONTENTIEUX**

**Madame NICOULEAU**

**Recours contre la décision du 3 Janvier 2018**  
**refusant l'imputabilité au service de son accident**  
**du 04 septembre 2017**

**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Madame Cécile NICOULEAU conteste (instance n°1800979-3) la décision du 03 janvier 2018 refusant de reconnaître l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

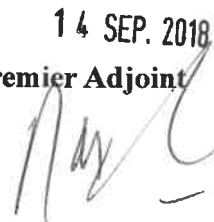
- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;



**Décision n° VD2018-357**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14 SEP. 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 17 SEP. 2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.